



CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Écoles.
A Paris, à l'Office-Correspondance de Lajoux et Co, place de la Bourse, N° 2, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Contient 20 fr.
Pour l'Étranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées en France.

conféré à M. le maréchal Bugeaud le titre de duc d'Isly.
— On lit dans une lettre de Toulon à la date du 15 :

« Lorsque l'escadre, sous les ordres du prince de Joinville, arriva à Cadix, les officiers avaient pris connaissance des lettres qui avaient été publiées par le *Times*, et ils résolurent de demander satisfaction aux officiers du Warspite, auteurs présumés de ces lettres; ils avaient l'intention d'envoyer une députation aux officiers du Warspite; mais, dans l'intervalle, le prince de Joinville avait eu connaissance de leur projet; il écrivit immédiatement au commodore anglais une lettre pleine de dignité, demandant en son propre nom et en celui des officiers placés sous ses ordres la rétraction des insinuations contenues dans les lettres publiées par le *Times* comme provenant des officiers du Warspite. Nous apprenons que le commodore a répondu au prince, en disant qu'il ne pouvait pas croire qu'il y eût dans la marine anglaise des officiers assez lâches pour mettre en doute le courage des officiers français, et en promettant d'insérer dans le *Times* la rétraction demandée. Le Warspite arriva à Cadix peu de temps après la réception de cette lettre; il se proposait d'y jeter l'ancre, lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour Gibraltar. »

— On écrit de Constantine, le 4 septembre :
« L'émigration des tribus limitrophes placées sous la dépendance du bey de Tunis, continue et devient un fait grave. Nous ne comptons pas moins aujourd'hui, sur notre territoire, de 250 donars, c'est-à-dire près de 3,000 tentes des Dreïles, tribu Mezargens. Le motif de leur émigration est une levée d'hommes que le bey voulait faire, parmi ces populations laborieuses, pour ses troupes régulières. »

« Sur les ordres du commandant supérieur, un escadron de chasseurs, commandé par le capitaine Devaux, est parti pour faciliter le rétablissement de l'ordre parmi ces réfugiés, soit en les internant chez nous, soit en les renvoyant chez eux. »

« Le duc d'Almale a pris des mesures pour que cette affaire ne compliqua pas nos relations avec Tunis. »

« Pendant que M. Devaux se rendait chez les Hapéncha, il a été assez heureux pour surprendre, sur l'Oued-Cheriff, un goum de 250 cavaliers haracta en flagrant délit de razzia contre les Achach; il les a immédiatement chargés et mis en fuite, sans qu'ils aient pu rien emporter. Un de leurs cavaliers a été tué; la tribu des Haracta a été condamnée pour ce fait à une amende de 5,000 fr. »

« Notre impôt atteint presque aujourd'hui le chiffre de 3 millions. » (*Moniteur Parisien*)

— **ANGLETERRE.** Les affaires d'Irlande préoccupent tous les journaux de Londres. Le *Times* fulmine un très long réquisitoire contre le projet d'union fédérale entre l'Angleterre et l'Irlande. Le *Globe* conseille au ministère de s'abstenir de la politique coercitive qui ne ferait qu'irriter le sentiment public.

« Les liens, dit-il, qui unissent aujourd'hui l'Irlande à l'Angleterre, ne sont point des liens de consanguinité et d'amour; ce sont ceux de la crainte produite par la présence d'une force militaire écrasante. Ces liens même peuvent être brisés; mais le résultat de l'expérience serait la ruine pour l'une des deux nations, des dangers et des calamités pour l'autre. »

— La *Gazette d'Augsb.* annonce que la tentative faite par les révolutionnaires italiens réfugiés à Malte et à Corfou pour enrôler des bandes d'aventuriers dans l'Albanie, à l'effet de faire une descente dans les États romains a échoué complètement. Selon le même journal, M. Mazzini

serait sur le point de publier une brochure intitulée : *Les derniers moments des patriotes sacrifiés à Cosenza.*

— Une autre ordonnance du même jour nomme M. le prince de Joinville vice-amiral. (*Idem.*)
— M. Muhler, ministre de la justice en Prusse, vient de donner sa démission. M. Muhler était dans le ministère prussien le représentant des idées libérales, en ce sens qu'il était contre le secret de la justice et partisan de la publicité des débats. Ses efforts ayant été jusqu'à présent infructueux, M. Muhler a dû se retirer des affaires publiques.

— On lit dans le *Gleaner*, journal d'Amiens, du 4 septembre :

« Une tentative d'évasion a été découverte le 9 de ce mois, à quatre heures trois quarts de l'après-midi, parmi les prisonniers politiques détenus dans la citadelle de Doullens, qui avaient pratiqué un commencement de galerie souterraine. Le puits de cette galerie avait 2 mètres de profondeur et 3 de diamètre. On évaluait à plus de 5 mètres cubes la quantité de terre extraite, et répandue, dit-on, dans le petit jardin que les détenus cultivent. On estime qu'ils pouvaient avoir encore 8 mètres à parcourir sous terre pour passer sous le chemin de ronde et déboucher à l'extérieur du second chemin, d'où ils auraient pu gagner le rempart et descendre dans les fossés à l'aide de cordes ou de draps de lits. »

« La découverte de cette tentative d'évasion a jeté quelques uns de ces détenus dans un tel état d'exaspération qu'ils se sont mis à briser les meubles et la vaisselle à leur usage. Cependant dix minutes ont suffi pour rétablir l'ordre sans qu'il fût nécessaire d'appeler l'intervention de la force armée. »

— On lit dans le *Correspondant de Nuremberg* :

« Le voyage de l'empereur à Trieste, donne lieu à beaucoup de commentaires. On parle de la formation d'un Zollverein italien. On ajoute que les États héréditaires accéderaient à l'Union des douanes allemandes. La Hongrie resterait exclue. D'un autre côté, on croit que la France et l'Angleterre sauront empêcher l'union des grands États, et le tout se bornerait à une convention douanière entre les petits États de l'Italie du nord et l'Autriche. L'accession des États autrichiens au Zollverein allemand, à l'exclusion de la Hongrie, est soumise à beaucoup moins de difficultés. »

— Bayonne, 19 septembre.
M. Martinez de la Rosa a accepté le portefeuille des affaires étrangères. La *Gazette officielle*, du 16 septembre, publie le décret en date du 21 août.

Le maréchal-de-camp Pavia a été nommé, le 15 capitaine-général de la Navarre. Le dévouement du scrutin général confirme le triomphe du parti ministériel à Madrid.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères partira de Bastia pour Ajaccio le 1^{er} octobre, à 7 heures du soir, en relâchant à l'île-Rousse et Calvi. Il repartira d'Ajaccio le 3 à 7 heures du soir.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE, bk-gtte Ville de Bastia, c. Zanzi, briques, chanvre.
MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Giorgi, en lest.
MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Filippi, en lest.

LIVOURNE, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Valzi, blé, maïs.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, en lest.
MACINAGGIO, gondole Conception, c. Damiani, vin, et autres.

CERVIONE, bateau Lavasina, c. Guasco, vin.
BONIFACIO, bateau Irène, c. Palomba, agnès de pêche.

CALZARELLO, bateau Mantino, c. Cambiaggio, en lest.
AJACCIO, bateau à vapeur Télégraphe, c. Lota, en lest.

BONE, bk-gtte sarde Les Ames du Purgatoire, c. Emanuelli, blé, froment.

ERBALUNGA, bateau Lavasina, c. Figsrella, pierres ouvrées.

ERBALUNGA, bateau Zéphir, c. Ricci, en lest.
LIVOURNE, bateau à vapeur Maréchal Sebastiani, c. Sisco, lard, graisse, etc.

PORTOVECCHIO, tartane Conception, c. Gabrielli, bois à brûler.
MARSEILLE, bk-gtte Solenzara, c. Moneglia, tabac, sucre, etc.

BRANDO, bateau Zéphir, c. Ricci, en lest.
BRANDO, bateau St-Erasme, c. Nicolai, en lest.

CAGNANO, bateau St-Joseph, c. Olivieri, en lest.
MARSEILLE, paquebot-poste Ajaccio, c. Prudent, dépêches et passagers.

LIVOURNE, bateau à vapeur Télégraphe, c. Lota, diverses marchandises.

PIANOSA, felouque napolitaine St-Michel, c. Scotto, agnès de pêche.

CERVIONE, gondole Assomption, c. Dominici, vin en fûts.

LIVOURNE, bateau à vapeur de l'État le Phare, c. N... lieutenant de vais. ayant à son bord M. le Maréchal Sebastiani.

DÉPARTS

MARSEILLE, paquebot-poste Bastia, c. Santi, dépêches et passagers.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, briques, etc.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Giorgi, tissus de coton, etc.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Filippi, blé, haricots, etc.

LIVOURNE, bateau à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, citrons, etc.

CENTURI, bateau Conception, c. Procaccini, blé, fromage, etc.

LIVOURNE, gondole Conception, c. Petit, lupin.

LIVOURNE, bateau à vapeur Golo, c. Valzi, citrons.

GENES, bœuf Jésus-Marie, c. Banassa, bois de construction.

LIVOURNE, bateau à vap. Télégraphe, c. Lota, en lest.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, bois à construire.

GENES, bk-gtte Ames de Purgatoire, c. Emanuelli, blé froment.

PORTOFERRAJO, bateau Irène, c. Palomba, en lest.

LIVOURNE, bateau à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, en lest.

CAGNANO, gondole St-Joseph, c. Ceroni, fûts vides.

CAGNANO, gondole Marie Letizia, c. Franceschi, fûts vides.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Calvani, blé froment, etc.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

PORT DE BASTIA. — CLÔTURE DE L'ENQUÊTE.

L'enquête relative au port de Bastia a été close lundi soir 30 septembre. Les projets soumis à cet examen, et qui étaient au nombre de trois, ont été exposés pendant un mois à l'attention publique et un grand nombre de citoyens de différentes professions sont venus soumettre leurs avis. Il n'y a pas eu divergence de vues et tout le monde s'est accordé à donner la préférence au n° 3. Pour nous, nous n'avons rien à ajouter à cette enquête et nous nous bornerons à exposer quels étaient les trois projets.

Le projet n° 1, consistait dans l'amélioration du port actuel. Il aurait donné un port d'une superficie de 5 hectares 15, et aurait nécessité une dépense de 1,910,000. La contenance du port actuel n'est que de 2 hectares 91. L'amélioration, dans ce cas, ne serait que de 2 hectares à peu près et le port actuel, ainsi amélioré, serait loin d'offrir les deux conditions d'étendue et de sûreté que l'on doit, avant tout et par dessus tout, désirer.

Le projet n° 2, établissant le port dans l'anse St-Nicolas, lui donnerait une superficie de 10 hectares 89, et absorberait la somme de 2,550,000. Mais la passe serait au Nord, et le port, dès lors, serait loin d'offrir la sécurité que l'on doit se proposer d'établir, avec non moins d'empressement que l'étendue. Ce projet offrirait, sur le port actuel près de 8 hectares de superficie en plus; 5 hectares 75, sur le port actuel amélioré et il ne nécessiterait qu'une dépense de 640,000 fr. en plus comparée à celle qui serait absorbée par l'amélioration du port actuel.

Enfin le n° 3, établissant le port également à l'anse St-Nicolas, mais avec la passe au Sud, donnerait une superficie de 12 hectares 79, c'est-à-dire qu'il aurait 8 hectares 79 de plus que le port actuel; 7 hectares 63 de plus que le port actuel amélioré; 1 hectare 90, de plus que le n° 2, et qu'il aurait la passe au Sud. Sous le rapport de la dépense, l'augmentation serait peu sensible quand on la compare aux avantages qu'on se procurerait et qui donneraient à ce port l'étendue et la sécurité si indispensablement nécessaires.

Cette augmentation serait de 1,140,000 fr. sur le n° 1 et de 500,000 seulement sur le projet n° 2.

C'est à ce dernier projet, nous le répétons, que se sont ralliés toutes les personnes qui ont pris part à l'enquête et c'est aussi celui auquel l'administration des Ponts-et-Chaussées paraît accorder la préférence.

Maintenant la commission nautique, une commission d'enquête et le conseil municipal auront encore à se prononcer sur cette importante question qui s'approche ainsi chaque jour de sa solution.

La prospérité d'une ville peut s'induire de quelques faits qui ne sont pas sans importance et qui montrent, par exemple, que là où l'affluence

des voyageurs se fait remarquer, là aussi doivent s'accomplir des progrès réels, positifs. Les villes, dont le mouvement extérieur se retire, où le va et vient diminue ou reste stationnaire, dont les rapports avec les pays voisins s'arrêtent, sont évidemment en voie de décadence. Sous ce rapport il n'est pas sans intérêt de voir quel a été le nombre des voyageurs entre Bastia et la France, et entre Bastia et l'Italie. Le tableau statistique suivant, que nous publions, démontrera que sous ce point de vue, comme sous beaucoup d'autres, Bastia est en voie de progrès.

Mouvement numérique des voyageurs partis du port de Bastia.

Moyenne jusqu'à l'année 1837.	Voyageurs français partis pour le Continent.		Voyageurs étrangers partis pour la France ou pour l'étranger.	TOTAL.
	Français.	Etrangers.		
Année 1839 ..	809.	113.	190.	882.
Id. 1840 ..	806.	202.	202.	1,210.
Id. 1841 ..	861.	208.	223.	1,092.
Id. 1842 ..	887.	272.	220.	1,379.
Id. 1843 ..	890.	294.	113.	1,297.
Id. 1843 ..	645.	336.	241.	1,222.
TOTAL ..	3,162.	1,372.	1,106.	5,640.
Moyenne de 1839, à 1843 ..	632.	274.	221.	

Moyenne totale .. 1,127. (*)

(*) Ne sont pas compris dans ce nombre les ouvriers étrangers qui arrivent annuellement en Corse. Ce nombre, est année moyenne, de six à sept mille.

Depuis que M. le maréchal Sebastiani est au milieu de nous, il a pu se convaincre chaque jour davantage des sentiments d'affection et de respect que l'on professe en Corse pour sa personne, en même temps qu'il a pu s'éclairer, sur les lieux, des besoins du pays qu'il connaît déjà si bien et auxquels il est si porté à faire accorder les satisfactions nécessaires. Tous les jours, il reçoit un grand nombre de visites et ces rapports journaliers ne font que resserrer plus étroitement les liens qui l'attachent à la Corse.

Mardi dernier, le conseil municipal de Bastia a offert un banquet à M. le maréchal Sebastiani et à sa famille. Les principales autorités civiles et militaires avaient été conviées à cette réunion, pendant laquelle a régné la cordialité la plus grande. A la fin du repas, M. Lazaretti, maire de la ville de Bastia a porté un toast au roi, à la famille royale et à M. le maréchal Sebastiani. Ce dernier a répondu au toast de M. le maire et il a fait ressortir tous les bienfaits que la Corse devait au gouvernement paternel du roi. Ces deux toasts ont excité la plus vive sympathie. La musique du 8^e de ligne a exécuté, pendant le repas, différents morceaux et le soir, à 8 heures, un feu d'artifice,

que le mauvais temps de dimanche avait forcé d'ajourner, a été tiré sur la place Louis-Philippe, en présence d'un concours immense attiré par ce spectacle si rare à Bastia. Les habitants de la haute ville avaient, de leur côté, fait de brillantes illuminations.

M. le Maréchal Sebastiani doit quitter demain Bastia pour se rendre à Vescovato et à Olmetta. De là il ira à Ajaccio où il se propose de passer quelques jours.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Session de 1844.

Le conseil s'est réuni le 16 septembre et a nommé pour son président M. Cunéo d'Ornano.

M. Benedetti, conseiller de préfecture remplissant les fonctions de préfet en l'absence de M. Jourdan, a lu un rapport sur les différentes branches du service départemental.

Voici le vote que le conseil-général a exprimé à l'égard de M. Jourdan :

- « S'associant au vote par lequel la chambre des députés a accueilli les paroles que M. le ministre de l'intérieur a prononcées à la tribune dans la séance du 6 juillet dernier, le conseil, organe des intérêts et des besoins généraux du pays, sanctionne les votes précédemment émis sur l'administration de M. Jourdan et lui renouvelle le témoignage de sa haute estime et de ses plus vives sympathies. »

BUDGET DE 1845.

Dépenses ordinaires.

Sous-chapitres.	fr.	c.
1 ^{er} Trav. ordinaires des bâtimens.	13,600	—
2. Contributions.	—	—
3. Loyers des hôtels de préfecture et de sous-préfecture.	5,000	—
4. Mobiliers idem.	2,900	—
5. Casernement de la gendarmerie.	23,200	—
6. Prisons départementales.	56,035	—
7. Cours et tribunaux.	17,310	—
8. Corps de garde des établissements départementaux.	500	—
9. Entretien des routes départementales.	11,000	—
10. Enfants trouvés ou abandon.	44,000	—
11. Aliénés.	14,000	—
12. Impressions.	8,000	—
13. Archives du département.	2,980	—
14. Frais de translation, de route et autres.	2,702	75
15. Dettes ordinaires.	11,856	25
Total.	213,084	99

DÉPENSES FACULTATIVES D'UTILITÉ DÉPARTEMENTALE.

- 16. Trav. neuf des bâtimens, etc. Construction d'une nouvelle prison à Sartène, afin d'accroître les ressources applicables à cette destination.

2,000

Le conseil demande pour cet objet un secours de 5,000 fr. sur le 2^e fonds commun.

Assurance des bâtiments départementaux contre les risques de l'incendie 150

Total du S.-chap. xvi. 2,105

17. Travaux des routes départementales, etc. Travaux d'entretien de la route d'Ajaccio aux bords de Gagno et de celle de Bastia au Macinaggio 3,000

Travaux neufs à exécuter sur la route de Bastia au Macinaggio 3,000

Réserve pour dépenses diverses 560

Total de S.-chap. xvii. 6,560

18. Subvention aux communes. Néant.

19. Encouragements. Subvention à la caisse des retraites des employés de la préfecture 858

Pénurie départementale de Corte. Indemnité pour la propagation de la vaccine 500

Entretien d'élèves à l'école des arts et métiers et à l'école centrale de Paris 1,575

Pour contributive du département dans la dépense de l'école d'enseignement supérieur à Corte 5,000

Le conseil insiste comme dans sa précédente session, pour que cette école reçoive une nouvelle organisation, plus complète et plus appropriée aux besoins de l'époque et au but de son institution.

Le conseil vote l'allocation de 2,000 fr. proposée pour élever un monument à la mémoire du général Paoli, et dont la moitié, montant à 1,000 fr. sera imputée au budget de 1845, ci 1,000

Le conseil se propose d'augmenter cette allocation au budget de 1846 pour un objet qui excite toutes les sympathies du pays, et d'acquiescer ainsi une dette nationale.

Encouragement aux sieurs Podestà frères, pour les services rendus au pays et les sacrifices qu'ils ont faits dans l'établissement des diligences 5,000

Apothéose Fabiani, éditeur de l'histoire Paoli 1,200

Au sieur Coionna-Cesari Joseph, jeune homme doué d'heureuses dispositions pour la sculpture, pour l'aider à faire ses études à Rome 600

Indemnité aux garçons du bureau de la préfecture 100

Au sieur Arman, auteur d'une brochure archéologique sur l'église cathédrale, Notre-Dame, d'Ajaccio 200

Total de S.-chap. xix. 17,573

22. Dépenses diverses. Frais de publication du procès-verbal du conseil, du rapport du préfet, etc.; gratification pour belles actions; frais d'illumination des édifices départementaux; réserve pour dépenses imprévues 1,900

23. A valoir sur le prix des terrains expropriés sur la commune de Gagno, afin d'agrandir l'établissement thermal de ce nom 1,500

(La suite au prochain numéro.)

Le *Progressif* n'a pas encore assez des citations que nous lui avons faites de ses propres œuvres. Il

est tellement habitué à s'admirer, disant le blanc et le noir sur le même sujet; il trouve cette élasticité de convictions si étonnante, qu'il nous demande encore des citations. Le *Progressif* n'est ni habile ni heureux dans la fâcheuse monomanie qui semble le poursuivre. Nous serons moins cruels qu'il ne le pense; nous rappelant qu'il ne faut pas toujours satisfaire les caprices des enfants, et que de grands hommes sont enfants sur ce point!

Toutefois nous serions assez disposés à faire ce que le *Progressif* sollicite, car, après tout, quand on a affaire à son plus mortel ennemi, on ne saurait être tenu à de grands ménagements. Nous ferons donc ce que le *Progressif* nous demande, mais à deux conditions, dont le public appréciera la sagesse.

Mais avant de le faire, disons un mot, en passant, d'une nouvelle ruse de ce journal, tout pectri de malice — ce qui ne suppose pas toujours de l'esprit, entendons-nous bien — qui, pour se donner les airs d'une victime intéressante, a recours à mille adroits subterfuges. Il commence son article par ces mots: *maintes fois* nous avons mis l'*Insulaire* en demeure, etc. Or ce *maintes fois*, qui a pour but de nous faire passer aux yeux du public pour des pêcheurs endurcis, impénitents et opiniâtres à poursuivre ce pauvre *Progressif*, ce *maintes fois*, qui en dit plus qu'il n'est gros, est cependant une petite invention, une grosse exagération, comme le *Progressif* en sait si bien faire. Ce *maintes fois* se réduit à une seule question de ce journal si maladroitement curieux, dans son intérêt, et à la quelle nous nous sommes empressés de répondre, courrier par courrier. Ce sera encore la un échantillon de l'habileté et des tours pleins de malice du *Progressif*. Au reste, voici les conditions auxquelles nous satisferons le *Progressif*, et nous le prévenons d'avance, pour ne pas le prendre en traître, que nous pouvons lui citer quatre ou cinq numéros, quatre ou cinq attaques à la vie privée, attaques dont il a perdu la mémoire.

1^{re} Le *Progressif* ne recommencera pas, à l'occasion de ces citations, les indécentes personnalités que nous lui avons reprochées. Le *Progressif* s'engagerait à cela, lui et toutes ses plumes, même celle qui paraît être chargée exclusivement des *démentis*, et de délivrer un certificat d'innocence au *Progressif*, qui pour s'acquitter plus heureusement de ce rôle, quelques peu difficile, ne lit jamais rien de ce qui est écrit dans le *Progressif*; ce qui lui donne sans doute plus d'audace à tout nier, mais ce qui compromet singulièrement la bonne foi de cette feuille. Nous savons bien que tous les mauvais cas sont niables; au moins pour bien faire, il ne faudrait pas avoir de mortels ennemis qui essent de la mémoire pour vous.

2^e Le *Progressif*, après avoir pris connaissance de nos citations, qui seraient très claires, très précises, avouerait qu'il a mal agi envers l'*Insulaire*, lui ferait amende honorable, en disant humblement qu'il a tort de se laisser aller à ses vivacités excentriques, à ses légèretés fâcheuses, et il prendrait à l'avenir l'engagement de conserver au moins la mémoire de ses propres œuvres.

A cette double condition, nous satisferons le *Progressif*, sinon, non. Nous ne voulons pas faire une guerre de dupes, nous l'en prévenons; et comme nous avons prouvé par les citations que nous avons déjà faites sur un autre sujet, que nous sommes en mesure de tenir notre engagement, nous n'avons rien à craindre des charmants commentaires du *Progressif*. N'a-t-il pas affirmé qu'il n'avait jamais déclaré appartenir à aucun parti politique et n'avons-nous pas prouvé le contraire, en reproduisant la fameuse médaille de la

démocratie hidoise? Le *Progressif* aurait donc beau s'imaginer que l'*Insulaire*, cette feuille d'un noir-cœur épouvantable et d'une scélératesse effroyable, le poursuit de ses basses calomnies, lui *Progressif* si décent, si convenable, si respectueux, si, si, si, les épithètes nous manquent, mais elles ne lui manqueraient pas s'il avait à faire son propre panegyrique, le public aurait, à son tour, le droit de ne pas croire que nous soyons assez audacieux pour dire ce qui n'est pas et que le *Progressif* soit assez innocent pour ne pas mériter nos justes reproches. Il a donné la mesure de croyance qu'on doit ajouter à ses démentis et il y aurait prudence de sa part à se tenir coi après la leçon qu'il a reçue, ne lui en déplaise.

L'esprit prophétique, que le *Progressif* a sa disposition et qui lui assure, l'autre jour, avec le plus grand sérieux du monde et dans un style apocalyptique, que l'avenir était à lui, *Progressif*, est allé, sans doute, aux champs faire sa récolte de foin et d'huile, ou respirer les brises embaumées de la plage solitaire, car le *Progressif* s'est trouvé pris au dépourvu, ces jours derniers, et il a été obligé, dans sa détresse, d'acheter le *Koran*, édition Charpentier, 3 francs 50 le volume; il l'a ouvert, et tout ébahi, il y a lu un verset; après quoi; enchanté de ce travail d'Hercule, il s'est repusé. Allons décidément, *Dieu est Dieu* et le *Progressif* est son prophète, allah! allah!

Ah ça, le *Progressif* qui, après avoir traité la médaille de la démocratie d'hideuse, a attaché splendide à sa boutonnière à grands renforts de mots sonores, va-t-il donc se faire musulman? Cela ne nous étonnerait pas après tout, puisqu'il est un peu comme le maître Jacques de l'*Avarice* et qu'il peut dire: « Venez-vous parler à un démocrate? attendez que je me pare de ma conviction de démocrate, c'est-à-dire de ma fameuse médaille! » Voulez-vous vous entretenir avec un homme tout à fait indifférent à la politique, aux partis politiques, qui vous prouvera que, depuis Aristote, toutes ces questions métaphysiques de pondération des pouvoirs, n'ont pas avancé d'un pas? qu'à cela ne tienne, je sais mettre ma médaille dans ma poche. Familiarisé avec de telles évolutions, une de plus ou de moins ne lui contenterait sans doute pas beaucoup et il pourrait bien être tenté d'imiter le Bourgeois gentilhomme et de se faire Mamamouchi!

Quand, par hasard, il arrive au journal de la démocratie hidoise d'avoir une idée, surtout alors que cette idée est bien absurde, bien fautive surtout, il y revient à satiété, il l'épouse et s'en nourrit cinq ou six mois durant. L'autre jour ne sachant comment répondre à des reproches parfaitement mérités que nous lui avions faits, il s'est avisé de s'imaginer que nous avions tout à coup fait une profession de foi et que nous étions devenus tout à coup partisans de la délation. Ceci était tout bonnement d'un ridicule parfait et c'est sans doute pour cela que le *Progressif* y revient encore sous forme d'errata: cet erratum, devons nous dire, aura pour résultat de constater que le *Progressif* ne connaît pas plus les ouvrages de droit qu'il ne sait être fidèle à ses magnifiques professions de foi, puisqu'il est obligé de venir avouer ingénument qu'il avait attribué à un auteur ce qui appartenait à un autre. Voilà où en est la science légiste de cette estimable feuille. C'est être très habile que de donner au public de pareils échantillons de son savoir.

Mais passons. Nous ne dirons qu'un mot. Il y a un vieux proverbe normand très sage, comme tous les proverbes et qui dit: *qu'il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu*. Le

Progressif, qui se joue si cavalièrement de toutes ses professions de foi, qui en a une pour toutes les circonstances, et qui peut s'écrier, sans surprendre personne, mais non sans égarer tout le monde:

Vive le Roi! Vive la Ligue!

Le *Progressif* devrait s'abstenir, dans son intérêt, de prononcer les mots *profession de foi*. Ce deraier mot prête trop à rire à ses dépens et le tort imaginaire qu'il espère faire à l'*Insulaire*, en insistant sur une mauvaise plaisanterie, ne compenserait en aucune façon le ridicule dont il se couvrirait de gaieté de cœur.

Il faut avouer qu'un journal doit être bien compromis dans l'opinion publique, pour que son plus mortel ennemi veuille bien lui apprendre ce qu'il doit faire ou ne pas faire. Bien entendu que ceci ne s'adresse pas au *Progressif*. Il est trop occupé à lire le *Koran*, à feuilleter les ouvrages de droit, afin d'apprendre de qui sont les professions de foi fantastiques, que dans sa richesse de la chose, il prête à autrui, pour avoir le temps de songer à ce qui conviendrait à ses intérêts bien entendus.

En répondant à la question du *Progressif* nous avons plutôt atténué qu'aggravé ce qu'il y avait de bizarrement contradictoire dans son adhésion à la démocratie qu'il avait déclarée hidoise, au moins d'un côté. Il y avait beaucoup mieux que ce que nous avons relevé, et cette passion si ardente aujourd'hui, devient tellement intéressante qu'il est bon d'étudier les phases par lesquelles elle a passé. C'est là un riche sujet d'étude de haute psychologie politique. Ainsi dans le même article où il affirmait, avec ce style dramatique que le distingue, que la démocratie était hidoise, il terminait par ces paroles: *nous penchons pour la démocratie, une démocratie assez large, etc.* Donc après avoir démontré savamment que toutes ces questions de pondération des pouvoirs étaient à peu près insolubles; après en avoir fini par un mot expressif, le mot *hideux*, avec l'aristocratie, la théocratie et la démocratie, le *Progressif* n'en déclarait pas moins, ingénument, qu'il *penchait* pour la démocratie. Se contredire à quinze jours, à six mois de distance, on le conçoit; la mémoire est faible, surtout quand les ouvriers de la ruche sont plusieurs et que chacun fait la guerre en simple partisan; mais se contredire à trente lignes, refuser à la fin ce qu'on a dit au milieu d'un article, c'est là une lux qui ne convient qu'au *Progressif*.

Au reste, comme un *penchant* n'est pas une conviction, nous n'avons pas dû nous arrêter à cette déclaration finale, qui n'était point dans les prémisses, et cela était si vrai que plusieurs mois après, le *penchant* n'était encore qu'une velléité, qui faisait aller le *Progressif* tantôt à droite, tantôt à gauche, et qui lui faisait nous répondre, ainsi que nous l'avons rappelé, qu'il n'était pas un *journal parlementaire*, c'est-à-dire qu'il n'appartenait à aucune des divisions qui se partagent le parlement.

Mais enfin ce qui n'était qu'un *penchant* le 4 février 1843 est devenu une conviction, une passion sérieuse le 19 septembre 1844, et si sérieuse, à cette bienheureuse date — bienheureuse pour la démocratie puisqu'elle gagne un nouveau néophyte, bienheureuse pour la Corse qui connaît enfin les convictions et les couleurs politiques du *Progressif* — si sérieuse, disons nous, que ce journal n'aperçoit plus le côté hidoise de la démocratie qu'il avait si énergiquement relevé, alors qu'il n'avait qu'un *penchant* pour elle. Tout cela n'est-il pas d'un ridicule parfait et ne voit-il pas un habile directeur de l'opinion publique que celui qui donne le triste spectacle de semblables évolutions?

M. Bouchez, inspecteur de l'Académie de la Corse, qui emploie les loisirs que lui laissent ses importantes fonctions, à des travaux qui ont pour but de mieux faire connaître la Corse aux habitants du continent, vient de livrer à l'impression une nouvelle historique qui paraîtra ces jours-ci et qui a pour titre: *Benedetta ou la Grotte de Brando*.

A part l'intérêt qui s'attache à ce récit dramatique, une nouvelle circonstance vient lui prêter un nouveau charme, puisque le lien de la scène se trouve rapproché de la grotte de Brando qui s'enlève chaque jour et devient chaque jour plus populaire. Nous ne faisons, au reste, qu'annoncer aujourd'hui cette nouvelle publication de M. Bouchez. Nous y reviendrons prochainement.

On lit dans l'*Impartial du Midi*:

Nous devons revenir sur la distribution des Prix du Collège royal, afin de démontrer, mieux encore que nous ne l'avons fait, la supériorité des élèves de la pension Angeli, la seule qui marche sinon au dessus, du moins au niveau du Collège. Cette institution qui n'envoie que 37 élèves au Collège, a obtenu 32 Prix, dont 19 premiers, c'est-à-dire le tiers environ des prix accordés. On a surtout remarqué dans la liste des nominations, les noms de M. Garigues qui a eu le prix d'honneur en rhétorique, et de M. Sarrut couronné en philosophie et reçu bachelier avec mention honorable.

M^{me} Saqui est arrivée à Bastia avec une compagnie acrobatique. Elle doit donner quelques représentations au théâtre de notre ville.

M. Thiers vient de livrer six volumes de son Histoire du Consulat et de l'Empire à ses éditeurs. L'ouvrage est, dit-on sous presse; avant qu'il ne paraisse, le *Constitutionnel* en publiera la préface importante et développée, et ensuite de nombreux documents qui en seront les pièces justificatives.

Nouvelles Diverses.

La corvette à vapeur *Caiman* est arrivée le 17 septembre de Cherbourg à Portsmouth, apportant des dépêches adressées au commandant en chef pour lui annoncer l'intention formelle de S. M. le roi des Français de débarquer à Portsmouth, dans la seconde semaine du mois d'octobre. Le jour et l'heure de l'arrivée sont fixés dans la dépêche, mais le commandant en chef, seul, en a connaissance.

Le but de la dépêche est aussi de préparer les arrangements qui devront avoir lieu pour la réception de la flotte qui accompagnera S. M.; un aide-de-camp de M. le vice-amiral de La Susse, commandant l'escadre d'escorte, est arrivé par le *Caiman*; c'est lui qui a remis les dépêches et qui est chargé de s'entendre avec le commandant en chef pour les dispositions à prendre.

Le *Caiman* n'a fait aucun salut en entrant dans le port. C'est un magnifique bâtiment, dit la lettre de Portsmouth qui annonce son arrivée. Au moment où il entrait, le vaisseau le *Queen*, de 110 canons, était sous voiles, allant prendre la place du *Colingwood*, au mouillage de Spithead. La plage était couverte de spectateurs, curieux d'assister à ce beau spectacle, et qui ont pu apprécier en même temps la belle marche du vapeur français.

On connaît quelques-unes des promotions qui auront lieu dans l'armée à l'occasion de la bataille de l'Ysly. M. le général Bedeau, nommé lieutenant-général, ira remplacer M. le duc d'Auma-

le dans le commandement de la province de Constantine. M. le colonel Cavaignac, commandant du 32^e est nommé maréchal-de-camp. Cet officier supérieur est parent du colonel Cavaignac, actuellement à Orléansville, qui n'a cessé de donner des preuves d'une haute capacité, et que l'armée compte parmi ses meilleurs officiers.

On dit aussi que le colonel des spahis Yusuf va être promu au grade de maréchal-de-camp.

(*Constitutionnel*.)
— L'arrivée du jeune prince, qui nous a valu les triomphes de Tanger et de Mogador, met en émoi toutes les populations, que le jeune vice-amiral doit visiter. A Avignon, sur la demande d'un membre, le conseil municipal a voté une somme de 10,000 fr. pour une fête à donner en mémoire des beaux faits d'armes de Tanger, de l'Ysly et de Mogador, et pour la réception de S. A. R. le prince de Joinville.

— On lit dans un journal de Toulon:
Il est probable, que Mgr le prince de Joinville ne tardera pas à rentrer en France. Aussi, on pousse avec activité, dans notre ville, les préparatifs de la réception qui doit lui être faite. L'arc de triomphe, construit sur le quai en face de l'Hôtel-de-Ville, est presque terminé. Il produira un très bel effet.

On a construit aussi des deux côtés du balcon de l'Hôtel-de-Ville, un escalier en bois correspondant à la grande salle du bal. On facilitera ainsi la circulation du public qu'un seul escalier aurait rendu impraticable.

Nous croyons que ces travaux vont être bientôt terminés, le prince pouvant arriver à chaque instant.

On parle de l'arrivée prochaine en notre ville de plusieurs députations d'autres départements qui viennent pour complimenter le prince de Joinville.

Nous aurions voulu que le conseil général du Var eût eu l'idée aussi de s'associer par un vote aux dépenses faites pour la réception du prince, non point pour exonérer la commune de Toulon, mais pour étendre à tout le département l'honneur de complimenter le prince de Joinville.

Le préfet du Var à la tête de tous les maires, félicitant le vainqueur et le pacificateur du Maroc, au nom de son département et de toute la nation, sur le premier point des côtes de France où S. A. R. abordait, tout cela aurait donné à cette réception un caractère grandiose, correspondant à l'importance du service que le fils du roi venait de rendre à tout le pays et aux départements méridionaux en particulier.

Quoiqu'il en soit, la ville de Toulon a senti qu'elle était, dans cette circonstance, l'interprète de la France entière, et nous devons la féliciter de cet honneur et d'avoir compris sa mission, car elle ne néglige rien pour recevoir dignement le prince de Joinville.

— Le prince de Joinville, si impatiemment attendu à Toulon, a pris la route de Paris par une autre ville que cette cité maritime. Le prince a débarqué le 21 du mois à Cadix, et il est parti de là directement pour Eu. C'est à regret que S. A. R. a renoncé de passer par Toulon, mais une indisposition de la princesse de Joinville qui donnait au prince une légitime inquiétude a été le motif déterminant de son prompt retour à Paris.

Nos populations regretteront, sans doute, de n'avoir pas pu saluer, à son retour de la terre d'Afrique, le jeune prince qui s'est acquis pour toujours les sympathies de la nation dont il a fait respecter au dehors l'honneur et la dignité. C'est là un titre qu'on n'oubliera jamais.

(*Mémorial d'Aix*.)

— On lit dans l'*Akhbar*:
C'est une chose merveilleuse que la rapidité



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PREMIER
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois... 4 fr.
Six mois... 8 fr.
Un an... 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger... 24 fr.
PREMIER
DIVERSES... 40 c.
Judiciaires... 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

avec laquelle se transmettent les ordres sur les points les plus éloignés de l'Algérie et la fidélité avec laquelle ils sont exécutés. Surtout qu'on signale un malfaiteur aux autorités indigènes, et si loin qu'il se soit retiré, il est à l'instant même traqué, saisi, ramené.

Il y a un mois à peu près, qu'un arabe suivi de quatre cavaliers se présente dans la tente de Ben-Merouhoum, agala des Ouel-Bessans, tribu de la division de Millanah, qui campe à quelques lieues S.-O. de Teniet-el-Hâd; l'agala n'a que le temps de reconnaître un ennemi particulier, Mohamed-ben-Dakch, et il tombe à l'instant frappé d'un coup de fusil tiré à bout portant; et avant que les témoins stupéfaits de cette horrible scène fussent prêts à venger la victime, le meurtrier et ses complices avaient déjà disparu au grand galop de leurs chevaux. Le nom et le signalement de Ben-Dakch furent bientôt envoyés à tous les chefs de tribus par les soins de l'officier chargé des affaires arabes à Teniet-el-Hâd. Quelques jours après il avait fait arrêter les quatre cavaliers. Ben-Dakch s'était, disait-on, retiré dans le Sahara; mais le Sahar commence lui aussi à être inhospitalier aux malfaiteurs. Le kalifa d'El-Aghrouate avait mis son maghzen en campagne, — et Ben-Dakch lui fut ramené les poings liés. Ahmed-ben-Salem projetait alors son voyage à Alger, il se fit donc suivre par son prisonnier, et en passant à Medeah il le remit à l'autorité française, qui en fera justice.

— Le *Pharamond*, capitaine Arnaud, paquebot à vapeur a mouillé à Marseille le 27 septembre, venant d'Alger, d'où il est parti le 24, à 5 heures du soir.

Par ce steamer, nous recevons une importante nouvelle.

Une nouvelle levée de boucliers a eu lieu à Dellys. Nos troupes ont été vivement attaquées par Ben Salem, d'autres disent par Abd-el-Kader.

Ce qui est positif, c'est que dimanche, après la revue générale, deux vapeurs chargés de troupes ont été expédiés sur ce point, et qu'hier toute la journée a été consacrée à embarquer de l'artillerie, des compagnies du génie et tout ce qui est nécessaire à une expédition.

Une autre version porte que les trépassés dont les chefs sont venus ici offrir leurs hommages au maréchal-gouverneur, ont été attaqués en l'absence de ces derniers, du côté de Bougie par des tribus insoumises.

Deux de ces chefs seraient dit-on, partis immédiatement en promettant au maréchal Bugeaud de lui ramener, pieds et poings liés, les audacieux auteurs de cette tentative.

— Le jugement en première instance contre l'ex-bourgmestre Tschesch, accusé d'avoir tiré un coup de pistolet sur le roi de Prusse, avait été annoncé prématurément; il n'a été prononcé que le 12. Tschesch, comme on l'avait dit, a été condamné à mourir sur la roue. Les supplices commenceront par la rupture des membres inférieurs.

En présence de la prescription précise de la loi qui commue le crime de lèse-majesté la peine de mort la plus dure, il serait difficile, dit la *Gazette de Cologne*, que ce jugement fût modifié en seconde instance.

On entend très peu parler de Tschesch; il paraît cependant que son arrogance impassibilité ne se dément pas.

Un An... 48 Fr.
Six Mois... 24
Trois Mois... 12

Les personnes qui prendront à dater du 1^{er} OCTOBRE 1844, un abonnement nouveau au journal le CONSTITUTIONNEL recevront ENCORE SANS FRAIS POUR CETTE FOIS tous les chapitres parus du JUIF-ERRANT, TROIS VOLUMES. La publication du 4^e volume commencera le 2 Octobre 1844.

Le tirage du CONSTITUTIONNEL est ce jour de DIX SEPT MILLE NEUF CENT SOIXANTE QUATRE EXEMPLAIRES.

On s'abonne à Paris, rue Montmartre, N° 121, et chez tous les Directeurs de Poste.

LE CONSTITUTIONNEL,

Un An... 48 Fr.
Six Mois... 24
Trois Mois... 12

(7067)

Pour paraître lundi prochain :
BENEDETTA
ou
LA GROTTE DE BRANDO.
Par E. BOUTHEZ.
Inspecteur de l'Académie de la Corse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE 27 septembre, b. goél. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, briques.
LIVOURNE 28 id. b. à vap. Le Golo de 57 tx, c. Valzi, passagers.
MACINAGGIO 28 id. gond. St-Antoine de 6 tx, c. Santelli vin.
AJACCIO 28 id. b. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Bugliani, passagers.
DE LA PLAGE 1^{er} octobre, mistick S^t V^e Ferreri de 30 tx, c. Battestini, lupins.
LIVOURNE 1^{er} id. b. à vap. Maréchal Sebastiani de 31 tx, c. Sisco, passagers.
MARSEILLE 2 id. paquebot Napoléon de 120 ch. c. Montagnac, dépêches.
MACINAGGIO 2 id. gond. Trinité de 8 tx, c. Cervoni, vin.
MACINAGGIO 2 id. gond. St-Simon de 8 tx, c. Filippi, vin.
DE LA PLAGE 2 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, planches et lupins.

DÉPARTS

LIVOURNE 26 septembre, goélette St-Joseph de 38 tx, c. Ozé, lest.
MARSEILLE 26 id. b. goél. La Corse de 49 tx, c. Rogliano, huiles et div.
MARSEILLE 27 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.
LURI 27 id. bombarde J^e Octavie de 79 tx, c. Bocognano, lest.
A LA PLAGE 27 id. mistick S^t V^e Ferreri de 30 tx, c. Battestini, lest.
A LA PLAGE 27 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, lest.
PHILIPPEVILLE 27 id. b. à vap. Le Phare de 160 ch. c. Brunet.
ALERIA 28 id. brick Mighiaccaro de 125 tx, c. Guaitella, lest.
ALERIA 28 id. tartane Glancette de 46 tx, c. Maures, lest.
ALERIA 30 id. ch. marée Amélie de 56 tx, c. Cage, lest.
LIVOURNE 1^{er} octobre, b. à vap. Pozzodiborgo de 28 tx, c. Bugliani, passagers.
AJACCIO 1^{er} id. b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.
LIVOURNE 2 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, lupins.
LIVOURNE 2 id. mistick S^t V^e Ferreri de 30 tx, c. Battestini, lupins.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

Bastia.

La rentrée des classes du collège royal de Bastia s'est faite cette année d'une manière tout à fait favorable pour l'avenir de cet établissement. Le nombre des élèves internes et externes est supérieur à celui de l'année dernière à la même époque. Les internes sont au nombre de 105, dont 45 pensionnaires libres. Ce dernier chiffre est beaucoup plus élevé que celui de l'année dernière et c'est lui qui témoigne le mieux de la confiance qu'inspire cet établissement. Les externes inscrits jusqu'à ce moment s'élevaient à 102; total général 207.

M. le ministre de l'instruction publique, désirant concentrer dans le collège royal de Bastia tous les moyens d'instruction qui pourraient répondre aux besoins de la population de l'île, vient d'annexer au collège royal un cours d'industrie et de commerce qui préparera les enfants à entrer fructueusement dans ces deux carrières. L'enseignement est réglé de manière à ce que ces cours servent de préparation utile et profitable pour ces professions. C'est là un nouvel avantage que les habitants de l'île sauront apprécier.

ÉCOLE PAOLI.

Parmi les vœux émis par le conseil d'arrondissement de Corte, il en est un qui regarde l'École Paoli. Le conseil se plaint de deux choses, d'abord du relâchement de la discipline et ensuite de la diminution du nombre des élèves qui fréquentent cette école. Ces faits seraient graves, le premier surtout, s'ils étaient complètement exacts ou si l'on ne voulait pas tenir compte des causes qui ont pu amener cette diminution. Quant au relâchement de la discipline, ce reproche nous étonne de la part du conseil d'arrondissement qui n'a pas mission pour constater les faits, qui n'est pas en état de faire un examen sérieux, parce que les moyens d'investigation doivent lui manquer en effet. Aussi, nous pouvons affirmer, sans crainte d'être démentis, que la plainte du conseil d'arrondissement de Corte a un caractère d'exagération qui réduit cette plainte à néant. Les éloges que cette école a mérités et obtenus de la part des autorités universitaires, seules compétentes pour se prononcer avec impartialité sur cette matière, non pas une fois mais plusieurs fois, avant et depuis trois ans, sont la meilleure assurance à donner au conseil d'arrondissement de Corte et le meilleur moyen de calmer des inquiétudes qui nous paraissent trop vives parce qu'elles sont sans fondement réel. Le zèle éprouvé, les talents de l'habile directeur de l'École Paoli devraient également dissiper les alarmes dont nous ne pouvons nous expliquer l'origine.

Quant à la diminution du nombre des élèves, elle s'expliquerait par la nature même de l'école qui est constituée avec de telles conditions que toute amélioration à lui apporter devient excessivement difficile. Dans la pensée de Paoli l'école de Corte était appelée à rendre un grand service

à la Corse, en la dotant d'un enseignement supérieur, fortement constitué et qui dispensait en quelque sorte la jeunesse de l'île de suivre les cours des facultés du continent. Le conseil général voulant compléter la pensée de l'illustre défenseur des Corse, ajouta de nouvelles chaires, de manière à étendre encore le cercle des connaissances à enseigner. Tout cela était très bien en théorie, mais malheureusement en pratique, les faits n'ont pas répondu jusqu'ici aux espérances. Les auditeurs ont manqué à cet enseignement supérieur, qui a été obligé de s'amincir, de s'abaisser au niveau des élèves qui ont fréquenté jusqu'ici cette école. De supérieur qu'il devait être, l'enseignement est devenu, par la force des choses, secondaire, élémentaire même quelquefois, et il en est résulté que l'École Paoli a perdu les avantages qu'elle devait procurer au pays, sans même remplacer, par une compensation suffisante, ce qu'elle était forcée de perdre. L'École Paoli, par le fait, n'est plus une espèce de faculté, et ce n'est pas même un collège complètement organisé, pas même une école primaire supérieure. Elle a trop de richesses et en même temps il lui manque trop d'éléments pour constituer un enseignement quelconque fortement organisé.

Ce mal, l'autorité universitaire, aussi bien en Corse qu'à Paris, n'a pas attendu qu'un éveillé son attention pour le reconnaître et pour s'efforcer d'y porter remède. M. le recteur de l'académie de la Corse, auquel on a l'air de vouloir faire un reproche qu'il n'a pas mérité et qu'on menace d'une responsabilité qu'il ne saurait encourir, a appelé plusieurs fois l'attention du ministre de l'instruction publique sur cette importante question. Il a fait diverses propositions qui devaient avoir pour but de vivifier l'École Paoli en la dotant de chaires qui répondraient aux besoins du pays, appelaient les élèves à Corte et seraient des généreuses et patriotiques libéralités de Paoli. Un bienfait pour la Corse. Jusqu'ici des difficultés graves se sont opposées à ce qu'on pût aborder cette question et la plus grave de toutes est celle qui se trouve dans les conditions même de l'établissement et de la fondation de l'École Paoli. Peut-on modifier le plan tracé de la main du testateur, sans annuler par là même les fonds qu'il a consacrés à la réalisation de ce plan lui-même? Question grave, nous le répétons, qui entrave les meilleurs desirs, mais qui ne rebute pas cependant l'autorité universitaire. M. le recteur de l'académie de la Corse a donné trop de preuves de sa sollicitude pour les progrès de l'instruction publique en Corse, pour qu'on puisse lui reprocher de ne pas s'inquiéter de l'avenir et de la prospérité de l'École Paoli, surtout quand il a fait tout ce qui était en lui pour la faire sortir d'une position, d'une organisation qu'il n'a dépendu de personne de mettre plus en rapport avec l'état actuel des esprits et les besoins intellectuels qui se manifestent.

L'École Paoli est à la fois trop fortement et pas assez fortement constituée, par rapport aux élèves qui suivent les cours. Il faudrait donc une réforme, une amélioration : nous désirons vivre

ment, pour notre part, qu'on puisse enfin parvenir à trouver cette solution qu'on a cherchée, qu'on cherche encore, mais dont les dispositions même du testament de Paoli ne rendent pas facile l'accomplissement.

Nous disions, il y a quelques jours : « le *Progressif* ne s'arrêtera pas là; nous verrons bien d'autres excès, bien d'autres violences. » Nos prévisions n'ont pas tardé à se réaliser. Dans son dernier numéro, après avoir reproduit ses odieuses attaques contre la Corse, et en avoir ajouté de nouvelles, tout aussi odieuses et aussi fausses que les premières, il a la triste fréquence de s'écrier : LA CORSE est, sous l'influence démoralisante de l'administration installée en 1830, une espèce de CAMPMENT DE SAUVAGES au milieu de l'Europe civilisée et....

Le *Progressif*, qui est assez insensé pour traiter son pays comme ne l'ont jamais fait ses plus odieux détracteurs, en est arrivé à un tel point de violence, qu'il est impossible de prendre au sérieux de telles aberrations; il suffit de les mettre au ban de l'indignation et de la pitié publiques pour en faire justice. Ah! qui, vous avez raison de vous écrier, avant d'écrire de pareilles monstruosités, que vous avez la rougeur au front. Nous concevons que, quelle que soit la dose énorme de confiance dont on soit doué, on hésite et on rougit quand on se décide à décrier, à calomnier son pays à un tel point.

Le *Progressif* aura-t-il le courage de soutenir encore qu'il ne calomnie pas la Corse, après l'avoir traité de campement de sauvages?

Nous avions été grandement étonné, nous l'avons vu, quand nous avons vu le *Progressif* se taire à l'occasion du dernier vote du conseil municipal de Bastia. Comment se fait-il, nous disions-nous, que ce journal si estimé, si considéré, qui exerce une influence immense, incontestable en Corse, qu'on y lit avec fureur, avec adoration, qui fait la pluie et le beau temps, dans notre malheureux pays de sauvages, qu'il contribue si bien à civiliser par ses brillantes manières, son beau langage et ses convictions politiques si nettes, si tranchées, qu'il édifie par son penchant pour la démocratie hideuse, comment, nous disions-nous, cette feuille si fière, si pointilleuse, laisse-t-elle passer ce vote? A bout de nos pourquoi et de nos comment, nous avons fini par comprendre qu'il y avait là une petite malice diplomatique de la part du *Progressif* et que n'osant attaquer une décision, qui avait pour elle l'assentiment unanime, sous peine de se faire bafouer, et de perdre l'immense crédit dont il jouit auprès du public, il prêtait des armes aux gazettes royalistes et démocratiques, et les chargeait de faire la besogne qu'il ne se sentait pas assez fort d'accomplir. N'osant attacher lui-même la terrible sonnette, comme lors de la loucheuse conspiration des caniches contre les chats, il en laissa le soin à la *Gazette du Midi*. Le *National*, qui traite fort mal les légitimistes,

S'empresse de répéter l'article et le tour fut ainsi joué. Nous avons eu une démonstration, une protestation, comme disent ces messieurs. Le conseil municipal de Bastia a été vertement tancé. Telle est la cause de l'adroit silence du *Progressif*. Ne voilà-t-il pas une bien belle campagne?

Ainsi le *Progressif* voyant que la fameuse clochette avait été attachée, la fait résonner avec bonheur dans son journal; toutefois il a pris la précaution d'assourdir quelque peu le battant de la cloche, car il est de ces choses qu'on peut écrire à Marseille et à Paris, mais non à Bastia. La *Gazette du Midi* a donc été expurgée, corrigée et diminuée de moitié à l'usage du *Progressif*. Quelle habileté! quelle diplomatie! comme ces malices sont fines, admirables!

Mais ce n'est pas tout. Une fois que le *Progressif* a entendu la fameuse clochette retentir, il lui a été impossible de se modérer plus longtemps; alors, jetant son bonnet par dessus les moulins, comme don Quichotte, il a dit vertement et cavalièrement son fait au conseil municipal de Bastia: *illégalité, inopportunité*. Voilà en deux mots l'affaire. Aussi, le conseil municipal se trouve-t-il dans un grand embarras. Comment se tirer de là? Il est vrai que pour s'excuser il pourrait citer l'exemple du conseil municipal d'Ajaccio, dont le *Progressif* ne contestera pas le patriotisme, qui a commis la même illégalité, la même inopportunité. Population de la Corse, vous l'entendez, en voulant vous réjouir de l'arrivée de votre illustre compatriote, en approuvant vos conseils municipaux, vous avez commis une grave illégalité, une énorme inopportunité. Voilà ce que c'est que de faire de la peine au *Progressif* et de le contrister par votre joie!

Une chose nous étonne! Le *Progressif* pouvait prévenir cette épouvantable illégalité—que si on demandait au *Progressif*, un petit commentaire pour démontrer son assertion, il serait capable de répondre: « Je vous méprise; laissez-moi à mon penchant pour la démocratie hideuse (1) ». Le *Progressif* dont la voix est si harmonieuse, l'influence si irrésistible, n'avait qu'à s'adresser à ce sauvage conseil municipal d'une ville sauvage de la Corse sauvage, et l'illégalité n'eût pas été commise. Mais voyez un peu le malheur! Le *Progressif* a eu, comme tous les grands hommes, son jour de faiblesse il s'est tu et la raison la voici: « Des raisons d'intérêt local nous imposaient une certaine réserve, dont nous n'avons pas à nous défendre. » Si cela ne veut pas dire que le *Progressif* a sacrifié, dans cette circonstance, ses convictions à la crainte de se mettre à dos tout le monde, nous n'y comprenons rien. Si ce n'est pas là ce qu'il faut déduire de cette phrase alambiquée et obscure comme un logographe, que le *Progressif* nous donne son petit commentaire. En attendant, nous pouvons dire que le *Progressif* a faibli une fois dans son existence. Encore une étoile qui file!

Il est vrai qu'il a réparé le temps perdu et qu'il compense bien et au delà le tort que son silence a fait à la caisse de la commune. C'est que la *Gazette du Midi* a si bien, si hardiment attaché la clochette! comme le courrier de l'écriture, le *Progressif* s'est senti enflammé d'ardeur à ce son belliqueux; il a cru entendre le clairon des batailles et il s'est précipité sur le conseil, en lui criant: *illégalité, inopportunité*. Que va faire le conseil municipal après une si rude attaque. Hélas on dit qu'il songe encore à consommer son illégalité, à la pousser jusqu'au bout. Ne faut-il pas être en vérité dans un pays de sauvages pour

agir de la sorte et ne pas venir à résipiscence quand le *Progressif* a parlé!

Une seconde chose nous étonne, ou plutôt une contradiction de plus ne devrait pas nous étonner, c'est que le *Progressif* prenne l'intérêt des princes du sang, et cela en compagnie de la *Gazette du Midi*, qui n'aime guère, elle non plus, la branche cadette et qu'ils s'indignent, l'un portant l'autre, que la Corse fasse tant pour un de ses illustres compatriotes, quand Marseille et Bastia ont fait si peu, disent-ils, en cour, ces chauds partisans de la dynastie de Juillet, pour les princes de la famille royale. Voyez-vous comme cette sollicitude est franche, loyale! Le *Progressif*, dont le penchant pour la démocratie hideuse s'est converti tout à coup, le 19 septembre dernier, en une passion ardente pour elle, devrait faire fi des princes, les fouler aux pieds, surtout quand ces princes régnent aux dépens d'un autre prince—il paraît que pour faire la révolution de 1830 il aurait fallu attendre la naissance du *Progressif*—Que doit importer au *Progressif*, en bonne conscience, que les princes soient moins bien fêtés, d'après lui, que nos concitoyens? Est-ce donc un démocrate de sa trempe qui doit se soucier de ces peccadilles!

Au reste, le *Progressif* s'est trahi et explique parfaitement la cause de son silence, qui nous a valu une illégalité, quand il dit: *plus à l'aise, les journaux du continent*. Le *Progressif* a dit la grande vérité, lui qui n'est pas content de son fait. Plus à l'aise en effet, à Paris, à Marseille ou peut-être tout ce qu'on veut, bien assuré qu'on peut être de ne susciter aucune protestation contre ses assertions; plus à l'aise! c'est vrai, car on n'est pas exposé à recevoir les preuves de l'indignation ou de la pitié du public. Mais quelle à l'aise que sur nos journaux du continent, nous doutons fort qu'ils puissent jamais dire de la Corse qu'elle est un *campement de sauvages au milieu de l'Europe civilisée*. Le *Progressif*, seul, peut prendre de ces libertés-là!

Toujours est-il que nous ne pouvons nous expliquer pourquoi le *Progressif*, qui avait les mains pleines de vérités relatives à l'illégalité et à l'inopportunité, s'est obstiné à les tenir fermées. Si des raisons d'intérêt local — et il prétend que les intérêts locaux ont été lésés par cette épouvantable illégalité — le forçait à tenir ses mains fermées avant ou pendant, pourquoi les a-t-il ouvertes après? Plus à l'aise, dit-il, les journaux du continent... mais il nous semble que lui *Progressif*, se met d'ordinaire parfaitement à l'aise! Alors, pourquoi s'est-il tu? pourquoi avoir tenu ses lèvres, qui débiteront de si beaux oracles, si impitoyablement closes? Pourquoi? pourquoi?

Il est aujourd'hui parfaitement démontré qu'un conseil municipal, régulièrement convoqué, en nombre suffisant pour délibérer, ne peut voter aucune dépense sans prendre l'agrément du *Progressif*, de la *Gazette du Midi*, du *National* et de *tutti quanti*, sous peine de commettre une illégalité. Cependant si ces conseils voulaient un abaissement à un de ces trois journaux, l'illégalité cesserait comme par enchantement, la dépense serait opportune, utile, admirable et les fonds de la commune parfaitement employés. Voilà ce que c'est que la logique. Aussi pourquoi le *Progressif* n'a-t-il pas fait savoir aux conseils municipaux de la Corse sa théorie à lui, ses interpellations après coup et la manière dont il flétrirait des votes qui n'ont pas son assentiment: est-ce qu'il craignait par hasard que les *sauvages* de la Corse ne l'envoyassent s'occuper de ses affaires? Alors il n'aurait pas été si mal avisé, une fois en sa vie.

Le journal qui a du penchant pour la *démocratie hideuse*, prend largement son temps pour répondre à l'*Insulaire* et il le fait avec une habileté rare. Le 5 septembre, ce journal auquel nous avons le malheur de ne répondre que par des injures, des calomnies, comme chacun peut s'en apercevoir, s'écriait: « Ou sont nos routes, nos ports? Notre commerce a-t-il acquis de l'extension? » Et il se posait ces questions comme le ferait un sourd bien entêté et bien décidé à ne pas entendre la moindre réponse. Quelques-unes de ces demandes nous avaient paru absurdes, d'autres au moins étonnantes, puisqu'il y avait lui-même répondu, alors qu'il n'était pas dans son jour de dénigrement. Ainsi, à cette question: « notre commerce a-t-il acquis de l'extension? » nous lui répondions par un article de lui-même où il disait: « Le commerce de Bastia prend chaque jour de nouveaux développements. » La réponse était concluante, ce nous semble. Mais le *Progressif*, après avoir longuement réfléchi, travaillé, se décide le 3 octobre à nous répondre, et il brouillant tout, mêlant routes, phares, et commerce, que nous avions soigneusement séparés afin d'avoir une réfutation exacte d'une de ses assertions, par lui-même, il s'écrit moitié comiquement, moitié tragiquement: « Est-ce le gouvernement qui nous a donné notre marine? Les 15 millions accordés à la Corse ont-ils été dépensés pour la construction des navires de notre port? » Oh! *Progressif*, vous n'avez un jour le développement du commerce de la Corse; un autre jour, et quand nous vous opposons vos propres paroles, quand nous vous refusons avec vos contradictions, vous venez nous prêter des naïvetés grasses comme des montagnes et après cela vous triomphez et vous dites: « L'*Insulaire* ne sait pas raisonner. » A la bonne heure, mais le public reconnaîtra que vous êtes de singuliers dialecticiens qui se lèvent assez maladroitement des objections de leurs adversaires.

Le *Progressif* est ainsi taillé, que quand on le confond par ses contradictions, il s'écrit: *Amis, la matinee est belle; sur le rivage assemblez-vous!* Si vous le rappelez à la question, il vous dira: *Le Koran est le Koran et Mahomet est un grand homme*. Si vous insistez, il vous racontera nous ne savons quelle autre histoire. Si vous lui parlez commerce de Bastia, il vous répond routes; vous lui parlez des routes qui s'avancent malgré toutes les difficultés qui s'opposent à leur prompt exécution en Corse, il vous répliquera qu'il y a des bandits en Corse et que cette île est un *campement de sauvages*. Ou bien si, poussé trop vivement pour que les évolutions étonnantes au Protée de la fable deviennent possibles, il s'en tirera en disant: *l'Insulaire* nous injurie, nous calomnie, nous falsifie; comme ces enfants colères qui se dédoublent des défaites qu'ils subissent en remplissant les airs de leurs tristes vagissements, qui amusent jusqu'à un certain point les personnes assez mal organisées pour se récréer de cette musique.

Voici les procédés de logique du *Progressif*. N'est-ce pas le cas de répéter le mot profondément philosophique de l'illustre Billoquet: « Si la maxime n'est pas neuve, elle est consolante... »

Encore un crime dont l'*Insulaire* s'est rendu coupable à l'encontre du *Progressif*. Cette fois-ci il ne s'agit plus de calomnies, d'injures, de délation, de dénégation, mais bien de falsification. Quand nous serons à douze nous ferons une croix. Donc nous avons falsifié le *Progressif*. Il nous semble que dans son état normal il est assez manvais sans que nous y ajoutions encore par des falsifications. Mais enfin, puisque falsification il y a,

le *Progressif* aurait dû dire à ses lecteurs: « Voici ci le fait: j'avais écrit: *théorétique, aristocratique, démocratie*, autant de médailles à double face: *séduisantes d'un côté, hideuses de l'autre*. Puis quelques lignes plus bas, avec cet esprit de suite et cette logique qui n'appartient qu'à moi, j'avais ajouté, pour ceux qui me demandaient: *quelles étaient mes opinions en politique*, après leur avoir soigneusement démontré que c'était chose si très sage de n'en pas avoir et après avoir même cité Aristote, ce qui me donnait un air de savant du 14^e siècle, j'avais ajouté ce petit mot: *nous penchons pour la démocratie*. Eh bien! c'est ce petit mot, s'accordant si bien avec l'épithète de *hideuse*, résultant d'avance toute espèce d'objection, que l'*Insulaire* a eu la sèclèrtesse de ne pas rapporter. La falsification est démontrée, qu'en dites-vous lecteurs? »

Voilà ce que le *Progressif* aurait dû dire; au moins on aurait été enchaîné sur sa logique. Il est vrai qu'à cela nous aurions pu répondre, qu'un penchant n'est pas une opinion, une conviction, ni un parti politique, surtout quand cette opinion pour laquelle on avoue avoir un penchant on l'a bûtre de mot de *hideux*. Nous aurions pu ajouter encore que ce penchant était si peu sérieux, et que nous devions si peu reproduire cette contradiction à quinze lignes de distance, que plusieurs mois après l'effaraison du penchant du *Progressif*, il nous assurait imperturbablement n'être point un journal parlementaire et qu'ainsi cette déclaration officielle nous indiquait que ce fameux penchant n'était pas encore une passion.

Mais nous avions été généreux envers le *Progressif* et il nous accuse de falsification: au reste il pourra nous absoudre de ce crime fantastique, puisque, nous repentant de notre générosité, nous avons signalé cette contradiction du *Progressif* au penchant pour la *démocratie hideuse*. Nous avons ajouté une nouvelle ride à son portrait. Il peut d'autant moins se plaindre qu'aujourd'hui il est décidément passionné pour le genre *hideux*.

Le *Progressif*, pour avoir le plaisir de faire une phrase de mélodrame, s'avise de s'imaginer que l'*Insulaire* s'inquiète de la dénonciation qu'il lui a faite d'être son *mortel ennemi*. Le *Progressif* se donne, en vérité, trop de mal; il devrait bien se douter que personne ne prend au sérieux ses *pasquinades*, *arlequinades*, *turlupinades*. Tout cela est bon pour amuser les enfants et les badauds. Les gens que le *Progressif* tue chaque jour, se portent trop bien pour qu'on puisse se préoccuper le moins du monde de ses dédains, de ses colères, de ses enfantillages, voire même de ses mépris.

Nous Recteur de l'Académie de la Corse, chevalier de la légion d'honneur;

Vu l'ordonnance du roi en date du 24 septembre 1844, qui transfère à Bastia la commission des lettres établie à Ajaccio;

Vu la dépêche de M. le ministre de l'instruction publique qui accompagne ladite ordonnance;

Conformément au règlement du conseil royal en date du 14 juillet 1844;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit:

Art. 1^{er} La commission des lettres établie à Bastia est organisée de la manière suivante:

MM. De Figarella, chargé de la chaire de philosophie.

Rossignaux, chargé de la chaire de rhétorique.

Soulas, chargé de la chaire de mathématiques spéciales.

Barat, chargé de la chaire de physique.

Rochette, chargé de la chaire d'histoire.

Art. 2^e Conformément à l'article 11 du titre trois du règlement précité, M. Bouchet, inspecteur de l'Académie, est délégué pour présider la prochaine session dont l'ouverture est fixée au 31 octobre courant.

Fait à Ajaccio, le 5 octobre 1844.

Signé: C. HUART.

Le Secrétaire de l'Académie,

F. CAURO.

AVIS.

Conformément à l'article qui précède, l'ouverture de la session ayant été fixée au 31 octobre courant, les aspirants au baccalauréat-ès-lettres, doivent adresser leurs pièces à M. le recteur de l'Académie, le 17 du présent mois au plus tard, et verser le montant de leur inscription.

Les examens de la commission du baccalauréat établie à Bastia, commenceront le 31 octobre.

CONSEIL GÉNÉRAL.

Séance du 1844.

SEITE DU BUDGET DE 1845.

La somme de 17,731 fr. 75 c. figure au Sous-chapitre XXIV pour travaux de construction et établissement de l'école secondaire ecclésiastique d'Ajaccio (1^{re} année).

Et celle de 33,993 fr. 33 c. pour travaux d'achèvement des chemins de grande communication et des dépenses accessoires.

Le Conseil maintient ces deux allocations, dont la première est le produit de l'imposition de 3 centimes autorisée par la loi du 15 juin 1842, et la seconde représente la dernière annuité des 10 centimes votés par la loi précitée.

Le Conseil adopte la répartition faite par M. le Préfet de la dite somme affectée aux chemins de grande communication, à l'exception de celle de 1000 fr. concernant le mobilier du bureau des chemins vicinaux. — Cette dernière somme sera ajoutée à celle qui est applicable aux travaux.

Le Conseil renouvelle la vote qu'il a émis dans la séance du 22 septembre 1842, ayant pour objet la continuation, pendant l'année 1846, de l'impôt des cinq centimes additionnels, dont le produit est destiné aux frais de construction de l'école secondaire ecclésiastique d'Ajaccio.

2^e SECTION.

Dépenses spéciales.

Le budget des dépenses spéciales 4^e section comprend une somme de 17,731 fr. 75 c. qui est la somme des deux centimes spéciaux votés en vertu de la loi du 21 mai 1836 pour travaux sur les chemins vicinaux, et

Et celle de 4,433 fr. 16 c. provenant des fonds libres départementaux de l'exercice 1843, cl.

Total 22,164 91

Elle se décompose ainsi qu'il suit:

Subvention pour travaux 7,094 fr. 92 c.

Traitement des Agents-voyers 10,690 »

Frais d'impression et dépenses diverses 100 »

Indemnité de transport aux Agents-voyers et surveillance 4,000 »

Total 22,164 92

Le Conseil maintient ces allocations en prélevant 1,000 fr. sur le crédit de 4,000 fr. applicable à l'indemnité de transport des agents, pour affecter ladite somme de 1,000 fr. au traitement du sieur Arrighi, Agent-voyer.

BUDGET DE L'INSTRUCTION PRIMAIRE.

Complément des dépenses ordinaires des écoles primaires communales 7,400 fr. 70 c.

Dépenses ordinaires de l'école normale 11,900 »

Frais de bureau des comités d'arrondissement et de la commission d'examen 1,220 »

Total 20,520 70

Indemnité aux instituteurs pour fréquenter les cours de l'école normale 420 fr. »

Subvention affectée aux écoles des frères de la doctrine chrétienne, des sœurs de St-Joseph de Calvi, de tournées, de loyers, etc. 12,830 »

Subvention aux écoles des filles d'Olméto et de Corte (300 fr. par école) 600 »

Idem, à celle de Bonifacio 300 »

Idem, à l'école des filles de Marie établie à l'île-Rousse 200 »

Idem, à l'école de Morosaglia, pour achat d'instruments de physique 100 »

Encouragement aux instituteurs qui se sont le plus distingués 300 81

Indemnité aux employés chargés de la tenue des écritures confiées aux inspecteurs des écoles primaires 600 »

Total 35,273 81

(La suite au prochain numéro.)

Nous nous faisons un véritable plaisir de publier la pièce de vers suivante que le défaut d'espace nous avait empêché d'insérer dans notre dernier numéro.

Madame Louise Piras, de Sassari, déjà connue de nos lecteurs, par des poésies qu'elle a publiées précédemment, et qui ont été goûtées par les amateurs de la bonne poésie italienne, a été inspirée par l'arrivée, en Corse, de M. le maréchal Sebastiani, notre illustre compatriote. Elle a eu le talent de résumer dans des strophes pleines d'une poésie mâle et énergique, les titres nombreux qui font de M. le maréchal la plus grande des gloires contemporaines de notre île. L'ode de Madame Piras est en outre une expression vive et profonde de l'enthousiasme produit dans tous les habitants de la ville de Bastia par l'arrivée de M. le comte Sebastiani: à tous ces titres, cette pièce ne saurait manquer de plaire à nos lecteurs.

PER L'ARRIVO DEL MARESCIALLO SEBASTIANI

IN CORSIKA.

ODE.

Quando dal lido italico

Te spinge il bel desio:

Di riveder le floride

Spoude del suol natio

Scosse di gioia al fremito

Circo ridente il seno,

Appare il Sol più fulgido,

Il Ciel si fa sereno,

Avventurata! ai fervidi

Voti del core amante,

Alfin vedea sorridente

Il sospirato istante.

Riedi, o bramato, e appaghi

In te dei cor l'affetto!

Ve' come lieti esultano

Di vera gioia in petto!

Alto festivo suonano

Del nome tuo le sponde:

Qui mormorato appressore

Qui l'aura, il rio, le fronde;

Qui desiosa ergendosi

La turba ammiratrice,

Le gesta tue rammenta,

Il tuo valor ridico;

E con ardente giubilo

Te va chiamando ognuno,

De' sommi Eroi Terapnei

Te del bel numer uno.

Fin dall'età più tenera

Sulla sua nobil fronte

Sculte mostrava il Genio

Le sue divine impronte:

Né si smentiva, che assiduo

Con pura luce, e fida

Per il sentier di gloria

Sublime ognor lo guida.

Fervida l'alma ed avido

Di grido illustre, e chiaro

La forte destra armavasi

Di formidato acciaio:

Vienna, Osterizza e l'Adige,

Premio ai guerrier sudori,

Eterno al crin gl'intessero

Sarto d'eterni allori.

Ma lungo il tracio Bosforo

Sull'Ottomana terra

L'alto intelletto spiegasi

A più difficile guerra;

E pel sagace spirito

Videri i regj agguati

Andar delusi, e svolgere

I lor disegni odiosi:

D'onta e rossor coprivasi

L'astuto e fier Britanno,

Il suo

(1) Si le *National* connaissait la définition que le *Progressif* donne de la démocratie, nous doutons qu'il la lui pardonnât. Le fameux penchant ne sera pas une circonstance atténuante.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX

DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24
PRIS D'INSERTION.
Diverses 40 c
Judiciaires 50 c
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUTS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Minimes.

A Paris, à l'Office-Correspondance de L'Insulaire et à la Bourse, N° 4, où l'on reçoit les Annonces.

Bastia.

AMNISTIE.

La clémence royale vient d'ouvrir les portes des prisons à un grand nombre de détenus. Nous applaudissons de grand cœur à cet acte de générosité, qui n'est pas nouveau pour le gouvernement de juillet. Peu de gouvernements se sont vus exposés à des attaques plus violentes, à des entreprises plus audacieuses. Jamais, que nous sachions, les partis vengeurs par le grand parti national, n'ont montré plus de persistance, plus d'opiniâtreté dans leurs attaques; jamais aussi un gouvernement n'a triomphé avec plus de modération de ces guerres civiles, de ces complots obscurs et criminels, de ces attentats odieux que le désespoir suscitait les uns après les autres. Ce sera une des gloires de ce gouvernement qu'on ne cesse point d'attaquer, de calomnier, que la clémence avec laquelle il s'est empressé de se montrer oublieux des atteintes portées à l'ordre public, à la paix intérieure, aussitôt que cette clémence pouvait s'exercer sans péril pour le repos de la société. Il s'est montré ainsi supérieur à ses nombreux adversaires et par la force matérielle que lui donnait la société, dans son intérêt, et par la force morale qu'il a puisée dans sa propre générosité: admirable commentaire de sa puissance qui n'est grande et forte que parce qu'elle s'appuie sur l'assentiment national. Quand on a derrière soi et avec soi tout un peuple, on peut braver bien de dangers et se montrer généreux impunément.

Cette nouvelle amnistie que le roi a voulu accorder, a un double mérite: c'est que d'abord le roi a voulu la rattacher au souvenir glorieux de la dernière campagne contre le Maroc, campagne dans laquelle l'armée de terre et l'armée de mer ont rivalisé de courage et se sont couvertes d'une double gloire qui montre que la France est toujours elle-même et qu'elle saura toujours faire respecter son droit, de quelque part qu'en vienne la violation ouverte ou cachée et qui, comptant sur elle-même, a pu se montrer modérée en même temps que forte.

Cette amnistie ne pouvait être placée sous un meilleur patronage. Elle a encore un second mérite, c'est qu'elle a été spontanée; c'est que la clémence royale a pris une noble initiative et que la presse, impartiale, n'aura qu'à louer au lieu d'exciter, de solliciter. Excellente circonstance qui laisse au bienfait tout son mérite et qui le fait grandir en le laissant plus libre. Nous n'avons pas besoin de faire ressortir plus longuement cet acte du 4 octobre courant. Il est de ces faits qu'il suffit de raconter pour en faire l'éloge et l'ami, que nous sommes heureux d'annoncer, est de ce nombre.

Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le *Moniteur*:

Par ordonnance rendue le 4 octobre au château d'Eu, le roi, sur le rapport de M. le garde des sceaux, vient d'accorder la remise de la peine que les prisonniers ont à subir à tous les con-

damnés politiques dont la peine avait été prononcée antérieurement à 1844 et devait expirer avant le 1^{er} janvier 1847, et à douze autres détenus politiques condamnés à six, dix, quinze, vingt ans de détention ou à la déportation.

Voici, d'après le *Moniteur*, la liste des condamnés politiques auxquels il a été fait remise du reste de leur peine par ordonnance du 4 octobre:

Dufour, Bazin, Dapoty, impliqués dans l'affaire de Quénisset, Becker, Douville, Catiel, Chenu, affiliés à une société secrète, Raymond, Billon, Carbonnel, Forcade, Jean, Courbier, Millot, Clap, Susini, Discours, Gillet, Jouvas, Bressy, Jouve, Bernard, Sian, Vachet, Brun, Rol, Gavary, Liotier, Bourdissou, qui avaient figuré dans l'affaire connue sous le nom de complot de Marseille, André, Luyson, Hillion, Savinel, Chateaux, condamnés pour des faits qui se rattachent aux troubles de l'ouest, Bordon, Hubert, Lehericy, Evanno, Philippiet, Nouguez, Elie, Herbalet, Dubourdiou, Bonnelond, Hendrick, L. H. Lombard, Simon, Basse, Gérard, Druy, Dupouy, Petremann, qui avaient participé aux troubles des 12 et 13 mai 1839, Montauban, Orsi, Bataille, J.-B. Lombard, Ornano et Forestier, complices de l'attentat de Boulogne.

Total . . . 59

VOEUX ÉMIS PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE BASTIA.

Nous croyons faire chose agréable à nos lecteurs en leur faisant connaître les principaux vœux émis par le conseil d'arrondissement de Bastia, lors de la première partie de sa réunion ordinaire de cette année. On verra ainsi que ce conseil s'est occupé des questions les plus intéressantes pour notre arrondissement.

Le conseil a porté surtout son attention sur les ports, sur les routes et sur l'agriculture, et il a formulé plusieurs propositions qui nous semblent dignes de fixer l'attention si bienveillante du gouvernement pour la Corse.

Il insiste d'abord sur la nécessité de donner un port à Bastia. Cette question a fait un grand pas, et nous espérons que l'année prochaine ce conseil n'aura que des remerciements à adresser au gouvernement à cet égard.

Il demande: 1^o le curage de l'anse Fornali, située au milieu de l'admirable golfe de St-Florent qui devient de plus en plus nécessaire pour le commerce et même pour les bateaux-postes de l'État qui, dans la mauvaise saison, vont relâcher à St-Florent. La dépense pour arriver à ce but ne serait point considérable, ni les travaux à entreprendre, bien longs.

2^o Qu'on pousse avec activité les travaux commencés au port de Centuri.

3^o Un port à Santa-Serena, marine de Luri. Ce lieu offre une belle rade qu'il serait facile de convertir en un port qui offrirait un des meilleurs mouillages sur la côte occidentale de l'île et dans une de ses parties où la vie active et laborieuse des habitants est si bien développée.

4^o Une jetée à Cossa, marine de Luri.

5^o Un port à Focu di Golo. Depuis Bastia jusqu'à Portoferraccio il n'existe aucun refuge pour les navires, les côtes comprises entre ces deux points extrêmes de la côte orientale n'offrant que des plages inabordable et cependant c'est là la portion de l'île qui présente la plus grande fertilité et qui doit, un jour, procurer à l'agriculture et à l'industrie des ressources admirables.

6^o Ouverture de la route royale de Calvi à Bastia, route si importante et qui doit mettre en communication directe deux arrondissements de la Corse.

7^o Classement de la route de Bastia à Macinaggio parmi les routes royales. C'est le seul moyen d'achever une route si importante et qui est un complément nécessaire de la route de centure. Les ressources du département sont insuffisantes pour pousser avec activité ces travaux.

8^o Rectification de l'entrée de la route royale à Bastia, à l'endroit nommé *Aja di Moro*. Les pentes si considérables qui se trouvent dans cette portion de la route de Bastia à Ajaccio, rendent les communications difficiles et excitent, à juste titre, les doléances du commerce et de l'agriculture. Cette rectification, déjà approuvée en principe, il serait important de l'entreprendre le plus promptement possible et de la pousser avec activité.

9^o Dessèchement des marais de St-Florent et assainissement de la plaine de Mariana: ce sont là deux projets dont l'exécution n'est pas moins urgente. Ces marais enlèvent à la culture une quantité considérable de terres, arrêtent tous espèces de progrès et compromettent sérieusement l'avenir.

10^o Rédaction d'un code rural si nécessaire, en Corse surtout, où de grands abus existent et qui rendent la loi de 1791, sur la matière, presque impuissante.

11^o Établissement d'une ferme modèle et d'une école d'agriculture; des comices agricoles; des encouragements pour la plantation du mûrier, de l'olivier; le cantonnement des chèvres et l'abolition du droit de vaine pâture.

12^o Établissement de plusieurs ponts sur les chemins vicinaux pour faciliter des communications entièrement indispensables.

13^o Augmentation du nombre de juges du tribunal de Bastia et que, sous le rapport du traitement ils passent dans la classe immédiatement supérieure. Cette demande est motivée sur le grand nombre des affaires que ce tribunal a à juger chaque année.

14^o Amélioration du sort des instituteurs primaires, dont le traitement est si faible que leur position en devient plus que précaire.

Uso a pugnare, a vincere

Coll'oro e con l'inganno;

Là, fra il temuto barbaro

Tema destava e amore,

De' giusti dritti ergendosi

Amico e difensore;

Poi dall'antica Tracia

Corre all'Iberia riva,

E nove palme e lauri

Il Tago a lui fioriva;

Indi con incessabile

Desio d'onori ardente

Sfida del Russo insospite

Il duro cielo argente;

E sulla fredda Moscovia,

Di Remi, e Hanau sul campo

Nunzio di morte sfiora

Di quella spada il lampo.

Ma quando Ei vide il nobile

Genio di Francia altero

L'asta indomata infrangere

Sul revocato impero,

Quando alla perfid'aura

D'ambizion servile

Sul GRAN TRAMONTO inalzasi

L'adulatore e il vile,

Ei dell'illustre Vittima,

Fedele alla sventura,

Depone il ferro, e serbasi

Fama incolpata e pura.

Come talor fra i turbini

Sulla terraquale mole

Vibra i suoi raggi, e mostrasi

Vinto da pietà il Sole,

Così di quel Magnanimo

L'alma commossa cede

Al santo amor di Patria,

Che ogni altro amor eccede;

E in mezzo all'ira, all'impeto

Che il patrio suol divide,

A nova gloria sorgere

Astro più bel si vide:

Allora in lui lo spirito

Di libertà discoso,

Il cor, la mente e l'anima

Del sacro fuoco acceso,

A garanzia de' popoli

Gridava: Omai dovranno

La Carta e il Trono esistere,

O insieme periranno. (1)

Salve, o Signor, cui doppia

Cingo immortal corona

Del ramo sacro a Pallade

E alla fatal Bellona,

Chè non poss'io dipingere

Tutte con alto ingegno

L'opre sublimi, e s'io gliere

Canto di te più degno?

Ma già la fama, celebre

Di sì feconda vita,

Vola sul nostro secolo

Do' rei del Sol vestita,

E sull'eterno pagine

De' luminosi eventi

Rifulgerà veridica

Alle più tarde genti.

L. P.

Nouvelles Diverses.

— On écrit de Cherbourg, le 29 septembre: L'escadille qui doit escorter le roi de la rive de la France à Portsmouth a reçu l'ordre d'être prête à appareiller.

— Quarante-quatre hommes d'artillerie de marine sont à bord du bâtiment amiral le *Gomer*.

(1) Parole del sig. Sebastiani alla tribuna.

Ce détachement est commandé par M. le capitaine d'artillerie Gadaud.

— Vingt grenadiers d'infanterie de marine, commandés par M. le sous-lieutenant Lapique, sont à bord du *Caiman*.

— Vingt voltigeurs de la même arme, commandés par M. le lieutenant de Cools, sont à bord de l'*Élan*.

— Le vapeur le *Phoque*, de 160 chevaux, commandé par M. le lieutenant de vaisseau Jubin, est arrivé de Cherbourg, venant de Brest, avec la musique des équipages de lignes de ce port.

— C'est jeudi 3 octobre que le roi est parti pour Eu avec la reine, M^{me} Adélaïde et le duc de Montpensier. S. M. s'embarquera pour Portsmouth dans la nuit du 6 au 7 avec le duc de Montpensier, MM. Guizot et de Mackau iront dimanche rejoindre le roi à Eu pour l'accompagner en Angleterre. Pendant l'absence de S. M., les ministres se réuniront sous la présidence du maréchal Soult. Le duc de Nemours assistera aux conseils. La reine et M^{me} Adélaïde attendront le roi à Eu. L'absence de leurs Majestés sera d'une quinzaine de jours.

— Les navires de l'ambassade française à la Chine sont arrivés dans les eaux de cet empire. Leur apparition semble avoir causé un assez grand émoi parmi les Anglais et aussi parmi les Chinois. Les lettres anglaises manifestent la crainte que la présence des Français ne donne lieu à des soulèvements.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Extrait de la minute existante au greffe du tribunal de 1^{re} instance siégeant à Corte.

L'an mil huit cent quarante quatre le seize du mois de janvier au greffe dudit tribunal.

Pardevant nous Santelli, greffier audit tribunal, est comparu M. Montaud, substitut du procureur du roi au même siège, et nous a remis, pour rester déposés au greffe, une expédition en forme authentique de l'acte passé le vingt quatre juillet mil huit cent quarante trois, dûment enregistré, pardevant maître Canale, notaire en cette ville, au moyen duquel la dame Marie Françoise née Forteleoni, épouse du sieur Noël Ordioni, maître menuisier, demeurant à Corte, vend et cède en faveur du département de la guerre, une maison et toutes ses dépendances sises à Corte, dans l'intérieur de la citadelle et cotées sous les N^{os} 22 et 26 du plan parcellaire, pour le prix de la somme de trois mille cent cinquante et un francs.

De laquelle remise et dépôt, nous lui avons donné acte, et après lecture faite, il a signé avec nous.

Signés: Montaud et Santelli.

Enregistré à Corte le vingt janvier 1844 N^o 63, V^o case 8.

Signé: H. Casabianca,

Pour Extraire conforme,

Le greffier du Tribunal,

Signé: Santelli.

L'an mil huit cent quarante quatre le vingt du mois de septembre à Corte, à la requête de M. le préfet du département de la Corse, demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'hôtel de la préfecture et de M. le Sous-Intendant militaire, domicilié et demeurant à Bastia, en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentants l'État et M. le Ministre de la guerre pour l'administration du génie militaire. Je soussigné Antoine-Félix Diiovada huissier reçu immatriculé et exerçant près le tribunal de 1^{re} instance siégeant à Corte y demeurant patentié au N^o 20 et à la 3^e classe, ai notifié et certifié à M. Raffaelli procureur du roi au dit tribunal demeurant à Corte, l'acte de dépôt ci-dessus transcrit de l'acte de

vente passé comme dit est au même dépôt; j'ai déclaré à mon dit M. le procureur du roi, que mes requérans au nom qu'ils agissent feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger en conformité des Art. 2193 et 2194 du code civil de toutes hypothèques légales qui compétent et peuvent compéter à Anne née Ordioni femme de François Cancellieri, et autant que de besoin aussi Cancellieri, à Catherine née Ordioni femme de Hyacinthe Massei et autant que de besoin au dit Massei et à Perpèdie née Ordioni, majeurs, héritiers de la lége Marie Françoise née Forteleoni femme de Noël Ordioni menuisier, décédée le 6 août 1843, tous domiciliés et demeurant à Corte et sur l'immeuble de leur père et mère et désigné dans le contrat de vente passé pardevant maître Canale notaire en cette ville, le 24 juillet 1843 dûment enregistré, et afin que mon dit M. le procureur du roi et les conjoints Cancellieri, et Massei, ainsi que Perpèdie et Noël Ordioni n'en ignorent, je lui ai laissé à chacun séparément copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit, parlant pour mon dit M. le procureur du roi à sa personne qui a visé le présent original, pour François Cancellieri et Anne sa femme parlant à cette dette dernière, pour Hyacinthe Massei et Catherine sa femme parlant à cette dernière, pour Perpèdie parlant à sa personne et pour Noël Ordioni, parlant à sa personne.

Signé: A. P. Diiovada.

Enregistré gratis à Corte le 21 septembre 1844 N^o 173, V^o case 8.

Signé: H. Casabianca,

Pour copie conforme,

Le Capitaine du Génie en chef,

DE COSTA.

VENTE AUX ENCHÈRES.

Les syndics de l'union des créanciers de la faillite du sieur Lucciana Roch préviennent le public, que la vente des immeubles de cette faillite continuera d'avoir lieu lundi prochain, 14 octobre, courant mois, à 10 heures du matin, heures et jours suivants un besoin, devant M^{re} Vincent Guasco, notaire à Bastia, en son étude rue Spinoza.

Les syndics, usant de la faculté qui leur est accordée par le tribunal, réduiront la mise à prix des boutiques avec entre-sol, dépendances de la maison neuve, sise sur la nouvelle traversée, et qui composent les six premiers lots indiqués dans le cahier des charges; savoir: les deux premiers et le 5^e lots à 2,100 fr. chacun, le 3^e et le 4^e lots à 2,200 fr. chacun et le 6^e lots à 2,000 fr.

Ils feront en outre tels autres rabais et modifications qu'ils jugeront convenables; et ils se proposent aussi de réunir, au besoin, les lots relatifs à l'immeuble de Monserrato, de la manière la plus propre à engager les enchérisseurs.

S'adresser, pour connaître les charges et conditions, audit notaire.

EN VENTE CHEZ LES FRÈRES FABIANI:

BENEDETTA

ou LA GROTTA DE BRANDO.

Par E. BOUCHEZ,

Inspecteur de l'Académie de la Corse.

Brochure in 8° — Prix 1 fr.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

15° Le conseil sollicite, avec une nouvelle instance, la division de la Corse en deux départements et considère la réunion opérée en 1811 comme désastreuse pour l'ancien département du Golo. Le conseil rappelle, en même temps, les droits qu'aurait la ville de Cervione d'être érigée en sous-préfecture.

Tels sont les vœux principaux émis par le conseil d'arrondissement de Bastia et qui, tous, se recommandent à de si justes titres à l'attention du gouvernement.

Le *Progressif*, dont le dernier numéro est un véritable progrès de scandale sur tous les autres, il faut lui rendre cette justice, jette à sa manière, de son point de vue, un coup d'œil rétrospectif sur la polémique qu'il a eu à soutenir depuis un an avec l'*Insulaire*. Inutile de dire que nous sommes traités de main de maître et que nous devenons les plus noirs, les plus terribles des journaux. En douze mois, le *Progressif*, qui nous accuse de nous livrer à un système incessant de personnalités contre lui, ce qu'il n'a jamais fait, nous reproche l'*Insulaire*, ce journal a trouvé trois faits qui prouvent, selon lui, notre noirceur et notre partialité. D'abord, le *Progressif* répète que le *Journal* avait envoyé un rédacteur à l'*Insulaire*, ce qui est une invention des plus ridicules et absurdes, sans doute, n'est pas une personnalité; et qu'ensuite ce rédacteur, que le ministère, sans s'en douter, a expédié en Corse, a commencé par battre la campagne contre lui et l'a accusé, lui *Progressif*, de n'avoir attaqué la décision du conseil municipal de Bastia, relativement aux bourses communales, que parce que ses rédacteurs avaient échoué dans leurs sollicitations. Crime énorme, personnalité révoltante! Mais si le fait avait été vrai, et si nous avait été attesté par des personnes que nous devions croire bien informées, n'était-il pas important de le signaler? Nous donnait-il pas aux attaques du *Progressif* une toute autre portée que celle qu'elles auraient eu sans cette circonstance? Mettons que nous ayons été mal informés, le *Progressif*, en bonne conscience, ne peut nous en vouloir; n'a-t-il pas trouvé pour son usage la circonstance justifiant de sa bonne foi?

Puis, il y a huit jours, cédant toujours à notre besoin incessant de faire des personnalités, nous avons parlé d'un esprit prophétique qui se serait allé aux champs et aurait laissé le *Progressif* dans l'embarras, avec le Koran, toutefois, pour s'en tirer. Voyez-vous! nous fouillons dans la vie des rédacteurs du *Progressif*; nous les livrons à la pâture de la curiosité publique! En toute humilité, nous avouons que nous ne pensions pas nous être rendu complice de personnalités dans cette circonstance et qu'en parlant d'esprit prophétique, nous n'avions en vue qu'une abstraction métaphysique qui n'avait rien à démêler avec ce que le *Progressif* appelle la vie de ses rédacteurs. Enfin, nous nous sommes abusé à ce qu'il paraît; cet esprit prophétique était un homme en chair et en os et nous avons peut-être commis la, sans nous en douter, une de ces affreuses calomnies dont nous sommes si prodigues! Nous tâcherons, à l'avenir, de réduire nos plaisanteries au niveau de l'intelligence du *Progressif* qui a tout l'air de prendre le *Pitèe* pour un homme.

Enfin, vient un troisième grief; celui-ci est le plus grave et le voici. Le *Progressif*, pour démontrer sa thèse, à savoir que l'*Insulaire* ne peut que substituer les personnalités à la discussion calme et impartiale des principes et des faits, rappelle, bien maladroitement, que nous aurions prétendu qu'il ne soutenait le tracé de St-Florent que parce qu'il devait passer devant quelques méchantes auberges possédées par ses rédacteurs.

Mais il se garde bien de dire que nous n'avions fait cette objection, très réelle et dont on avait même mis la réalité, que pour faire sentir, par représaille, au *Progressif*, que cet argument personnel, qu'il avait employé le premier, était otestable. C'était lui qui avait donné l'exemple et quand nous ne faisons que rétorquer contre lui, et avec avantage, son raisonnement personnel, il nous accuse de faire des personnalités! Ceci est par trop fort, en vérité, et il a bonne grâce à prétendre que nous ne savons faire que des personnalités.

Est-ce nous qui sommes allés défrayer notre polémique par des attaques aussi misérables que fausses contre ses rédacteurs? Est-ce nous qui, depuis un an, parlons à satiété, tous les huit jours, de rédaction subventionnée? Est-ce nous qui avons parlé de rédacteurs envoyés par le ministère? Est-ce nous qui, depuis un an, vivons sur ces niais commérages qui n'ont pas le moindre fondement et qui affirment si intérieurement des faits complètement faux? Eh bien! soutenez des faits de cette nature n'est-ce pas remplir ce cheut rôle d'un personnage de comédie, dont le *Progressif* invoque le souvenir: et, faisant tous cela contre nous, l'on nous contestait même le droit de nous défendre et d'appeler les choses par leur nom? *Pensionnaires de la police secrète*, c'est bientôt dit, mais tout cela est faux, tout cela c'est un odieux mensonge, une dégoûtante calomnie et tout cela ce n'est ni de la discussion, ni de la guerre courtoise, ni de la loyauté, comme le dit le *Progressif*, et nous laissons au public le soin d'apprécier une semblable polémique, de la part d'un journal qui se prétend victime de nos personnalités, alors que nous n'avons établi de débats qu'entre le *Progressif* et l'*Insulaire* et qu'il ne pouvait en exister d'autres. Nous savons tout le cas qu'il faut faire de semblables attaques; nous ne disons pas bruyamment que nous les dédaignons, pour appeler quelques lignes plus bas, à notre aide, des mœurs et des coutumes qu'on retrouve peut-être dans les derniers rangs des classes de la société, mais qu'on ne rencontre pas dans un journal qui commence par se respecter lui-même. Nous ignorons, pour notre part, ces compromis ridicules entre ces dédains pleins de mépris et la violence réelle, grossière; nous ne possédons pas les ressources infinies de ces contradictions sans bornes, qui tournent en fin de compte au détriment de ceux qui les emploient.

Oui, quand des assertions de cette feuille nous ont paru, à nous et au public, mal sonnantes, déplacées, fausses, nous les avons relevées, ainsi que c'était notre droit et notre devoir, et nous ne cesserons pas de le faire. Toutes les fois qu'on ravalera la Corse, qu'on l'outragera, qu'on la traitera de campement de sauvages etc. etc., nous relèverons ces odieuses paroles avec fermeté, avec indignation et nous appellerons les choses par leur nom. Nous voulons la liberté de la presse; la contradiction ne nous irrite pas et nous n'appelons pas à notre aide, pour nous tirer d'affaires, nous ne savons quel système de violentes attaques personnelles ou l'étalage plein de fanfaronnade de menaces de grossiers guet-apens; nous acceptons la liberté de la presse pleinement, entièrement, même avec la licence, qui ne nous émeut pas, parce que nous savons qu'en définitive la justice et l'appréciation saine des faits appartient au bon sens, à l'opinion publique, ce sont eux qui prononcent sur toutes les accusations fruyantes de la colère aux abois; ce sont eux qui l'ont et défont les réputations, même et surtout celles qu'on se construit à soi-même, et en jugement calme, impartial, notre modération n'a rien à en redouter. Cette modération c'est ce qui

fait notre force, car elle nous montre que nous sommes dans la bonne voie et nous y resterons.

Qu'y a-t-il donc entre le *Progressif* et l'*Insulaire*? Il y a une vieille et éternelle querelle; il y a le parti des impatients, des exaltés qui prennent la passion pour l'examen des faits, pour le progrès lent et régulier, et qui, s'impatientant des obstacles qu'ils rencontrent, brisent tout sur leur marche, comme les enfants colères et irrésistibles, et qui s'écrient: *perissent les colonies plutôt qu'un principe*; qui, au besoin, plutôt que de reconnaître leurs torts, dénigrent leur pays, le ravalent et le traitent de *sauvage*, parce qu'il refuse de marcher avec eux dans leur besoin de bouleversement et de désordre. L'autre parti, c'est celui de l'expérience et du progrès régulier, parce qu'il est durable et fécond, qui prend les hommes et les choses telles qu'ils sont, qui tient compte du bien accompli sans méconnaître les imperfections du présent, sans sacrifier les intérêts de l'avenir, qui croit qu'il vaut mieux éclairer les hommes que les anathématiser et qui, demandant tout à la conviction éclairée, froide, mais impartiale, attend plus d'une marche régulière que des subterfuges qui compromettent tout. Nous n'avons pas d'emparement fiévreux et nous n'arrivons pas à conclure, après dix-huit mois d'existence, parce que nous n'avons rien obtenu, et que nous ne pourrions rien obtenir, que la Corse est un pays avili, un campement de sauvages.

Cette querelle n'est donc pas près de finir et il nous faudra bien signaler, avec le public, tous les écarts qu'on fera: il nous faudra bien montrer que cette liberté illimitée qu'on réclame pour soi, on la refuse à autrui; montrer que sous la prédication si ardente de cette faculté de tout dire, se cache, qu'il soit avoué ou non, le désir de dominer et de dominer seul. Il nous faudra bien montrer que la violence est une mauvaise conseillère et qu'elle gâte tout ce qu'elle touche et qu'elle compromet même l'opposition, cette condition si nécessaire de nos gouvernements modérés, nécessaire pour arrêter les fautes du pouvoir, mais nécessaire aussi pour modérer, si faire se peut, l'opposition elle-même ou au moins pour servir à l'opinion publique de protestation contre des désordres qui pourraient compromettre ces principes eux-mêmes, si une voix indépendante ne se levait contre elle. Pour cela, il suffit d'aimer son pays et de savoir nettement le rôle qu'on a à jouer, le devoir qu'on doit remplir vis-à-vis de lui.

Voilà les principes qui président à la rédaction de l'*Insulaire*, principes qu'il croit n'avoir jamais méconnus et auxquels il restera fidèle, n'en déplaise au *Progressif*, et la meilleure preuve qu'il ne les a jamais méconnus, c'est que jamais la contradiction ne lui a fait oublier ce qu'il se devait à lui-même, ni exaspéré, mis hors de lui et ne l'a fait arriver aux excès où en est descendu le *Progressif*, pour la honte de la presse en général, pour sa propre confusion à lui. Nous avons pour principe qu'il n'y a que la vérité qui offense et comme les personnalités du *Progressif* n'ont jamais eu pour l'*Insulaire* ce caractère, il les a laissées tomber bien bas, tout en appelant l'attention publique sur des excès qui justifiaient sa polémique et qui prouvaient combien il avait raison, lui *Insulaire*, de combattre un organe qui entretenait toutes les colères, tous les ressentiments, qui, si tout le monde eût été au diapason du *Progressif*, si des progrès incontestables n'eussent été accomplis en Corse, aurait mis le feu aux quatre coins de l'île. Les injures gratuites de ce journal, les affirmations de *pensionnaires de la police secrète* sont tout aussi fondées que ce qu'il a dit en soutenant que la Corse est un pays de sauvages; l'un peut se consoler de ces atta-

ques impuissantes quand on voit que le sol natal, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus sacré, ce qui recouvre les cendres des ancêtres, n'est pas plus respecté que ceux-là qui, sans intérêts personnels à débattre, sans avantages à recueillir, sans profit d'aucune espèce, se voient forcés de prendre la défense de ce même sol natal contre ceux qui se disent ses propres enfants. Voilà la démarcation nettement tracée des deux lignes suivies par l'*Insulaire* et le *Progressif*. Avons-nous à rougir ou à nous repentir de notre choix? Nous ne le croyons pas.

Le *Progressif* déclare accepter sans réserve les conditions de l'*Insulaire*, puis il nous fait une demande toute différente de celle qu'il nous avait adressée et à laquelle nous nous étions engagés à répondre. Il se contentait de l'indication de numéros, maintenant il lui faut bien préciser les faits, c'est-à-dire lui citer des noms propres auxquels il prodiguera sans doute de nouveaux ses attaques ordinaires. Nous l'avons dit dès le commencement, nous ne voulons pas être l'occasion de débats personnels et cette manière de discuter ne nous convient en aucune façon, quoique le *Progressif* affirme le contraire.

En outre, le *Progressif* accompagne sa déclaration d'un commentaire si grossier, il respecte si peu le public et il lui donne un si déplorable exemple, qu'il ne nous convient à aucun titre, d'avoir l'air, par trop de désir d'obliger le *Progressif*, de céder à un moyen d'intimidation de cette espèce. Ces arguments là, la police seule se charge de les réfuter et comme nous n'avons pas l'habitude de trouver nos adversaires dans de pareils lieux et avec de si grossières forfanteries, nous attendrons que le *Progressif* soit revenu à la pudeur de sa position et qu'il respecte le public. Quoiqu'il en dise, les Corse ne sont pas encore assez sauvages pour se faire à ces manières-là, et il aura bien de la peine à les y accoutumer.

Nous attendrons donc, nous le répétons, que le *Progressif* veuille faire, à ce sujet, ce qu'il appelle de la discussion et non à ce qu'il flétrissait si bien lui-même, alors qu'il promettait le 31 août 1843, d'éviter les luttes corps à corps pendant lesquelles la discussion ressemble plutôt à un combat de gladiateurs qu'à une polémique calme, loyale, consciencieuse. Il s'écrit aussi, dans ce même article, qu'il abhorrait l'injure privée. Qu'il revienne à ces principes et nous satisferons sa curiosité.

Le *Progressif* s'exécute enfin vis-à-vis du rédacteur de l'*Union de la Sardie*. Il convient qu'il n'aurait bien se faire qu'après tout le *National* ait eu tort. Mais en revanche le *Progressif* n'en demandera pas à l'égard de l'ancien rédacteur de l'*Union*. Ce dernier est bien décidément convaincu, de par le *Progressif*, d'être couvert de déshonneur pour avoir refusé au *Progressif* une satisfaction que celui-ci ne s'était pas gêné pour refuser à une autre personne. Le cas est le même, mais ce qui est parfaitement honorable pour le *Progressif* devient déshonorant pour ses adversaires. C'est là ce qu'il appelle de la logique, de la discussion à armes courtoises, etc., etc. En revanche, il est tout disposé, dit-il, à payer l'amende du *National*. C'est là de la générosité admirable sans doute et nous ne voyons pas pourquoi le *Progressif* ne s'engage pas à aller en prison pour le *National* par dessus le marché. Le tour serait plus comiquement joué.

Ensuite le *Progressif* a décidément convaincu l'*Insulaire* de délation à son égard. Il est vrai que cette redoutable accusation ne repose plus sur la même preuve alléguée précédemment. On l'a trouvée mauvaise sans doute et on est allé cher-

cher un autre article qu'on interprète à sa manière et l'on s'enorgueillit triomphalement: *Habemus confitentem reum*. Puis, on termine par des réflexions pleines de tact, de convenance qui constituent de la part du *Progressif*, sans doute, une guerre à armes courtoises, loyale, exempte de personnalités; mais si l'*Insulaire* s'avise, en oubliant ses habitudes, d'en dire la moitié, la centième partie, quels cris d'indignation ne pousserait-on pas? *E sempre bene*. Le *Progressif* paraît avoir pris pour lui cette maxime: *Fais à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit*. C'est là la clef de toute la polémique, si nous pouvons l'appeler ainsi, du *Progressif* contre l'*Insulaire*.

Nous trouvons la phrase suivante dans un ancien numéro du *Progressif* (N° 33, 21 août 1843):

• Représenter la Corse comme un campement de sauvages rebelle au long administratif (suit vent plusieurs autres griefs) en vérité c'est à mourir de rire ou à rougir de honte! »

Cette assertion qui indignait si fort le *Progressif*, il la reproduit pour son propre compte dans son numéro du 3 octobre, alors qu'il écrit: « Elle (la Corse) est, sous l'influence démoralisante de l'administration installée en 1830, une espèce de campement de sauvages au milieu de l'Europe civilisée. »

Qu'avons-nous à ajouter? si non reproduire le jugement du *Progressif* lui-même contre lui-même: *En vérité, c'est à mourir de rire ou à rougir de honte! Nous ne serons pas plus sévères que ce journal. Que le public lise et juge!!*

Le violent orage qui a éclaté la semaine dernière à Bastia a causé de déplorables événements sur la mer. Ainsi deux marins du navire le *Pipi* de Bastia ont été tués par la foudre. Près de Rogliano un navire a été jeté à la côte par la tempête; heureusement l'équipage a pu se sauver dans une barque. La foudre est également tombée sur une caserne de douaniers, près de Foc di Golo; toutefois il n'a pas causé de dommages; il a présenté un de ces accidents si ordinaires à la foudre; il a brûlé complètement le bois d'un fût de munition appartenant à un douanier, sans causer à celui-ci le moindre mal.

Samedi dernier un nouveau bateau à vapeur la *Letizia*, appartenant à la compagnie des frères Valéry, est arrivé de Nantes à Bastia. Parti de Marseille la veille, il n'a mis que vingt-trois heures pour faire la traversée, c'est donc la preuve que ce bateau est un excellent marcheur. Ainsi voici cinq bateaux à vapeur appartenant au port de Bastia: fait immense sous le point de vue commercial, et qui montre quels progrès fait le commerce de notre ville depuis quelques années. La compagnie Valéry, par ses généraux efforts, mérite toutes les sympathies de notre ville et celles du commerce, dont le nouveau bateau facilitera les relations avec le continent français, relations qui étaient si difficiles et si précaires depuis un an.

Par ordonnances royales du 5 et 30 août 1844: M. Santelli (Nicolas), chirurgien-aide-major de 1^{re} classe au 2^e régiment d'artillerie, a été promu au grade de chirurgien-major de 2^e classe. M. Filippi (Félix-Jean), lieutenant d'état-major, a été promu au grade de capitaine. M. Caselli (François-Ferdinand), sous-lieutenant à la légion étrangère, a été promu lieutenant au même corps.

Par ordonnance royale du 13 septembre 1844: M. Testa (Barthélemy), sous-lieutenant au 8^e léger, a été promu lieutenant au même corps.

M. Pietri (Paul-Antoine), sous-lieutenant au bataillon de tirailleurs indigènes d'Oran, a été promu lieutenant au même corps.

M. Colonna (Octave), sous-lieutenant au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, a été promu lieutenant au même corps.

CONSEIL GÉNÉRAL.

Session de 1844.

VOTES DIVERS.

Le conseil général remplit tous les ans un pieux devoir en réclamant contre la loi d'ostacisme qui pèse sur la famille de Napoléon.

Déjà plusieurs membres de cette illustre famille, qui la Corse est fière d'avoir vu naître dans son sein, ont expié sur la terre étrangère le crime de la gloire du grand homme, sans voir briller le soleil de la patrie; que ceux qui subissent l'écœurement de voir à jamais leurs foyers de la grande nation, sous la protection de ses lois. Tel est le vœu que le conseil général s'empresse de renouveler, interprète des sentiments unanimes du pays.

Il a l'espoir que le gouvernement voudra bien accorder cette œuvre de réparation à la mémoire d'héros qui a tant fait pour la prospérité et la gloire de la France.

D'après le vœu manifesté par le conseil, M. le directeur des contributions directes s'est rendu dans son sein, pour l'entretenir des opérations cadastrales entreprises en Corse.

Le conseil a accueilli avec intérêt les communications que ce fonctionnaire a bien voulu lui faire sur cet important objet. Vingt-cinq mille hectares de plus levés et qui ont été mis sous les yeux du conseil, témoignent de l'activité qui a été imprimée à cette opération.

Le conseil a apprécié toute l'importance de ces résultats, et il s'empresse de donner un nouveau témoignage de satisfaction à M. le directeur, ainsi qu'à ses collaborateurs.

La force armée, malgré le bon esprit dont elle est animée, et le zèle et l'activité de ses chefs, ne peut suffire à tous les besoins du service dans ce département.

Dans l'intérêt de la tranquillité publique, le conseil renouvelle le vœu qu'elle soit augmentée, en ajoutant deux compagnies au bataillon de Volontaires Corse.

Il croit devoir appeler sur cet objet l'attention de M. le ministre de la guerre.

— Plusieurs communes de ce département possèdent une grande étendue de biens communaux, qui sont généralement négligés à la culture et sont souvent la cause de funestes contestations.

Le partage obligatoire est la mesure la plus conforme aux intérêts des localités. Le conseil général ne saurait le recommander avec trop d'instance à la sollicitude de l'administration.

Il pense qu'on ne doit excepter de cette mesure que les bois et tout ce qui n'est susceptible d'aucune culture.

— Le parcours et la vaine pâture sont les fléaux qui oppriment plus particulièrement aux progrès de l'agriculture en Corse.

Le conseil ne saurait trop insister sur l'urgence de dispositions législatives qui prononcent l'abolition du parcours et de la vaine pâture. Il n'est pas de pays où ce besoin se fasse plus vivement sentir que dans ce département. La loi devra aussi accorder aux conseils municipaux le pouvoir de cantonner les chèvres.

— L'introduction de l'huile de sésame en France a porté un grand préjudice à la culture de l'olive, qui est en Corse une des principales branches du revenu du pays.

Le conseil général s'associe aux vœux qui représentent les départements du Midi, pour réclamer auprès du gouvernement un prompt remède à l'état actuel.

— Si l'on pense que l'introduction des produits de la graine de sésame ne saurait être interdite, on du moins elle doit être frappée de droits assez forts, pour ne pas porter préjudice aux productions de notre sol.

— L'organisation actuelle des gardes nationales laisse beaucoup à désirer.

Le conseil, appelé pendant sa dernière session, à donner son avis à ce sujet, a conclu l'embarras comme le moyen le plus propre à imprimer à ce service une marche régulière.

Il est d'avis que ces agents soient soumis, pour le service communal, à la surveillance de l'autorité municipale, que chaque commune doive pourvoir au salaire de ses gardes champêtres sur les fonds communaux, ou sur le produit des centimes additionnels, et que l'Etat vienne au secours des communes dont les ressources sont insuffisantes.

— Appelé à donner son avis concernant l'exécution de l'art. 9 de la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, le conseil général pense que la chasse des merles et des grives peut commencer le 15 novembre de chaque année, et que l'usage du lacet peut être employé sans inconvénient; que la chasse du gibier d'eau dans les marais, sur les étangs, fleuves ou rivières ne doit pas dépasser le mois de mars, et que la chasse des sangliers, cerfs, renards, moutons et lièvres peut s'étendre à toute l'année.

— La culture de l'olivier et du mûrier renferme les principales sources de la richesse territoriale du pays.

On ne saurait trop encourager par des primes à accorder aux cultivateurs qui se seront distingués par des plantations faites sur une vaste échelle.

Des primes devront aussi être accordées à ceux qui auront le plus contribué à l'amélioration des chevaux indigènes et au perfectionnement des races ovines.

Le conseil a émis, pendant ses précédentes sessions, un vœu pour l'établissement d'un bureau de l'enregistrement à St-Marie et Siché.

Il persiste dans ce vœu; il verrait avec satisfaction qu'il pût



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Etranger, 24 fr.
PAIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

L'appréciation des besoins d'un pays est chose importante, car elle doit dépendre la conduite qu'on doit suivre vis-à-vis de lui. Si l'on s'est trompé dans les principes, que de conséquences désastreuses en seront la suite ! La fausseté de la position que l'on aura prise, dans le cas de l'erreur, sera telle qu'elle vous entraînera de fautes en fautes et qu'au lieu d'avoir contribué à la pacification, à la régénération de ce pays, vous aurez, au contraire, aidé puissamment à le laisser stationnaire et à empirer sa position par là même. A cet égard, nous ne nous sommes jamais fait illusion, et comprenant la grandeur du problème à résoudre, nous ne nous sommes pas exposés, de gaieté de cœur, à subir une terrible responsabilité. Nous avons eu moins l'ambition de faire beaucoup de bruit que de faire, selon nos faibles forces, quelque bien en appelant l'attention du gouvernement et de nos concitoyens sur les questions dont la solution nous paraissait la plus urgente et la plus possible, et cette tâche, remplie sans fracas, sans exaltation quotidienne de nos efforts, sans admiration béate de nos mérites, de notre courage, a suffi à notre ambition, comme il nous a semblé qu'elle suffisait à notre pays.

Deux grandes imperfections nous ont paru surtout exister en Corse, l'une qui tenait au sol et l'autre au caractère même des habitants, l'une matérielle, l'autre morale. La première c'est l'absence de communications faciles qui s'opposait au mélange, au contact journalier de la population, qui arrêtaient les progrès de l'agriculture, cette cause si féconde de civilisation, de progrès et de bien-être et qui, en substituant à l'oisiveté presque forcée des habitants de la montagne l'activité créatrice de la culture, crée de nouvelles préoccupations et liant les populations par les mille intérêts qui l'attachent au sol, prépare et consolide les reconciliations, plus que ne pourraient le faire les efforts de la charité, car ces derniers n'enlèvent pas la cause première de ces rivalités, ce désamour, où l'irritation de l'amour-propre s'exerce si puissamment, si fatalement. De ce point de vue, qui nous semble être vrai et exact, qui accorde une puissance si grande et si moralisatrice au travail, la question des améliorations matérielles s'agrandit et s'élève à toute la hauteur d'une thèse de haute moralité. Ce n'est qu'ainsi que nous avons toujours compris l'importance et l'utilité des progrès à accomplir dans l'ordre matériel. Tout ce que vous enlevez aux efforts pénibles, à la lutte matérielle et ingrate, quand l'homme est obligé d'y consacrer toute son activité, de l'humanité contre le globe, vous le rendez à la culture intellectuelle et morale et vous relevez ainsi sa dignité et sa puissance créatrice. Pour nous, la question des routes est donc devenue d'une grave et sérieuse importance et nous n'avons cessé de plaider leur cause. Il est vrai que nous ne nous sommes pas désespérés parce que tout ne se faisait pas comme par en-

chantement et que nous n'avons pas dressé des actes terribles d'accusation contre tout le monde. Nous savons que les travaux matériels sont longs, difficiles, plus longs et plus difficiles en Corse qu'ailleurs, soit à cause des obstacles que présente le sol, soit à cause des obstacles autrement tenaces qu'offrent les intérêts particuliers aveuglés et ne comprenant pas encore qu'un acte de générosité, disons mieux, de justice de leur part, serait meilleur calcul à faire. Mais ce n'était pas tout que de créer des routes; il fallait assainir encore et surtout ces vastes plaines, qui doivent devenir un jour le grenier et le jardin de la Corse et nous n'avons cessé d'appeler à cet égard l'attention du pouvoir. Avec ces deux grandes améliorations introduites, les autres viendraient à la suite, et par ce qui se fait aujourd'hui, au milieu de conditions si encore incomplètement favorables, il est permis de présenter ce qui s'accomplirait dans un avenir prochain. Le commerce, lui aussi, a de grands besoins et peut faire entendre des doléances d'autant plus justes, que chaque jour ses progrès croissants lui donnent le droit d'élever sa voix, avec chance d'être entendu. Nous n'avons jamais décrié ces intérêts et nous avons cherché à les faire triompher, demandant l'appui à où nous espérons le trouver et nous gardant bien de nous adresser à où nous savons que nous ne rencontrerions aucun concours efficace. Nous n'avons qu'un modeste goût pour les phrases retentissantes, qui, sous l'apparence de grands sentiments, cachent de ridicules dupes. Nous respectons toutes les convictions et nous ne voulons pas faire, par la même violence, à des démissions plus ou moins complètes, plus ou moins tardives. Nous aimons à rester dans le vrai et à ne tromper personne par des déceptions, dont il est si facile d'apercevoir l'apparence théâtrale. A quoi bon se tromper soi-même volontairement et les autres avec soi ! Cela n'est ni utile, ni adroit.

La seconde imperfection, qui nous semble appartenir à notre pays, et qui est morale, est cette susceptibilité irritée qui s'empare de tout, qui s'irrite de tout et qui aboutit à ces haines violentes, dont le dénouement est si tristement funeste; or, un pays si passionné, nous ne croyons pas que le régime d'une opposition ardente, qui s'emprenne de ces mêmes passions, de ces exagérations, puisse être utile et profitable. Nous y voyons peu de bien et nous y voyons beaucoup de mal et de dangers. Nous disons d'une opposition ardente, telle qu'on l'a faite et telle qu'on la fera longtemps en Corse, car nous comprendrions l'avantage et les profits d'une opposition qui, à défaut d'opposition politique fortement arrêtée et sévèrement éprouvée, opposition dont nous ne soupçonnons pas l'existence en Corse, au moins comme pouvant constituer ce qu'on appelle un parti politique, s'attacherait à discuter avec force si l'on veut, mais avec contenance pour être entendue et écoutée, les actes de l'administration et du pouvoir central. Mais cette opposition là, qu'il serait si difficile de contenir dans de justes limites, nous ne la croyons pas pos-

sible; reste donc cette opposition ardente, qui se jette au milieu des deux camps ennemis, qui se partagent malheureusement notre pays, dans les plus petits villages aussi bien que dans les grandes villes, et qui devra bien finir, si elle ne commence, par épouser les querelles de l'un des deux partis. Et ce qui manquait jusqu'ici à l'entretention et à l'activité de la guerre va leur être donné par la création de cette feuille; ces inimitiés, ces hostilités, loin de s'affaiblir, vont grandir, se perpétuer, et s'exagérer encore, assurées qu'elles sont de trouver un organe qui plaidera leurs griefs ou qui irritera leurs blessures. Eh bien ! nous le disons tout haut, parce que nous le pensons, c'est là un mal, un mal immense, que tous les bons citoyens doivent combattre. Nous n'avons pas même à nous inquiéter des intentions; c'est à Dieu seul qu'il appartient de les apprécier; nous n'avons qu'à consulter les résultats et à provoquer.

Eh bien ! c'est ce mal que nous avons combattu, en montrant chaque jour jusqu'à quel excès pouvait aboutir cette polémique irritée, irritante et irritante. Nous avons montré que, dans son impatience de prouver une thèse insoutenable elle en était arrivée jusqu'à dénigrer le pays même qu'elle prétendait défendre. Nous avons jugé l'arbre aux fruits et nous avons appelé l'opinion publique à le condamner avec nous.

Il est vrai, nous devons l'avouer humblement, car nous ne pensons pas valoir plus que nous ne valons, nous n'avons pas sauvé chaque matin le pays, que nous n'avons pas non plus décrié avec tant d'abandon; nous n'avons point sauvé l'institution du jury, qui, à vrai dire, ne courrait aucun danger; mais nous ne l'avons pas non plus attaquée violemment, sinon dans son principe au moins dans son application; nous n'avons point non plus diminué le nombre de ses terribles vengeances, tout en demandant qu'elles restent tout armées pour se satisfaire plus aisément, sans doute, car en voulant la fin nous voulons aussi les moyens; nous n'avons point non plus attaqué toute l'administration soit de notre département soit de la France entière, qui n'en subsistent pas moins et qui dureront sans doute précisément parce qu'on les attaque avec violence, car nous avons point voulu épouser des querelles qui nous ont semblé plus personnelles que réelles et nous n'avons voulu faire les affaires de personne, mais celles du pays. Voilà nos grands crimes ! Eh bien ! soit, nous les acceptons. Nous en serons toujours par nous point monter nous-mêmes au capitole, pleurant, chaque jour, notre tranquillité perdue, notre avenir sacrifié, sans que le public se préoccupe de nous suivre dans notre marche triomphale ou de s'associer à nos lamentations, qui pourraient trahir des regrets; si elles n'étaient rien autre que de brillantes phrases de rhétorique destinées à apitoyer le public et à lui faire admirer la grandeur et l'éclat d'une victoire et d'un sacrifice dont personne n'a l'air de se douter.

être exécuté, mais sans porter préjudice au bureau actuellement établi à l'étranger.

— Une demande du conseil d'arrondissement à Sartène tendant au rétablissement de la liberté du port d'armes a été mise sous les yeux du conseil général.

Le conseil a été d'avis, à la majorité de 9 suffrages contre 6, qu'il n'y a pas lieu d'adopter cette demande.

Un membre s'est abstenu.

— Le conseil a vu avec peine la facilité avec laquelle ont été reçus, depuis deux ans, quelques officiers de santé.

Il désire qu'à l'avenir une juste rigueur préside à l'admission des sujets qui se présenteront à l'examen de jury médical, et que les choix ne tombent que sur ceux qui offrent toutes les garanties de capacité désirables.

— L'administration des ponts-et-chaussées fait des études pour l'ouverture d'un chemin d'embranchement qui doit lier à l'île-Rousse la route royale de Calvi à Ponte alla Leccia et à la route de Bastia.

Le conseil pense que la direction qui mérite la préférence, est la ligne qui partant de l'île-Rousse doit traverser Monticello, Bocca-a-Ire-Castelli, Ponte-Rogino et aboutir à la route royale entre Ville et Spolacato.

Cette direction aurait l'avantage de faire participer au bénéfice de la route royale, les cantons de Belgiojoso et d'Orini, et Capella et les communes riches et peuplées de Felice, Muru, Nema et Avapessa.

— Le classement de la route de Corte à Aleria au nombre des routes royales, est sollicité toutes les années par le conseil général.

Le besoin de cette route se fait sentir de plus en plus à mesure que la plaine d'Aleria devient le centre des grandes exploitations agricoles, et que les établissements thermaux de Pietrapola et de Pazzichello acquièrent un développement toujours progressif.

Les communes situées dans le grand bassin de Tavignanu s'obligent à payer l'indemnité du terrain, que la route traverserait. Cette offre sera prise en sérieuse considération par le gouvernement, et le conseil espère, qu'il désignera doter la Corse de cette nouvelle route, sans laquelle il est impossible que le pays parvienne à ce degré de prospérité auquel il est destiné.

— Le besoin d'une route royale transversale à partir de Propriano pour arriver au port de Solenzara, côté oriental, se fait vivement sentir. Cette route traverserait les différentes communes des cantons de St-Lucie de Tallano et de Levie en approchant de près les communes du canton de Serra, la bouche de Buvella, des belles et vierges forêts d'Argiavara, et aboutissant à la route orientale à Solenzara. Les populations, de ces communes actives et laborieuses, auraient l'avantage de trouver un débouché au port de Propriano, l'entrepôt de tout l'arrondissement de Sartène. A cet avantage se joindrait celui de faciliter l'exploitation des belles forêts qui couvrent ces localités. Le conseil général croit son vœu pour le classement de cette direction comme route royale.

— Le conseil pense avec M. le Préfet qu'il importe d'encourager les communes qui avoisinent des routes royales ou départementales à y embrancher leurs chemins vicinaux.

Des subventions sur le produit des centimes extraordinaires additionnels au principal des contributions directes pourront être accordées aux communes qui auront fait leurs efforts pour atteindre ce but.

Ces subventions ne pourront pas dépasser le tiers de la somme nécessaire pour exécuter des travaux d'art.

— Le conseil renouvelle son vote pour la construction d'un débarcadère à Force de Golo, Ce port, situé sur la côte orientale et sur la vaste plaine de Castina, est le seul refuge que l'on trouve depuis Bastia jusqu'à Portovenice. C'est le principal débouché de huit cantons riches et peuplés.

Le besoin de quelques travaux se fait vivement sentir dans l'intérêt de la navigation et de l'agriculture, à cause de l'insuffisance des ressources départementales, porter au budget 4,200 fr. pour le paiement d'une nouvelle croûte dont l'achat a été fait par Monseigneur l'évêque d'Alger.

Il prie M. le ministre de la justice et des cultes de vouloir bien accorder un secours pour subvenir à cette dépense.

— Le conseil général a examiné avec intérêt plusieurs échantillons de porphyres de la Corse, que M. le major Illiani a mis sous ses yeux.

M. Illiani s'est dévoué à grands frais à la noble mission de rechercher en Corse les matériaux propres au linteau de l'empereur Napoléon.

Le conseil désire que les rendus du grand-domaine soient renfermés dans les granits provenant du sol sur lequel il est né, prie M. le ministre de l'intérieur d'accueillir favorablement les offres faites par M. Illiani.

Il le supplie aussi de vouloir bien encourager l'exploitation de la carrière de marbres que M. Illiani a ouverte sur les bords de la Rostonica, près de Corte, et qui est destinée à devenir une source de richesse pour le pays.

— Le droit de vacations dont jouissent les Juges de paix, paraît au Conseil peu compatible avec la dignité de la magistrature.

Il pense qu'il y a lieu de le supprimer, en augmentant le traitement de ces Juges d'après l'importance de leurs fonctions et les nouvelles attributions que la loi leur a conférées.

— Le Conseil a voté pendant sa dernière session un centime extraordinaire en addition au principal des quatre contributions directes au sus de ceux qui sont autorisés par la loi du budget des recettes, pour élever à 300 fr. le traitement des instituteurs communaux.

Il renouvelle ce vote pour l'année 1845, avec le désir de secondar les dispositions bienveillantes manifestées dans la circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique du 9 août 1843, et qui ont pour objet d'améliorer le sort des instituteurs.

— Le Conseil général pense qu'il est de son devoir de protester contre les attaques dont l'Université, cette noble création de l'Empire, est l'objet depuis quelques années.

Tout en réclamant la liberté de l'enseignement, le Conseil désire que cette liberté soit sagement tempérée, et que l'in-

struction publique soit placée sous la surveillance du gouvernement.

En exprimant ce vœu, le Conseil n'entend porter aucune atteinte au clergé de la Corse, au bon esprit duquel il paie un tribut d'éloge comme il apprécie les éminents services rendus au pays par le digne prêtre qui administre en votre diocèse.

— Avant de se séparer, le Conseil s'empresse de donner un témoignage de satisfaction à M. Brodetti, chef de préfecture, qui a fait l'intérêt de la préfecture en l'absence de M. le Préfet.

Deux nouvelles lignes de bateaux à vapeur vont être établies entre notre port et l'Afrique française : l'une de Marseille à Stora, l'autre de Marseille à Oran. Cette nouvelle entreprise qui va ouvrir des communications directes entre notre port et les villes placées à l'extrémité de l'Afrique, a été confiée par M. le ministre des finances, à la compagnie Bazin qui a si bien justifié le choix du gouvernement par l'organisation du service des dépêches de Marseille à Alger.

(Sémaphore.)

Les Frères Valéry, armateurs et gérants des bateaux à vapeur de la Compagnie du même nom, ont l'honneur de prévenir le public, qu'un petit groupe d'argent sans adresse provenant de Livourne sur un de leurs bateaux, se trouve à leur bureau depuis plus d'un mois.

Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères partira de Bastia pour Ajaccio le 24 octobre, à 7 heures du soir, en relâchant à l'île-Rousse et Calvi. Il repartira d'Ajaccio le 26 à 7 heures du soir.

Nouvelles Diverses.

— Hier, nous avons exprimé des doutes sur les bruits qui couraient relativement à une nouvelle et lâcheuse collision à Taïti. Nos doutes sont justifiés aujourd'hui par la dépêche que le gouvernement a reçu dans la journée même, du gouverneur, M. Bruat; il n'y est pas question le moins du monde des événements signalés par la presse anglaise, et du grossier outrage qu'aurait eu à subir le lieutenant Rose, bien que la dépêche du gouvernement soit d'une date de beaucoup postérieure aux événements signalés.

Ainsi donc on est autorisé à penser qu'une nouvelle est controuvée ou qu'elle est prodigieusement exagérée. S'il s'est passé quelque chose, ce quelque chose est si peu que le gouverneur n'a pas jugé à propos d'en écrire au ministère.

(Nouvellette de Marseille.)

— Les nouvelles du Treport arrivées à Paris le 8 octobre annoncent que le départ du roi s'est opéré parfaitement quoique la mer fût agitée.

Pendant son séjour au château d'Eu, le roi a visité les travaux fort avancés de la galerie Victoria. Cette galerie érigée en souvenir de la visite de la reine d'Angleterre, recevra incessamment tous les tableaux représentant l'arrivée, le séjour et le départ de S. M. Britannique.

— Les journaux de Paris publient la dépêche télégraphique suivante :

Calais, le 9 octobre, quatre heures du soir.

Windsor, le 8, cinq heures du soir.

Le Roi est arrivé en bonne santé à Windsor à deux heures.

Le prince Albert est venu à Portsmouth le chercher à bord du Gomer.

La reine l'a reçu au bas de grand escalier du château.

S. M. a reçu sur sa route, de toute la population, l'accueil le plus vif et le plus cordial.

— Le Roi a emporté en Angleterre, pour faire cadeau au prince de Galles, un fusil qui est un chef-d'œuvre de sculpture et de damasquinage. Ce fusil a été improvisé en quinze jours, mais

vingt industries ont été mises en contribution. Le royal fusil est à piston et à un coup; tout ce que l'art sait faire en précision, en solidité et en élégance a été épuisé sur ce jouet.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

PAR ORDRE DE JUSTICE.

Par jugement du tribunal de commerce séant à Bastia, en date du 14 courant, dément enregistré, le sieur Hyacinthe Ceconi, commerçant en cette ville, en sa qualité de dépositaire judiciaire d'une partie de planches et madriers en sapin de différentes dimensions, venant de Portovenice sur le navire la *Fille de Bastia*, capitaine Zuani, a été autorisé à faire vendre, aux enchères publiques, par le ministère du greffier sous-signé, ces mêmes planches et madriers.

En conséquence le public est prévenu que cette vente se fera mardi 22 courant, 9 heures du matin, dans les magasins de la maison Ceconi, sur le port, par lots séparés, ou en bloc, et au comptant.

Bastia, le 17 octobre 1844.

Le Greffier du tribunal de commerce séant à Bastia.

Signé : A. D. MAROTTE.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES

DE LA PLAGE 3 octobre, mistick Assomption de 29 tx, c. Stretti, lipius.
DE LA PLAGE 4 id. b. goél. St-Antoine de 48 tx, c. Médolin.
AJACCIO 4 id. b. à vap. Télégraphe de 33 tx, c. Lota, pass.
DE LA PLAGE 4 id. b. goél. Assomption de 29 tx, c. Oliva.
idem. 4 id. tartane Gineuse de 46 tx, c. Maures, charb.
idem. 4 id. tartane François-Etienne de 35 tx, c. Guastella.
LIVOURNE 4 id. b. à vap. Porzodiborgo de 28 tx, c. Bugliani.
TOULON 3 id. b. à vap. de l'état St-Rubis, c. de Sédalges.
LIVOURNE 3 id. b. goél. Conception de 22 tx, c. Petit, bid.
RIO 6 id. b. goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, minéral.
DE LA PLAGE 6 id. ch. marée de 36 tx, c. Lape, charbon.
CETTE 7 id. brick G. Sebastiani de 119 tx, c. Valzi, vel.
CIVITAVECCHIA 8 id. b. à vap. Elbe de 122 tx, c. Frissinet.
ALGERIA 8 id. brick Migliarecio de 125 tx, c. Guastella, charb.
TOULON 9 id. b. goél. Constance de 38 tx, c. Valzi, platre.
LIVOURNE 9 id. b. goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, pass.
MARSEILLE 9 id. paquebot Bastia de 120 ch. c. Senti, dép.
LERICI, 14 id. bat. à vapeur Marché Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.
MARSEILLE, 12 id. bat. à vap. Letizia de 73 tx, c. Bertocci.
AJACCIO, 12 id. bat. à vap. Télégraphe de 33 tx, c. Lota, pass.
MACINAGGIO, 12 id. gondole Lavasina de 8 tx, c. Franceschi, vin.
MACINAGGIO, 13 id. gondole St-Jean de 8 tx, c. Agostini.
LIVOURNE, 13 id. bat. à vap. Golo de 57 tx, c. Bugliani, pass.
LIVOURNE, 13 id. golette St-Joseph de 38 tx, c. Osé, bid.
MARSEILLE, 14 id. bi-gite Phœnix de 63 tx, c. Guasco, div.
AJACCIO, 14 id. mistick. Priet de 29 tx, c. Frissinet, pass.
MARSEILLE, 16 id. paquebot-poste. Ajaccio de 120 chevaux, c. Prudent, dépêches et passagers.

DÉPARTS

LERICI 3 octobre, b. à vap. Marché Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, lest.
LIVOURNE 4 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Stretti, lipius.
RIO 4 id. b. goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, lest.
MARSEILLE 4 id. paquebot Napoléon de 120 ch. c. Montagnac, dépêches.
LIVOURNE 5 id. b. à vap. Télégraphe de 33 tx, c. Lota, lest.
CONSTANTINOPLE 6 id. b. à vap. de l'état c. de Sédalges.
CAGNANO 6 id. pont. St-Pierre de 6 tx, c. Dominiaci, lest.
LIVOURNE 7 id. b. à vap. Golo de 57 tx, c. Bugliani, pass.
LIVOURNE 7 id. b. à vap. Golo de 57 tx, c. Bugliani, pass.
MARSEILLE 9 id. b. à vap. Elbe de 122 tx, c. Frissinet, pass.
AJACCIO 9 id. b. à vap. Télégraphe de 33 tx, c. Lota, pass.
MARSEILLE 10 id. b. goél. Assomption de 29 tx, c. Oliva.
TOULON 10 id. tartane Gineuse de 46 tx, c. Maures, charb.
LIVOURNE 10 id. b. goél. Ville de Bastia de 70 tx, c. Zuani.
LIVOURNE, 10 id. bateau à vapeur Porzodiborgo de 28 tx, c. Bugliani, passagers.
MARSEILLE, 11 id. paquebot-poste Bastia de 120 chevaux, c. Senti, dépêches et passagers.
LERICI, 11 id. bateau à vapeur Marché Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, lest.
NAPLES, 12 id. bi-gite Deux Amis de 65 tx, c. Alfonsi, en l.
LIVOURNE, 14 id. bat. à vap. Golo de 57 tx, c. Bugliani, pass.
MARSEILLE, 14 id. chassé marée. Amélie de 36 tx, c. Caye.
LERICI, 14 id. bateau à vapeur Télégraphe de 33 tx, c. Bertocci, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANT.

Le voyage de notre illustre compatriote, M. le maréchal Sebastiani depuis Vescovato jusqu'à Ajaccio n'a été qu'une longue fête, à laquelle toutes les populations riveraines de la route se sont empressées de s'associer. Ces populations descendaient des montagnes pour se trouver sur la route et saluer de leurs acclamations le célèbre enfant de la Corse. Ces chaudes démonstrations, toutes spontanées, ont donné à ce voyage une signification précieuse et qui a dû noblement récompenser M. le maréchal de l'affection qu'il a portée à son pays et de la gloire qu'il a jetée sur lui.

A Corte, une réception plus imposante avait été préparée. Une députation de cette ville était venue à Bastia trouver M. le maréchal pour le prier de s'arrêter un jour dans cette ville qui était impatiente de le posséder quelques heures. Mais si M. le maréchal n'a pu se rendre à ces desirs, forcé qu'il était d'arriver promptement à Ajaccio, la ville a voulu au moins se dédommager par son empressement à accueillir cet illustre du contre-temps qui l'a forcé à voir remettre à quelques jours la satisfaction de ses espérances et de ses desirs.

De l'autre côté de Corte l'empressement des populations n'a pas été moins vif et l'enthousiasme moins grand qu'en deçà : la même réception a été faite partout à M. le maréchal. Comme les dernières pluies avaient rompu plusieurs ponts en bois sur la route, la voiture du maréchal a été portée à bras par les habitants qui ont voulu, autant qu'il était en eux, faciliter le voyage de M. le maréchal. A Bocognano, une réception toute cordiale l'attendait ainsi qu'à un petit village voisin. Mais c'est surtout la ville d'Ajaccio qui était impatiente de saluer son représentant à la chambre des députés depuis si longues années. Là des préparatifs considérables avaient été faits pour donner à cette arrivée un air de fête et de solennité qui dû laisser un long souvenir et témoigner, par des démonstrations matérielles, quels étaient les sentiments de la population vis-à-vis de M. le maréchal.

La magnifique avenue qui conduit à la ville, le cours Napoléon avec sa double haie d'orangers se prêtait merveilleusement à la pompe de cette entrée véritablement triomphale. Les différents corps de métiers avaient élevé sur différents points du cours des arcs de verdure élégamment décorés et portant des inscriptions qui contenaient les noms des corporations et celui de M. le maréchal en l'honneur de qui ils étaient élevés. Une magnifique illumination avait été préparée le long des deux côtés du cours, entre chacun des orangers qui le bordent, illumination qui devait donner au cours un aspect si gracieux et si poétique, alors que les mille éclats de la lumière se mêlaient aux reflets mollement éclairés des orangers et des arcs de verdure. Vis-à-vis la maison de M. le général Sebastiani où M. le maréchal devait descendre, quatre élégantes pyramides couvertes de hiéroglyphes et couronnées de drapeaux tricolores, qu'on aurait pu prendre pour des obélisques égyptiens, s'élevaient et marquaient le point où le cortège devait s'arrêter. Vers les quatre heures, le cours était rempli d'une foule nombreuse qui attendait avec impatience l'arrivée de M. le maréchal.

Le conseil municipal d'Ajaccio avait décidé qu'une députation, prise dans son sein, irait au devant de M. le maréchal jusqu'à Corte, mais la rupture des ponts sur la route força d'y renoncer et cette députation, ayant M. le maire de la ville à sa tête et composée en outre d'un grand nombre de notables, dut se borner à aller sur la route à une assez grande distance de la ville, au devant de M. le maréchal. A 5 heures il arrivait

à l'entrée de la ville et passait sous un arc de triomphe d'une construction élégante et sévère à la fois. Il rappelait en petit, une des faces de l'arc de triomphe de l'étoile de Paris : il portait pour inscription ces mots : à notre illustre Représentant.

M. le maréchal s'avance au milieu d'une foule qui devenait à chaque instant plus considérable et qui témoignait par sa présence et par son enthousiasme, tout le prix qu'elle attachait à cette visite. Après avoir passé sous les différents arcs de triomphe élevés par les confréries, par les corporations et entre autres par celle des laboureurs, M. le maréchal descendit à la maison de M. le général son frère, où il trouva les différentes autorités civiles et militaires et tous les notables de la ville qui s'empressaient de venir le saluer et le complimenter.

Le soir à la tombée de la nuit, le cours Napoléon, l'hôtel de la préfecture, la salle des spectacles furent magnifiquement illuminés et prolongèrent ainsi cette fête bien longtemps après qu'elle fut terminée.

Deux jours après l'arrivée de M. le maréchal, le 20, un banquet, où assistaient cent vingt personnes, fut offert à M. le maréchal dans une des grandes salles de la préfecture. Des toasts à la fin du repas ont été portés au roi et à M. le maréchal par M. le maire dans les termes les plus convenables. M. le maréchal y répondit par quelques paroles profondément senties et qui furent couvertes d'applaudissements. Le lendemain 21, il devait y avoir un bal à l'hôtel de ville.

M. le maréchal ne pense pas, à ce que nous croyons savoir, prolonger longtemps son séjour à Ajaccio. Il se proposait de rester encore une huitaine de jours dans cette ville et ensuite de revenir à Olmetta et à Bastia.

Le voyage de M. le maréchal en Corse, qui avait été si cordialement commencé au milieu de la joie et de l'attachement si vif de la population de la ville de Bastia, s'est continué partout au milieu des mêmes expressions de bonheur et d'enthousiasme. C'est là un bel épisode dans une vie déjà si remplie d'épisodes si glorieux, et la Corse cette fois-ci encore, comme cela devait être et comme cela sera toujours, s'est montrée fidèle à ses vieilles habitudes de reconnaissance et d'attachement pour ceux qui savent l'aimer et l'honorer comme l'a si bien fait M. le maréchal Sebastiani.

On nous assure que M. le maire de Bastia a été mis en demeure de produire des défenses contre le procès-verbal de contravention que le chef du génie militaire lui a fait signifier, le 7 août dernier, pour le dépôt des matières provenant du balayage de la haute ville, dans le ravin de Portovechio; en d'autres termes, que le débat est porté par devant le conseil de préfecture.

En signalant ce procès-verbal, dans un de nos précédents numéros, nous avons dit, avec raison, que c'était là une vexation que rien ne saurait justifier. En effet, ces sortes de dépôts ne nuisent en aucune manière à la défense de la place; d'ailleurs, en séjournant longtemps dans le ravin, ils seraient bientôt emportés à la mer par les torrents qui se forment avec les fortes pluies, si fréquents dans notre pays; enfin la loi et les règlements en vigueur permettent expressément le dépôt momentané des matières servant à l'engrais des terres.

Mais ce qui dénote encore davantage le mauvais vouloir, c'est que le chef du génie, nullement soucieux de la propriété de nos rues, ne veut pas même souffrir de la part de la ville, ce que la loi accorde à tout le monde; tandis qu'il autorise en même temps l'entrepreneur des for-

tifications à faire ce que, d'après les principes d'une sévère inflexibilité, il devrait se hâter de défendre. Car, il faut convenir qu'il y a une différence notable entre un dépôt provisoire de débris presque sans consistance, et les dépôts à perpétuelle demeure des débris de l'entrepreneur, dont nous venons de parler, entassés au pied des bastions, sur un terrain appartenant à la commune.

Il est fâcheux, disons-le franchement, de voir que les sacrifices que la ville s'est imposés pour le maintien de la salubrité publique, ainsi que les efforts constants de l'administration locale pour y parvenir, après avoir surmonté les obstacles en tous genres qui s'opposaient à l'exécution d'une mesure importante, se trouvent encore en butte à de nouvelles difficultés, soulevées par des fonctionnaires, dont le devoir, bien entendu, est de coopérer, en ce qui les concerne, à tout ce que réclame l'intérêt public. Cela a lieu de nous étonner, d'autant plus que la municipalité de Bastia n'a négligé aucune occasion pour aller au-devant du chef du génie, et n'a rien fait, que nous sachions, qui soit de nature, nous ne dirons pas à justifier, mais à expliquer même une hostilité aussi évidente.

MM. les frères Valéry nous adressent la lettre suivante. C'est avec plaisir que nous la publions et que nous nous associons à l'expression de reconnaissance qu'ils manifestent vis-à-vis de MM. les employés de la douane de Bastia qui, dans cette circonstance, se sont empressés, avec un zèle et un dévouement que nous ne saurions trop louer, de venir en aide au commerce de notre ville. Voici cette lettre :

A M. le Rédacteur de l'Insulaire, Dans la nuit du 17 au 18 du courant, un horrible coup de vent de l'Ouest-Sud-Ouest brisa les amarres qui retenaient attaché par la poupe le bateau à vapeur la *Letizia*. Ce navire, tout neuf, arrivé depuis cinq jours à Bastia, des chantiers de Nantes, où notre compagnie l'a fait construire, s'est trouvé sur le point de se perdre et de se briser sur les rochers de la pointe au dehors du môle où le violent coup de vent l'avait poussé. Heureusement que la chaîne qui tenait l'ancre a résisté au coup de vent, jusqu'à ce que les secours aient pu arriver.

Avertis par les cris de quelques marins, nous avons pu arriver à temps et nous rendre à bord. Nous avons été efficacement secondés par les embarcations de la douane, accourues aux premiers cris et dirigées par MM. Pairez, sous-inspecteur des douanes et Pla, capitaine, avec leurs équipages, et notre bateau a pu ainsi être arraché au danger d'une destruction imminente.

Appréciant, comme nous le devons, le service que ces messieurs nous ont rendu, nous éprouvons le besoin d'adresser publiquement nos remerciements et le témoignage de notre vive reconnaissance à messieurs les employés de la douane, dont le zèle empressé et intelligent a contribué si puissamment à sauver notre navire. Agréer, etc.

VALÉRY frères.

Bastia, le 21 octobre 1844.

Les assises du 4^e trimestre de 1844 s'ouvriront à Bastia le 18 novembre prochain, sous la présidence de M. Gavini, assisté de MM. Viale et Clupin de Germigny, conseillers.

Par ordonnances royales des 16 et 18 septembre 1844.

MM. Massiani Joseph, Ucciani Ignace, Pancra-

zi Jacques-Toussaint, Tedeschi Paul-Louis, Colonna Dominique-Antoine et Portafax Jacques-Thomas-André-Napoléon, chirurgiens élèves de l'hôpital militaire de perfectionnement, ont été nommés chirurgiens sous-aides.

M. Levie Joseph-Marie, capitaine au 35^e de ligne a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

M. Durazzo, sergent au 3^e régiment d'infanterie légère, a été nommé chevalier de la Légion d'honneur.

Nouvelles Diverses.

Arrivé, comme on le sait, à l'improviste, au château de Saint-Cloud, le prince de Joinville a été salué par le roi avec cette effusion, que le cœur d'un père et d'un chef d'Etat pouvait seul ressentir dans une pareille circonstance. « Mon ami, a dit Sa Majesté, je suis content de toi, et je voudrais bien te le prouver. Qu'as-tu à me demander? — Sire, a répondu le prince, j'ai, en effet, une chose à vous demander, et j'en parlerai à votre majesté demain, si elle veut bien me le permettre. »

Retré dans ses appartements à une heure avancée de la nuit, le prince se mit à son bureau, et rédigea, de sa main, le projet et les considérants de l'amnistie. Il ne lui appartenait ni de choisir les noms des détenus, ni d'en fixer le nombre. Le lendemain, à déjeuner, le roi, en s'adressant au prince : Eh bien ! dit Sa Majesté, et ta demande? — Sire, répondit le prince, en remettant au roi le papier qu'il tenait dans ses mains, la voilà. Le roi jeta un coup d'œil, tendit la main au prince, et dit : C'est bien, tu as prévenu mes desirs. Le même jour, le conseil des ministres a fait le reste. (Démocratie politique.)

Le *Times* nous apporte le compte-rendu de l'emploi de la seconde journée du roi des Français à Windsor. En voici la substance :

Windsor, mercredi, A trois heures de l'après-midi, le roi des Français est allé avec la reine, le prince Albert et une suite nombreuse, se promener sur la terrasse du Sud et sur celle de l'Est. Leurs Majestés ont ensuite rentré au château, où elles ont visité dans tous leurs détails la chapelle St-George et celle du cardinal Wolsey. L'auguste compagnie s'est ensuite rendue à travers le parc jusqu'à la laiterie, et de là à la volière royale, que le roi a examinée avec le plus grand intérêt. Comme le temps menaçait, la reine, le prince Albert et leur suite sont allés en voiture rendre visite à la duchesse de Kent, dans son château de Frogmore. M. Guizot, lord Aberdeen, les ministres et toute la suite les ont accompagnés dans les carrosses de la cour. Après être restés près d'une heure chez la duchesse, ils sont revenus à Windsor, où S. M. le prince Albert et le roi Louis-Philippe ont examiné les dépendances du château, suivis du grand maître d'hôtel.

Le duc de Montpensier, qui avait quitté Windsor dès le matin pour se rendre à la ville, n'est revenu qu'au moment de dîner, vers sept heures.

Au banquet de ce jour, on a fait servir la magnifique vaisselle d'or et d'argent de la couronne. La table était garnie de splendides candelabres, de vases, de bassins pour rafraîchir le vin, et de plats tous en or ou en vermeil. Au centre s'élevait un surtout garni de fleurs, et tout autour, jusqu'aux deux bouts de la table, on n'apercevait que des lustres éblouissants. De chaque côté de la salle étaient des buffets couverts de vaisselle plate de la plus grande beauté, surmontés de trophées et entourés de vases et de plateaux remarquables par leurs merveilleuses ciselures.

Pendant le repas, la musique du régiment

des Ecossais, placée dans une galerie, a fait entendre les diverses mélodies empruntées, pour la plupart, à des opéras français.

Enfin, la soirée s'est terminée par un concert exécuté par la musique particulière de la reine, conduite par M. Anderson.

Le chapitre de l'ordre de la Jarretière a tenu une séance pour l'investiture du roi des Français.

Cette imposante cérémonie a eu lieu dans l'après-midi du vendredi 11 octobre. La reine, assise sur son trône portait le manteau de l'ordre de la Jarretière avec la célèbre devise : « Honni soit qui mal y pense! » Elle avait sur la tête un magnifique diadème. A sa droite, on avait disposé un autre trône pour S. M. le roi des Français, qui était revêtu de l'uniforme de lieutenant-général.

On remarquait parmi les chevaliers présents lord Wellington, qui portait une épée ayant appartenu à l'empereur Napoléon, et le marquis de Westminster couvert de diamants estimés à plus d'un million de francs.

Toutes les dispositions étant faites, le roi des Français a été conduit, de ses appartements à la salle du chapitre, entre les deux plus anciens chevaliers compagnons de l'ordre, le prince Albert et le duc de Cambridge, précédés par le roi d'armes de la Jarretière, qui portait les insignes de l'ordre sur un coussin de velours cramoisi, et par l'huissier de la verge noire.

A son entrée dans la salle, le roi des Français a été reçu par la reine et par les chevaliers-compagnons tous debout, et a été invité à s'asseoir sur le trône placé à la droite de celui de la reine.

La reine a alors déclaré que S. M. Louis-Philippe était élu chevalier du très noble ordre de la Jarretière.

Le roi d'armes, à genoux, a présenté la Jarretière à sa souveraine, et sa majesté, aidée du prince Albert et du duc de Cambridge, l'a elle-même attachée à la jambe gauche du roi des Français.

Le roi d'armes a ensuite présenté de la même manière le ruban, avec le George, et la reine, aidée des mêmes personnages que tout à l'heure, l'a passé au-dessus de l'épaule gauche du roi.

Alors Sa Majesté a donné l'accolade au roi des Français, qui a reçu des félicitations de tous les chevaliers compagnons présents, en échangeant avec eux des poignées de main.

Les journaux anglais nous apportent le récit de la troisième journée que le roi des Français a passée à Windsor. Elle s'est éconlée, comme les précédentes, au milieu des divertissements et des fêtes : une seule particularité l'a signalée; l'entrée des cours et des jardins du château royal a été interdite au public, « à cause, dit le *Times*, de la foule innombrable et mal vêtue, qui se presse aux portes dans l'espoir d'apercevoir le roi, si renommé des Français. »

Voici le compte-rendu succinct de la journée du jeudi :

Aussitôt après le déjeuner, vers onze heures, la duchesse de Kent étant arrivée de sa résidence de Frogmore, la reine a donné l'ordre d'apprêter le char-à-bancs dont le roi des Français lui a fait présent. Les deux princesses, accompagnées de Louis-Philippe, du prince Albert et du duc de Montpensier, et escortées par une suite nombreuse, sont allées faire une promenade dans les environs du château. L'auguste compagnie s'est d'abord dirigée, en traversant Staines, vers Twickenham, et y a visité la résidence qu'a habitée S. M. le roi, lors de son séjour en Angleterre. Puis elle est partie pour Claremont, où l'attendait une collation préparée par ordre de la reine. Après avoir parcouru le parc et les jardins, S. M. Victoria et ses hôtes sont revenus à Windsor, où ils

ont été reçus par le duc de Cambridge et le grand-duc de Mecklenbourg-Strelitz, venus pour rendre leur hommage aux nobles habitants du château.

A sept heures, le dîner a été servi avec la même magnificence que la veille. La table étincelait de vaisselle en vermeil, de nouveaux plateaux et de surtouts plus riches encore que ceux d'hier. Au centre, on y remarquait le splendide candelabre de Saint-Georges, qui représente le saint guerrier triomphant du dragon. Les deux extrémités étaient couvertes de vases pleins de fleurs. On admirait aussi, au côté ouest de la salle, le magnifique tigre rampant, qui soutenait jadis le dais du sultan de Mysore, et dont se sont emparés les Anglais; ses dents, ses yeux et ses griffes sont en cristal de roche, et tout le reste de la tête et des pattes est couvert d'une épaisse couche d'or. Pendant le repas, la musique du régiment royal des gardes à cheval a fait entendre des symphonies, et, comme la veille, la soirée s'est terminée par un concert, composé en partie de musique française.

La visite du roi Louis-Philippe ne trouble en aucune manière la tranquillité du château, car la reine croit lui faire un plus grand bonheur en lui laissant une entière liberté. Mais la cérémonie, qui signalera surtout cette visite, et les principales réjouissances auront lieu demain vendredi, à l'occasion de la réception du roi comme chevalier de l'ordre de la Jarretière. Cette fête sera, dit-on, très brillante, et tous les chevaliers de l'ordre y paraîtront revêtus de leurs costumes armoirés.

On a parlé des fêtes qui devaient être données à Portsmouth à nos marins. Nous apprenons que 300 personnes ont souscrit pour le banquet; il y en aurait eu 600, si le prix du billet avait été fixé à une guinée au lieu de deux; 2,000 personnes sont invitées au bal qui sera donné au collège royal de marine.

Dans toute la ville, dit le *Times*, on ne parle que de l'affabilité du roi des Français. Ses poignées de main, ses saillies, sa réponse toute cordiale à l'adresse du maire, lui ont gagné tous les cœurs.

Des arrangements ont été pris pour que la population de Portsmouth pût être admise à visiter la frégate à vapeur le Gomer, qui a transporté le roi; le vice-amiral La Suse délivre des billets.

Une dépêche télégraphique de Paris, du 15 octobre à 5 heures du soir, annonce que le roi a débarqué à Calais le 15 à 3 heures. S. M. a été accueillie par les plus vives acclamations.

On avait dit que la reine d'Angleterre reconduirait le roi jusqu'au château d'Eu, mais l'étiquette s'y oppose; la reine reconduira S. M. jusqu'au Gomer, et même que Louis-Philippe avait reconduit S. M. britannique jusqu'à bord du yacht Victoria-and-Albert.

On assure que le roi des Français a fait promettre à la reine de la Grande-Bretagne de venir l'année prochaine à Versailles et à Paris.

Le Charlemagne est arrivé à Marseille le 17 octobre.

Le plus grand calme règne dans la colonie. M. le colonel Eynard, qui a pris passage avant-hier sur le Pharamond, porte au maréchal Bugeaud l'autorisation ministérielle d'un congé de deux mois.

La querelle des avocats et de la magistrature est sur le point de se terminer à l'amiable. M. le baron Séguier a compris enfin ou menaçaient les conseils violents de certaines personnes qui n'ont d'autre but que de le rendre impossible, et il est disposé à un arrangement honorable. M. Hébert prononcera lui-même le discours de rentrée qui devait être confié à l'un des avocats-général,



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Contrebandier.
Pour l'Étranger 24 fr.
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.
A Paris, à l'Office Correspondant de la Bastia et de la Corse, No 2, au 1^{er} étage, vis-à-vis les Annonces.

Bastia.

Le voyage du roi en Angleterre continue à occuper la presse de toutes les opinions. C'est donc là un fait grave en lui-même et par l'importance qu'on y attache. Il nous convient dès lors d'en dire quelques mots.

A part les démonstrations officielles, qui témoignent du rôle des deux gouvernements des dispositions favorables pour le maintien de la paix et de l'union entre les deux peuples les plus puissants de l'Europe, sans qu'aucun des deux pays n'ait à souffrir dans ses droits et dans son amour-propre, il y a eu de vives et chaleureuses démonstrations populaires qui ne s'adressaient pas seulement au représentant de la France mais à la France entière : ces démonstrations ont ainsi une grande signification. D'ailleurs, cet accueil si empressé fait au roi, à celui qui a si bien compris les besoins de la France et de l'Europe, qui s'est si heureusement arrêté au système qui pouvait le plus puissamment contribuer à la grandeur et à la prospérité de la France, cet accueil si affectueux, qui nous le concérons, sont respectables même dans leur exagération, mais qui ne peuvent suffire pour amener avec elles tous les maux qu'entraîne la guerre. Dans cette mutuelle estime que les armées des deux pays apprennent à contracter vis-à-vis l'une de l'autre, il y aura profit pour les deux pays, sans qu'aucun n'ait à rougir pour lui. Que les passions et les préjugés du moment s'affaiblissent et tombent, la France et l'Angleterre, quelque opposés que puissent être leurs intérêts sur beaucoup de points, pourront vivre en paix, trouvant dans cette réciprocité de bons rapports, dans cette conviction de leur force réciproque et du poids immense dont elles pèsent sur les destinées du monde, les moyens d'applanir des difficultés soulevées à l'improviste.

Après tout, nous n'attribuons pas au voyage du roi en Angleterre une portée plus considérable que celle qu'il a eue véritablement. Nous ne regardons pas comme amorties toutes les chances d'oppositions, d'animosité ou de préjugés; nous ne croyons pas que cette visite si cordiale des deux parts, ait mis fin, comme par enchantement, à tous les difficultés du présent et de l'avenir, mais ce que nous y voyons surtout, c'est cet hommage sans arrière pensée rendu à la France, aux armées de la France, à ses hommes illustres et à son grand homme par excellence, à Napoléon lui-même, qui a si longtemps combattu le peuple anglais et nous le disons, c'est là un voyage heureux qui a produit de tels résultats. La France n'a pas à s'applaudir de ce voyage, ainsi que le prétendent les feuilles d'opposition, car son roi n'a pas été séparé d'elle et ces hommages qui lui ont été accordés à si juste titre, l'ont été à la France; à son armée de terre et de mer. Ils ont été confondus dans cet enthousiasme général de reconnaissance et d'estime et c'est là, encore un coup, ce qui surtout fait le prix de ce voyage. Comparez la réception faite à l'empereur de Rus-

curieux de voir comment s'expriment le peuple anglais et l'armée à l'égard de la France. Il faut que nous repusions l'endorment pour un moment pour apprécier ce langage énergique et dont la nouveauté même doit accréditer la signification. Hommage plein et entier à été rendu par le chef de la flotte anglaise à Portsmouth, à l'occasion de la brillante fête offerte par la flotte anglaise à la flotte française, au courage à l'intelligence de l'armée française, de notre marine; une noble et solennelle réparation a été accordée à la mémoire du plus grand des hommes des temps modernes, réparation dont il n'avait pas besoin et qui était plus nécessaire au peuple anglais qu'à la France; l'œuvre civilisatrice de la France en Algérie a été également reconnue. Eh bien! dans ces échanges de loyauté et d'urbanité, dans ces rapprochements entre les armées des deux pays, il y a avantage et profit pour tout le monde : deux grands peuples apprendront à mieux se connaître et ils comprendront que si la paix du monde dépend d'eux, ce ne doit être que pour des questions qui tiennent à l'honneur que cette paix doit être troublée et non pour des susceptibilités qui, nous le concérons, sont respectables même dans leur exagération, mais qui ne peuvent suffire pour amener avec elles tous les maux qu'entraîne la guerre. Dans cette mutuelle estime que les armées des deux pays apprennent à contracter vis-à-vis l'une de l'autre, il y aura profit pour les deux pays, sans qu'aucun n'ait à rougir pour lui. Que les passions et les préjugés du moment s'affaiblissent et tombent, la France et l'Angleterre, quelque opposés que puissent être leurs intérêts sur beaucoup de points, pourront vivre en paix, trouvant dans cette réciprocité de bons rapports, dans cette conviction de leur force réciproque et du poids immense dont elles pèsent sur les destinées du monde, les moyens d'applanir des difficultés soulevées à l'improviste.

si à celle faite au roi des Français et voyez, si tant, dans cette dernière, n'est pas à l'avantage de la France et de son roi. Le peuple s'est isolé du czar; tout a été froid, officiel; pas un mot, pas un souvenir pour la Russie, pour ses armées. Au contraire le nom de la France a été toujours prononcé comme celui de la puissance qui peut tout pour la paix comme pour la guerre; n'est-ce donc pas là un hommage éclatant, et les témoignages des sympathies publiques opposés au calme, à la réserve et à la froideur vis-à-vis du prince russe ne rehaussent-ils pas encore la signification de cette royale visite du roi des Français.

Ainsi que nous l'avions dit, un dîner et un bal ont été offerts à M. le maréchal Sebastiani par la ville d'Ajaccio. Pendant ces deux fêtes, l'enthousiasme le plus vif s'est manifesté vis-à-vis de notre illustre compatriote. La population toute entière s'est associée à ces fêtes. Nous reproduisons ici, d'après le *Journal de la Corse*, les toasts qui ont été prononcés au banquet par M. le maire et par M. le maréchal.

Tout porté par M. le Maire, —
« Au Roi ! »
« Nos premiers vœux doivent se tourner vers le chef suprême de l'Etat qui sait apprécier les étonnantes services rendus à la patrie et les étonnantes qualités de l'homme illustre dont nous sommes le héros. L'arrivée dans nos murs.

« Le Roi trop haut placé ne peut guère s'élever des hauteurs d'un pays pour descendre à la connaissance de la Corse. Il est en état de lui accorder toutes les satisfactions nécessaires. »
« D'opinions diverses lui déboutent souvent l'aspect de la réalité en raison des distances qui nous séparent de la métropole. Mais si cette vérité, ou de nos concitoyens les plus dévoués en pays pour la faire parvenir pure, dépourvue de toute prévention au pied du trône, ne devons-nous pas rendre des actions de grâces au magnanime monarque qui l'honneur d'une si haute et si juste confiance ? »

« Ainsi pour la Corse, à l'égard du Roi se lie étroitement celle de notre illustre et glorieux représentant.

« A Monsieur le Maréchal Sebastiani ! »
« Lorsque nous voyons d'autres villes avec des réves échos sur une tombe, Ajaccio avec une tombe fermée sur des cœurs, il ne nous est point permis d'aspirer à un plus grand honneur que celui d'avoir un si puissant protecteur, qui reçoit du Roi lui-même des marques sincères de son auguste amitié.

« Oui, Monsieur le Maréchal, la Corse vous aime et vous admire; et votre patriotisme éclairé ne laissera point inachever le grand œuvre de notre régénération, auquel vous consacrez un si sublime dévouement.

« Les intérêts de la ville d'Ajaccio vous sont spécialement confiés; vous les aurez à cœur, nous n'en doutons point; et nos vœux, croyez-le bien, se transmettent d'âge en âge le souvenir de vos bienfaits, s'inclinent avec reconnaissance au nom du maréchal Sebastiani.

« Vice le Roi ! Vice M. le maréchal Sebastiani ! »
M. le maréchal Sebastiani a répondu en ces termes :

« Je vous remercie des sentiments que vous venez de me manifester, et plus encore de ceux que vous avez fait éclater pour le roi, d'une voix si unanime. Le respect, l'amour, la fidélité que vous lui avez rendus sont un hommage dû à sa grande âme. En attendant que la prospérité lui assigne la place qu'il a droit d'occuper parmi les monarques qui sont les plus dignes d'admiration, entourons-le d'une reconnaissance sans bornes, et que la France entière en aille de lui exprimer. »

Le journal d'Ajaccio annonce qu'il croit savoir que S. A. R. M^{re} la Princesse de Joinville à laquelle le séjour du midi aurait été conseillé, à cause de sa santé, se proposerait de venir passer une partie de l'hiver à Ajaccio.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

et fera entendre des paroles de conciliation. A la suite de ce discours, M. le premier président doit prononcer une courte allocution dans laquelle il protestera de son affection pour le barreau. M. le bâtonnier de l'ordre des avocats, entouré du conseil tout entier, lui répondra au nom de ses collègues, et les choses reprendront leur cours habituel. Nous pouvons affirmer que ce plan est arrêté, et qu'à moins d'incidents nouveaux et imprévus il recevra son exécution.

— On lit dans l'*Armatoirale* :
D'après des détails officiels, arrêtés au 1^{er} janvier 1844, la France possède :

23 vaisseaux de ligne;
29 frégates;
279/24^{es} de vaisseaux sur les chantiers, ou 15 1/2 vaisseaux;
277/24^{es} de frégates, ou 11 1/2 frégates;
43 bateaux à vapeur, représentant une force de 7340 chevaux; 16 ou 17 seulement en état de prendre la mer au premier signal;
18 bateaux à vapeur en cours de construction;
18 paquebots transatlantiques,
24 paquebots de 220 à 250 chevaux, que l'administration des postes emploie au service de la correspondance du Levant, d'Alexandrie, de la Corse et de l'Angleterre. (Ces batiments ne sont pas installés pour porter de l'artillerie.)

Le total des hommes classés en 1844 s'élevait à 122,025, mais ce chiffre comprenant les musées, les novices, les hommes en inactivité, les non valeurs, il convient de le réduire à 62,000 matelots.

— Depuis trente ans, l'Espagne a changé quatre fois de constitution. Elle a eu :

1^o La constitution de Bayonne, octroyée par Joseph Napoléon, le 6 juillet 1808. Cette constitution fut préparée par une assemblée de 91 notables convoqués à Bayonne. Elle se composait de 146 articles.

2^o La constitution de 1812, sanctionnée à Cadix le 19 mars 1812 par les cortès constituantes. Elle fut en vigueur jusqu'au 4 mai 1814, Ferdinand VII, à sa rentrée en Espagne, ayant refusé de l'accepter. Elle fut rétablie le 7 mars 1820 jusqu'au 29 septembre 1823; elle ressuscita enfin pour la troisième fois le 15 août 1836, époque où on lui fit subir quelques modifications. C'est la plus démocratique de toutes celles qu'a eues l'Espagne. Elle se composait de 354 articles, dont un grand nombre purement réglementaires.

3^o L'*estatuto real* décrété par la reine Christine, le 10 avril 1834. Il se composait de 50 articles et n'a été en vigueur que jusqu'au 14 août 1836.

4^o La constitution de 1837, votée par les cortès le 18 juillet 1837.

Suivant cette dernière constitution, les cortès se composent de 386 représentants, ainsi divisés : 241 députés et 145 sénateurs choisis par la reine, sur les 435 soumis à son élection.

Outre les 241 députés votants, les électeurs nomment encore 134 députés supplémentaires.

Les députés sont élus pour trois ans, et les sénateurs pour neuf.

La police des séances se fait au congrès d'après un règlement spécial adopté le 19 juillet 1837, et au sénat d'après un règlement également spécial adopté le 23 janvier 1842.

C'est cette dernière constitution que le gouvernement a l'intention de réformer.

Insertion des notifications faites pour purger les hypothèques légales non inscrites.

Notification faite :
1^o A Madame Josephine Conti veuve de M. Jean Jérôme Rossi, avocat, domicilié et demeurant en la ville d'Ajaccio par exploit de Joseph Rombaldi, huissier près le tribunal de première instance séant à Ajaccio, en date du deux octobre courant enregistré le même jour;

2^o A M. Sauveur Galeazzini, Conseiller à la Cour Royale de Bastia, domicilié et demeurant en cette ville, en sa qualité d'unique héritier de feu Madame Marie Josephine Panzani décédée épouse de M. le Baron Jean-Baptiste Galeazzini sa mère;

Et à M. le Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bastia y demeurant;

Par exploit de Dellepiane Louis huissier, près le Tribunal Civil séant à Bastia, demeurant et domicilié en cette ville en date du dix-sept octobre courant, dûment enregistré et visé;

Le tout à la requête de M. Joseph Gregorj propriétaire et négociant domicilié et demeurant à Bastia, pour lequel domicile est élu en cette dite ville dans sa maison d'habitation sise rue neuve.

D'un acte de dépôt fait au greffe du Tribunal Civil séant à Bastia, le dix-huit septembre dernier dûment enregistré, constatant que M. Joseph Gregorj susdit a déposé par l'entremise de M. Vincent Gregorj son fils au greffe dudit Tribunal les copies collationnées de deux actes reçus par Maître Vincent Guasco, qui en a la minute, et son collègue notaire à Bastia, l'un le vingt-cinq mai mil huit cent vingt-trois enregistré, contenant vente par feu M. le Baron Jean Baptiste Galeazzini domicilié et demeurant à Bastia, en faveur de feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi demeurant à Ajaccio, de différents immeubles sis à Bastia, et entre autres un terrain à bâtisse faisant jadis partie du jardin des missionnaires, moyennant le prix total de cinq mille cent quatre-vingt-cinq francs, payés et quittancés; et l'autre le dix-neuf septembre mil huit-cent trente-neuf enregistré, contenant vente consentie par ledit feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi au profit dudit M. Gregorj Joseph, d'un site ou soit emplacement à bâtir, avec toutes ses circonstances et dépendances situé à Bastia, tenant d'un côté à la ruelle projetée entre ledit site et l'ancienne église des Missionnaires moyennant le prix de mille deux cent francs payés et quittancés;

Avec déclaration à Monsieur le Procureur du Roi que, les précédents propriétaires des site, boutique et écurie que M. Joseph Gregorj a cédé en échange à la ville de Bastia suivant acte retenu par le notaire Antoine Joseph Guasco résidant en icelle le dix-huit octobre mil huit-cent quarante trois enregistré, ont été avant lui M. Gregorj lesdits défunt MM. Baron Jean Baptiste Galeazzini et Jean Jérôme Rossi avocat, avec déclaration en outre audit Monsieur le Procureur du Roi que, tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions sur lesdits site, boutique et écurie, par raison d'hypothèques légales, existant indépendamment de l'inscription n'étant pas connus des requérants, il ferait publier la présente notification dans les formes voulues par l'article 683 du code de procédure civile et conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807 approuvé le premier Juin de la même année, pour être par lui de droit requis toute inscription d'hypothèque légale dans le délai de deux mois.

En foi de quoi, le présent exploit a été fait et lu en la ville d'Ajaccio par exploit de Joseph Rombaldi, huissier près le tribunal de première instance séant à Ajaccio, en date du deux octobre courant enregistré le même jour;

3^o A M. Sauveur Galeazzini, Conseiller à la Cour Royale de Bastia, domicilié et demeurant en cette ville, en sa qualité d'unique héritier de feu Madame Marie Josephine Panzani décédée épouse de M. le Baron Jean-Baptiste Galeazzini sa mère;

Et à M. le Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bastia y demeurant;

Par exploit de Dellepiane Louis huissier, près le Tribunal Civil séant à Bastia, demeurant et domicilié en cette ville en date du dix-sept octobre courant, dûment enregistré et visé;

Le tout à la requête de M. Joseph Gregorj propriétaire et négociant domicilié et demeurant à Bastia, pour lequel domicile est élu en cette dite ville dans sa maison d'habitation sise rue neuve.

D'un acte de dépôt fait au greffe du Tribunal Civil séant à Bastia, le dix-huit septembre dernier dûment enregistré, constatant que M. Joseph Gregorj susdit a déposé par l'entremise de M. Vincent Gregorj son fils au greffe dudit Tribunal les copies collationnées de deux actes reçus par Maître Vincent Guasco, qui en a la minute, et son collègue notaire à Bastia, l'un le vingt-cinq mai mil huit cent vingt-trois enregistré, contenant vente par feu M. le Baron Jean Baptiste Galeazzini domicilié et demeurant à Bastia, en faveur de feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi demeurant à Ajaccio, de différents immeubles sis à Bastia, et entre autres un terrain à bâtisse faisant jadis partie du jardin des missionnaires, moyennant le prix total de cinq mille cent quatre-vingt-cinq francs, payés et quittancés; et l'autre le dix-neuf septembre mil huit-cent trente-neuf enregistré, contenant vente consentie par ledit feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi au profit dudit M. Gregorj Joseph, d'un site ou soit emplacement à bâtir, avec toutes ses circonstances et dépendances situé à Bastia, tenant d'un côté à la ruelle projetée entre ledit site et l'ancienne église des Missionnaires moyennant le prix de mille deux cent francs payés et quittancés;

Avec déclaration à Monsieur le Procureur du Roi que, les précédents propriétaires des site, boutique et écurie que M. Joseph Gregorj a cédé en échange à la ville de Bastia suivant acte retenu par le notaire Antoine Joseph Guasco résidant en icelle le dix-huit octobre mil huit-cent quarante trois enregistré, ont été avant lui M. Gregorj lesdits défunt MM. Baron Jean Baptiste Galeazzini et Jean Jérôme Rossi avocat, avec déclaration en outre audit Monsieur le Procureur du Roi que, tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions sur lesdits site, boutique et écurie, par raison d'hypothèques légales, existant indépendamment de l'inscription n'étant pas connus des requérants, il ferait publier la présente notification dans les formes voulues par l'article 683 du code de procédure civile et conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807 approuvé le premier Juin de la même année, pour être par lui de droit requis toute inscription d'hypothèque légale dans le délai de deux mois.

En foi de quoi, le présent exploit a été fait et lu en la ville d'Ajaccio par exploit de Joseph Rombaldi, huissier près le tribunal de première instance séant à Ajaccio, en date du deux octobre courant enregistré le même jour;

3^o A M. Sauveur Galeazzini, Conseiller à la Cour Royale de Bastia, domicilié et demeurant en cette ville, en sa qualité d'unique héritier de feu Madame Marie Josephine Panzani décédée épouse de M. le Baron Jean-Baptiste Galeazzini sa mère;

Et à M. le Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bastia y demeurant;

Par exploit de Dellepiane Louis huissier, près le Tribunal Civil séant à Bastia, demeurant et domicilié en cette ville en date du dix-sept octobre courant, dûment enregistré et visé;

Le tout à la requête de M. Joseph Gregorj propriétaire et négociant domicilié et demeurant à Bastia, pour lequel domicile est élu en cette dite ville dans sa maison d'habitation sise rue neuve.

D'un acte de dépôt fait au greffe du Tribunal Civil séant à Bastia, le dix-huit septembre dernier dûment enregistré, constatant que M. Joseph Gregorj susdit a déposé par l'entremise de M. Vincent Gregorj son fils au greffe dudit Tribunal les copies collationnées de deux actes reçus par Maître Vincent Guasco, qui en a la minute, et son collègue notaire à Bastia, l'un le vingt-cinq mai mil huit cent vingt-trois enregistré, contenant vente par feu M. le Baron Jean Baptiste Galeazzini domicilié et demeurant à Bastia, en faveur de feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi demeurant à Ajaccio, de différents immeubles sis à Bastia, et entre autres un terrain à bâtisse faisant jadis partie du jardin des missionnaires, moyennant le prix total de cinq mille cent quatre-vingt-cinq francs, payés et quittancés; et l'autre le dix-neuf septembre mil huit-cent trente-neuf enregistré, contenant vente consentie par ledit feu M. l'avocat Jean Jérôme Rossi au profit dudit M. Gregorj Joseph, d'un site ou soit emplacement à bâtir, avec toutes ses circonstances et dépendances situé à Bastia, tenant d'un côté à la ruelle projetée entre ledit site et l'ancienne église des Missionnaires moyennant le prix de mille deux cent francs payés et quittancés;

Avec déclaration à Monsieur le Procureur du Roi que, les précédents propriétaires des site, boutique et écurie que M. Joseph Gregorj a cédé en échange à la ville de Bastia suivant acte retenu par le notaire Antoine Joseph Guasco résidant en icelle le dix-huit octobre mil huit-cent quarante trois enregistré, ont été avant lui M. Gregorj lesdits défunt MM. Baron Jean Baptiste Galeazzini et Jean Jérôme Rossi avocat, avec déclaration en outre audit Monsieur le Procureur du Roi que, tous ceux du chef desquels il pourrait être pris des inscriptions sur lesdits site, boutique et écurie, par raison d'hypothèques légales, existant indépendamment de l'inscription n'étant pas connus des requérants, il ferait publier la présente notification dans les formes voulues par l'article 683 du code de procédure civile et conformément à l'avis du Conseil d'Etat du 9 mai 1807 approuvé le premier Juin de la même année, pour être par lui de droit requis toute inscription d'hypothèque légale dans le délai de deux mois.

En foi de quoi, le présent exploit a été fait et lu en la ville d'Ajaccio par exploit de Joseph Rombaldi, huissier près le tribunal de première instance séant à Ajaccio, en date du deux octobre courant enregistré le même jour;

3^o A M. Sauveur Galeazzini, Conseiller à la Cour Royale de Bastia, domicilié et demeurant en cette ville, en sa qualité d'unique héritier de feu Madame Marie Josephine Panzani décédée épouse de M. le Baron Jean-Baptiste Galeazzini sa mère;

Et à M. le Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bastia y demeurant;

Par exploit de Dellepiane Louis huissier, près le Tribunal Civil séant à Bastia, demeurant et domicilié en cette ville en date du dix-sept octobre courant, dûment enregistré et visé;

Descartes, 1 vol.
Flaccus Joseph, 1 vol.
Fleury œuvres choisies, 1 vol.
Gibbon, 1 vol.
Guicciardini, 1 vol.
Mille et une nuits contes arabes, 1 vol.
Mille et un jour contes persans, 1 vol.
Monuments primitifs de l'église, 1 vol.
Moralistes français, 1 vol.
Ouvrages mystiques (choix d'), 1 vol.
Paul Jacob, romans, 2 vol.
Polyde, Hérodiade et Zozime, 1 vol.
Robertson, 2 vol.
Rollin histoire ancienne, 3 vol.
— histoire romaine, 3 vol.
— traité des études opuscules, etc 1 vol.
Petits poèmes grecs, 1 vol.
Contes français (les vieux), 1 vol.

Routes royales classées nouvellement, routes départementales et chemins de grande communication. Sa statistique, fort bien faite, offre un tableau des noms anciens et nouveaux pour chaque canton. C'est la carte générale des côtes de France et d'Italie ornée d'une vue d'Ajaccio. Prix : 1 fr. 75 c.

Service des Paquebots de l'Etat entre la Corse et Marseille.

Les bureaux de l'agence des paquebots de l'Etat seront désormais ouverts depuis 8 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir, excepté le vendredi, jour de départ pour Marseille, où ils seront ouverts, en été depuis 6 heures du matin et en hiver depuis 7 heures jusqu'à 8 heures 1/2 précises.

L'Agent des paquebots de l'Etat, L. COULY.

AVIS.

Le public est prévenu que M. Amio, mécanicien habile, qui vient de terminer les travaux d'établissement de l'usine de la Rostonica, (scierie de marbres et porphyres) se chargerait volontiers, avant son départ pour le continent, d'exécuter toutes sortes de mécanismes relatifs à son art, comme moulins à huile, à farine, ressences, de nouvelle invention usités en Provence, et dont il est lui-même l'auteur.

S'adresser, pour avoir d'autres renseignements, à M. Illiani, à l'usine de la Rostonica à Corte.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES
MARSEILLE 18 octobre, brick Vallery Jean de 120 tx, c. Sciscaslug, farines.
MARSILLIE 19 id. bombarde Grâce de Dieu de 65 tx, c. Agostini, sel.

LIVOURNE 20 id. b. à vap. le Golo de 57 tx, c. Bagliani, passagers.
LERICI 22 id. b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

DÉPARTS
MARSEILLE 18 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.
MARSEILLE 18 id. b. à vap. Letizia de 73 tx, c. Lota, passagers et chev.

LIVOURNE 19 id. mistick Conception de 30 tx, c. Bonelli, lupins et poissons.
LIVOURNE 21 id. b. à vap. le Golo de 57 tx, c. Bagliani, passagers.

RIO 22 id. brick Général Sebastiani de 119 tx, c. Valzi, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

CHEZ LES FRÈRES FABIANI.

PANTHÉON LITTÉRAIRE à 8 fr. le volume.

Bacon œuvres complètes, 1 vol.
Bourdouloue, 2 vol.
Descartes, 1 vol.
Ancelot Théâtre et voyages, 1 vol.

On se rappelle qu'il y a six mois, un musicien du 8^e de ligne en garnison à Bastia, disparut tout à coup, sans qu'on pût connaître ce qu'il était devenu. Comme on savait qu'il avait l'habitude de porter toujours sur lui une somme assez considérable en or, fruit de ses économies, on expliqua la disparition par un crime. Le lendemain, on a retrouvé, dans un makis derrière l'usine de Toga, au dessus de l'ancienne fabrique de savon et dans un endroit écarté, un squelette tout dépourvu de chairs, dans les habits militaires qui n'ont laissé aucun doute sur l'identité de la malheureuse victime. Ce squelette ne peut fournir aucun éclaircissement sur le genre de mort auquel aurait succombé le musicien du 8^e. Une somme de 55 fr. et quelques centimes a été retrouvée dans ses habits, mais non la somme en or qu'on croyait qu'il portait avec lui. L'état du squelette a présenté en outre des caractères tels qu'il ferait présumer que la victime aurait été transportée dans le makis ou son corps a été retrouvé après la perpétration du crime. Le mystère qui avait pesé jusqu'ici sur ce déplorable événement paraît donc rester toujours le même et si la cause de la disparition paraît expliquée aujourd'hui, la justice ignore encore par qui et comment ce crime aura été commis.

Une ordonnance royale du 17 octobre, a nommé, à la demande de Mgr. le Prince de Joinville, M. Cecconi sous-lieutenant au 3^{me} régiment d'infanterie de marine, comme s'étant particulièrement distingué pendant l'expédition du Maroc.

Par une autre ordonnance de même date, M. Sardi a été nommé lieutenant de vaisseau.

L'élève Pieraggi (Eudimion-Walsh-Porter) de Corte, dont nous avons déjà signalé les rapides progrès, a obtenu encore cette année six prix, entre autres celui d'excellence. Les notes du collège portent ceci, le jeune Pieraggi est non seulement un bon élève, mais un élève brillant. C'est avec plaisir, et pour encourager la jeunesse studieuse du pays que nous nous empressons de citer les noms de tous les élèves qui se distinguent par leurs talents et se font aimer par leur excellent caractère.

Nous recevons à l'instant d'un de nos amis, la description de l'épée destinée par les Colons d'Algérie à M. le Maréchal Bugeaud.

Sur le devant du pommeau figure l'ordre de la bataille d'Isly avec cette exergue : *Ordre de combat — Isly 1844*. Sur les revers, les armes du Maréchal, son chiffre avec une guirlande d'olivier et de laurier.

Sur la face de la poignée, un palmier, deux bâtons de maréchal ; à droite et à gauche, un figuier, un murier, un cactus ; sur le revers, un aloès en fleur avec les armes du maréchal. La garde offre l'allégorie d'une jeune fille couronnée, tenant de la main gauche une corne d'abondance pleine de fruits divers. De la main droite, elle présente une palme, symbole de la victoire. A sa droite, un cultivateur Européen, à sa gauche, un Arabe, une ruche et des gerbes. En bordure, la devise *Ense et Aratro* mariées à une guirlande de feuilles de chêne, de vigne etc.

Sur la lame, la même devise en gros caractères avec cette inscription : *L'Algérie reconnaissante à M. le maréchal Bugeaud*.

La poignée sera d'or ciselé.

Le choix du modèle de cette épée confiée ainsi que son achat à M. Melcion d'Arc, ancien Intendant en chef de l'armée d'Afrique, nous paraît ce qu'il y a de plus heureux, et nous félicitons

tous regards la Commission de l'idée qu'elle a eue de se faire représenter, en cette circonstance, par un homme de goût.

TABLEAU de la Cour Royale de Bastia, pour l'année judiciaire 1844-1845.

CHAMBRE CIVILE.

MM. le C^{te} Colonna d'Istria, premier président; Galeazzi, Maréchal, Arriotti, Arons, Viale, Gavini, Jourdan, Andrea Moral, Biondi, conseillers; Mariti, conseiller-auditeur; D'Alig, 1^{er} avocat-général.

CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.

MM. Bertora, président; Arriotti, Pallavicini, Colonna d'Istria, Andrea Moral, conseillers; Lesie, substitut.

CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

MM. Casale, président; Pallavicini, Colonna d'Istria, Giordani, Juchereau de St-Benoit, Stefano, Maniet, Poli, Chappin de Germiny, conseillers; Sigaudy, avocat-général.

JOURS D'AUDIENCE DE LA COUR ROYALE.

Chambre civile: les Lundis, Merdis et Mercredis. Chambre des mises en accusation: les Samedis.

CHAMBRE CORRECTIONNELLE.

Affaires Correctionnelles: les Jendis. Affaires Civiles: les Vendredis.

Liste des Jurés pour le 3^e Trimestre 1844.

Arriotti Jean-Ambroise-Henry-Math-Louis, de Corte, avocat. Pignelli Jean-Baptiste, d'Olmeto, électeur. Durazzo Etienne-Polycarpe, de Sartene, propriétaire. Costa Jean-Augustin, de l'île-Rousse, négociant. Orsattini Côme, de Giocatojo, capitaine en retraite. Pignelli Charles-François, de Poggio, notaire. Mariotti Jean-Antoine, de Campio, greff. de la justice de paix. Ciavardini Louis-Joseph-Marie, de Bastia, chef de bataillon en retraite.

Campi Jacques, d'Alajaccio, négociant. Petrucci Etienne, de Venizolosa, propriétaire et maire. Solvini Jacques-André, Sessa, propriétaire. Giacomini Don Jacques, de St-Lucie, propriétaire. Morati Tiburce, de Morato, ancien sous-préfet et propriétaire. Guelfucci Antoine-François, de Morgiglia, propriétaire. Cotti Antoine-François, d'Alajaccio, négociant. Perri Hilaire, d'Alajaccio, médecin.

Scattoli Joseph-Marie, de Bastia, notaire. Romani Joseph-Marie, de l'île-Rousse, notaire. Petrucci Ange-Marie, d'Alajaccio, avocat.

Emmanuel Dominique-François, de Palasca, prop. et maire. Mondelli Etienne, de Calvi, ancien officier comptable. Marsili Pascale-Dominique, de Bastia, médecin. Pompei Pierre-Paul, de la Porta, propriétaire.

Degiovanni Ours-Félix, de Pietra, docteur en médecine. Pasqualini Sauveur-Fortune, de Bastia, avocat. Padovani Anselmo, de St-Reparata, propriétaire.

Arriotti Dominique, de Speloncato, propriétaire. Franceschi Dominique-Philippe, de Centuri, propriétaire. Graz Jean-Victor, de Gervino, médecin.

Giovacchini Rutigliano, de Castellare, propriétaire. Pietri Ant.-François, de l'île-Antoine-Mare, de Sartene, prop. Lanzalavi Fabiani-Félix, de St-Reparata, avocat.

Ronconi Jean-Paul, de Felice, propriétaire. Podestà Vincent, de Bastia, négociant.

Androucci Dominique, de Bastia, propriétaire de bâtiment. Podestà Pierre, de l'île-André, de Bastia, négociant.

Jurés supplémentaires.

Cristofini Jacques, de Bastia, propriétaire. Carbuoria, Horace, de Bastia, avocat.

Massei Pierre-Jean, de Bastia, propriétaire. Valery Jean-Mathieu, de Bastia, négociant.

GRANDE CATASTROPHE ARRIVÉE A CETTE.

Cette, 22 octobre, 10 heures du soir.

Un sinistre effrayant est venu, cet après-midi, plonger notre population dans la consternation et la douleur. Vers quatre heures environ, une trombe électrique s'est abattue sur notre ville, et y a exercé des ravages tels qu'on la prendrait, à l'heure qu'il est, pour une place qui vient de subir les horreurs d'un siège.

Le terrible météore, venu dans la direction du fort St-Pierre, a côtoyé le môle dans toute son étendue, puis, arrivé en face de l'établissement du Génie, attiré sans doute par son paratonnerre et sa couverture en zinc, il a contourné l'édifice, et s'est abattu avec fureur sur lui. Au même instant, une détonation violente s'est fait entendre, et notre population toute entière a cru assister à la scène finale de sa destruction. Pendant deux minutes, un grondement terrible retentissait dans les airs; la toiture des maisons volait en éclats et les débris étaient chassés au loin jusque

dans les quartiers les plus reculés de la ville.

Le pavillon des ingénieurs a été entièrement saisi; sa couverture en zinc a été enlevée en un clin d'œil, et toute la façade démolie jusqu'au sol; en sorte qu'il ne reste plus, à l'heure où nous écrivons, que la muraille de derrière et les deux murs latéraux de cet édifice.

Une autre maison à quatre étages, de construction neuve et solide, appartenant à M. Labaille, a été entièrement rasée. Dans presque tous les appartements, les cloisons ont été détruites, les croisées arrachées et brisées; partout l'effrayant sinistre a laissé les traces dévastatrices de son passage. Jamais, de mémoire d'homme, on n'avait été témoin dans notre cité, d'un semblable désastre.

Mais hélas! nous avons encore d'autres malheurs à enregistrer. Un raz-de-marée des plus effrayants est venu joindre ses ravages à ceux déjà si grands de la trombe électrique. En un instant, les eaux du canal ont grossi au point de déborder sur les quais. C'était un spectacle affligeant, que de voir toutes les gabarres chargées de vins entraînés par le courant, s'entrechoquer et s'engloutir.

Au moins douze bateaux de cabotage ou de pêche ont coulé dans le canal même. Ce qu'il y a de plus triste, c'est que la plupart avaient plusieurs hommes d'équipage à bord: quelques-uns sont parvenus à se sauver; les autres ont péri. On porte à 25 ou 30 le nombre de ces infortunés qui ont été engloutis avec leurs bateaux!

Cinq ou six gros navires ont été complètement chavirés, la quille en l'air. On cite *Le François*, de M. Phocion Jourdan, négociant de notre ville; *La Rosalia*, de M. Fournier, et *Le Frédéric-Eugénie*, de M. Teisserenc Vallat, de Montpellier; mais ce dernier navire s'est relevé peu de temps après.

Quant aux avaries dans les coques, les mâtures et les gréements, elles sont innombrables.

Dans les rues, sur les quais on rencontrait partout des malheureux blessés, les uns ayant la tête ensanglantée, les autres quelque membre mutilé.

Sous les ruines du pavillon du Génie, nous avons vu relever un cadavre; c'était celui du nommé Gallon, scieur de long, de Méze. En face du café de la Bourse, un négociant de notre ville, M. François Lavabre, a été écrasé sous les débris d'une lourde voiture de comédiens ambulans qui stationnait à l'extrémité du vieux pont.

On craint d'avoir à déplorer encore la perte du sieur Baptiste Dussol, fabricant de futailles; il a disparu depuis le sinistre sans que sa famille en ait reçu des nouvelles.

Il est impossible de rendre l'effet de la terreur produite sur l'esprit de notre population.

On voyait courir de toutes parts des citoyens qui allaient s'enquérir des nouvelles de leur famille. Dans les rues on se s'abordait qu'en tremblant, et la même question se retrouvait dans toutes les bouches: *Avez-vous quelqu'un de mort dans votre famille?*

L'heure avancée ne nous a pas permis de recueillir des renseignements plus étendus; mais nous pouvons garantir l'exactitude des détails que nous publions. Dans notre numéro de demain, nous serons probablement en mesure de donner la liste des nombreuses victimes de cette journée de désolation.

Au moment où nous terminons cet article, un vent de Sud-Est souffle avec violence; fasse le ciel que nous n'ayons pas encore demain à enregistrer de nouveaux désastres!

Le journal la Patrie (V. aux annonces) se recommande par une combinaison d'un intérêt

et pour l'habitant des départements; la Patrie véritablement le journal des départements: est en vue des départements qu'elle est composée, à Paris, LE MATIN, pour l'heure même du départ du courrier. Cette composition, toute particulière, lui donne une situation hors ligne dans la presse parisienne. Par la Patrie nous recevons aujourd'hui les nouvelles que les autres journaux de Paris ne nous apporteraient que demain. Cette célérité dans les communications par la voie du journal, assure à la Patrie le succès que lui promet d'ailleurs sa rédaction habilement variée et toujours attrayante.

Afrique.

— On lit dans le Toulonnais les détails suivants de l'affaire de Dellys :

M. le général Comman, arrivé à Dellys, avait parcouru les environs et s'était avancé à plus de huit lieues le long de la mer sur le territoire des Kabyles, Flissas et Boars, brûlant et ravageant tout ce qui se trouvait sur son passage. N'ayant pas rencontré de résistance sérieuse, le général revint dans son camp, en avant de Dellys, attendant la soumission des tribus hostiles et s'attendant même à rentrer à Alger.

Informé ces jours derniers que ces mêmes Kabyles, au lieu de traiter de leur soumission, menaçaient continuellement nos alliés et faisaient des excursions pour les piller, le général résolut de les châtier. Il se mit donc de nouveau en marche dans cette intention, avec quatre bataillons et deux obusiers de montagne, et parvint aux dernières limites de son expédition première, où il rencontra de nombreux rassemblements d'Arabes qui commencent à trailler sur la colonne.

Nos troupes arrivèrent le 17 près d'un village incendié lors de notre première marche, et trouvèrent une très grande quantité de Kabyles, embusqués dans des rochers, qu'ils avaient fortifiés en amassant des tas considérables de pierres, dans l'intention de les faire rouler sur les assaillants.

Le défilé était étroit et périlleux par sa nature même; mais ces obstacles n'arrêtaient pas un moment nos braves soldats, qui s'élançaient avec intrépidité pour emporter d'assaut et à la baïonnette l'espace de redoute formée par les Kabyles. Ceux-ci attendirent de pied ferme et se défendirent en désespérés, se laissant tuer plutôt que de reculer et tirant sur nos soldats à bout portant. En peu d'instants, nous nous rendîmes maîtres de la position.

Cependant comme le nombre des Arabes s'augmentait de plus en plus et que les munitions commencent à manquer, M. le général Comman se trouva dans la pénible nécessité d'ordonner la retraite. C'est alors que commencèrent nos pertes, car les Kabyles suivirent notre petite troupe pendant 4 heures dans les défilés et ne cessèrent de trailler et de la harceler en déployant contre elle une fureur sauvage.

Arrivés sur un terrain plat, la retraite put s'organiser, nous ripostâmes alors très-avantageusement, et nous parvîmes à mettre en fuite cette orde de sauvages.

Le soir, nous étions rendus au camp, avec nos blessés et nos morts qui furent enterrés religieusement.

Nos soldats ont montré dans cette affaire, et comme toujours, la plus grande bravoure, et se sont battus corps à corps et avec un acharnement impossible à décrire.

Nos pertes sont sans doute sensibles, mais celles éprouvées par l'ennemi sont très considérables, car on peut sans exagération porter le

nombre des cadavres restés sur le champ de bataille à 600.

— Nous lisons dans le Nouvelliste de Marseille du 24 octobre :

• Le Pharamond, capitaine Arnaud, de la compagnie Ch. et Aug. Bazin, a mouillé dans notre port hier à 7 heures du soir, apportant la correspondance d'Alger.

• Nous recevons par ce steamer la nouvelle d'un combat sanglant que la division expéditionnaire du général Comman a eu à soutenir contre les Kabyles insoumis du Jurjura, entre Dellys et Bougie.

• Ces tribus guerrières enclavées dans nos possessions, à l'Est d'Alger et pour ainsi dire à ses portes, avaient réussi à conserver leur indépendance. La France n'avait pas jusqu'à présent sérieusement songé à les dompter, occupée qu'elle était à d'autres conquêtes et sans cesse tenue sur le qui vive par les démarches et les astucieuses menées d'Abd-el-Kader.

• Toutefois, dans ces derniers temps, le maréchal-gouverneur avait formellement exprimé son intention de réduire la Kabylie sous la domination française; son plan était tout préparé, lorsqu'il en fut détourné par nos différends avec le Maroc. Au retour de cette campagne, le maréchal repartait encore de son projet, se promettant bien, après la saison des pluies, de pousser une expédition vigoureuse contre ce repaire de barbares.

• Nos lecteurs se rappellent la récente alerte qui eut lieu lors de la dernière revue des troupes à Alger; on disait que les Kabyles avaient attaqué et pillé des tribus alliées. Une colonne expéditionnaire fut envoyée sous les ordres du général Comman; mais ce ne fut qu'une promenade militaire. L'expédition, on le sait, n'eut pas d'autre résultat que de constater les bonnes dispositions des tribus chez lesquelles elle eut à passer.

• Nous ignorons quel a été le prétexte de l'agression actuelle; peut-être le général Comman aura-t-il fait quelque démonstration sur le territoire insoumis, le fait est que sa division forte de 3000 hommes seulement s'est trouvée tout à coup en face d'une insurrection générale de ces populations sauvages. Une affaire des plus meurtrières s'est engagée. Les Kabyles se sont rués à l'arme blanche sur nos troupes. La division Comman a soutenu l'attaque avec vigueur, malheureusement elle n'était pas en nombre suffisant pour envahir le pays et il a fallu se résoudre à attendre des renforts.

• Notre perte a été de 126 hommes mis hors de combat.

• Aussitôt le rapport reçu de cette affaire, le maréchal Bugeaud a pris la résolution d'en finir de suite avec la Kabylie.

• En même temps qu'il envoyait l'ordre aux commandants des postes les plus rapprochés de Jurjura d'expédier des renforts au général Comman, il a fait partir cinq mille hommes sur tous les bâtiments à vapeur disponibles pour Dellys et Bougie.

• Le maréchal a dû s'embarquer hier, 22, pour se porter de sa personne à la tête de l'expédition.

• La soumission de la Kabylie complètera le vaste système de l'occupation française en Afrique.

• — On nous écrit d'Alger :

• Le courrier de Bone qui devait partir ce matin, 20, ne part pas, attendu qu'un bâtiment à vapeur arrivé cette nuit a amené de Dellys 153 malades, dont cent et quelques blessés par suite d'un combat contre les Kabyles, qui, dit-on, ont fort maltraité notre colonne.

• Tous les bateaux à vapeur de l'Etat disponi-

bles vont partir et porter des troupes sur ce point.

— On lit dans le Nouvelliste de Marseille du 29. Le Charlemagne est arrivé le 28 octobre à Marseille à midi d'Alger, qu'il a quitté le 26.

• A cette date, on ne savait rien de bien important sur l'expédition dirigée contre les Kabyles. On disait seulement que le maréchal n'avait rencontré nulle part de résistance et qu'il paraissait difficile que nos braves soldats eussent l'occasion de satisfaire leur vengeance contre d'insaisissables ennemis.

• Il faut croire toutefois que la colonne expéditionnaire ne rentrera pas à Alger sans que justice ait été faite des agressions qui ont eu lieu et que des garanties aient été données par les Kabyles pour la sécurité future du pays et le maintien d'une paix durable.

Nouvelles Diverses.

— Nous pouvons affirmer que la décision relative à l'Ecole polytechnique vient d'être prise par le ministère. Aucun élève ne sera exclu. Ce résultat, nous devons le dire, est dû à la persévérance de M. le maréchal Soult, qui a lutté de la manière la plus vive contre ses collègues. Il paraît que M. Arago prépare une brochure sur la question. Le cabinet, voulant éviter le scandale que cette publication n'aurait pas manqué de produire, s'est décidé enfin à terminer cette affaire. Du reste, tout en se montrant indulgent pour le passé, le ministère a résolu de réformer entièrement les règlements de l'Ecole. La commission actuelle statuera sur ce point, tandis qu'une nouvelle commission, prise dans les rangs de l'Académie des sciences, examinera la question du programme et donnera son avis sur les changements à introduire. (Revue de Paris.)

— Il paraît que l'emprunt aura lieu dans les derniers jours de novembre et qu'il se fera en trois pour cent. M. Lacave-Laplagne ne voulait emprunter que 150 millions, mais la majorité du conseil a pensé que 300 millions seraient nécessaires pour tous les travaux à entreprendre et à compléter.

— L'emprunt aura pour objet de faire ajourner la mesure de la conversion.

DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Madrid, le 18 octobre.

Le projet de réforme de la constitution a été présenté ce matin au congrès.

Le ministère a demandé en même temps au sénat l'autorisation de décréter quelques lois organiques.

— On annonce que M. le capitaine de vaisseau Brast, gouverneur des Marquises est promu au grade de commandeur de la Légion d'Honneur. (Moniteur parisien.)

ATRIENNE. — On écrit de Lemberg, qu'avant la clôture de la diète de Galicie, on y a fait la proposition d'abolir les corvées, et d'accorder aux paysans le droit d'acquiescer des biens fonciers, en faisant chaque année un paiement à terme. La proposition a été accueillie avec faveur, mais il n'y avait pas assez de députés présents pour la discuter.

— On écrit de Clermont-Ferrand, le 19 oct.

• La statue en bronze de Desaix, destinée à orner l'une des places de Clermont, est arrivée depuis deux jours. Elle sort des ateliers de M. Nanteuil, de l'Institut.

— Le Bien Public de Mâcon annonce, sur la foi de lettres récentes, le prochain retour de M. de Lamartine, qui vient d'achever, dans la retraite de l'île d'Ischia, un volume de poésies et deux volumes de prose.

BUREAUX :
A PARIS,
Rue Coq-Héron, 8.

LA PATRIE,

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, JUDICIAIRE, LITTÉRAIRE.

Seul Journal fait à Paris, exprès pour les départements, à l'heure du départ du courrier.
(24 heures d'avance, pour les nouvelles, sur tous les autres Journaux.)

De tous les journaux de Paris, la Patrie réalise seule une combinaison extrêmement favorable aux départements. La Patrie se compose, le matin de sept heures à midi, tout exprès pour les départements. Ainsi, elle insère toutes les nouvelles reçues, le matin, par les correspondances, les journaux de la province et de l'étranger; elle publie immédiatement aussi les documents officiels du Moniteur. Elle a donc une avance de vingt-quatre heures sur tous les autres journaux de Paris. De plus, elle donne, dans chacun de ses numéros, une Revue analytique et raisonnée des journaux qui ont paru le matin même. La Patrie tient donc lieu de tous les journaux. Seule, dans la presse, elle a un bureau tout spécial de traduction attaché à sa rédaction. — Économie politique, partie judiciaire, finance, industrie, commerce, tout est traité avec le plus grand soin. Les écrivains littéraires et les critiques de théâtre sont franchement impartiaux. Les romans feuilletons ont constamment l'intérêt et l'attrait que recherchent les lecteurs. Assise sur des bases nouvelles, la Patrie saura tirer les sacrifices nécessaires pour développer le succès qui couronne déjà les premiers efforts de ses nouveaux directeurs et propriétaires.

Adresser au Gérant (rue Coq-Héron, 8), en un mandat sur la poste ou en une valeur sur Paris, le prix de l'abonnement. (Les lettres doivent être affranchies.)

— La Patrie est envoyée, pour essai, pendant cinq jours, à qui en fait la demande. —

ABONNEMENT
Pour un trimestre 12 fr.
Un mois 5

JEUDI 7 NOVEMBRE 1844.

N° 45.

XI^e ANNÉE

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger . . . 24
PAIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

Bastia.

Le conseil municipal de Bastia, dans sa séance du 2 du courant, a pris une délibération, à l'unanimité et par acclamation, qui donne un démenti solennel aux injures et indécentes attaques, qui, dans un intérêt que tout le monde connaît, ont été faites contre un nom et un caractère vénéralisés par tous ceux qui ne sont pas les ennemis de notre pays. Nous reproduisons ici le vote du conseil municipal de notre ville : il est assez significatif pour nous dispenser d'y ajouter le moindre commentaire :

CONSEIL MUNICIPAL DE BASTIA.

Séance du 2 novembre 1844.

Sur la proposition de M. le maire.

Attendu que M. le maréchal Sebastiani s'est constamment montré le défenseur des plus hauts intérêts de la Corse;

Que, sous la Restauration, il a puissamment influé, par la force de sa parole, sur les déterminations de la chambre des députés, dans les votes;

De la loi qui exempte de tous droits les productions du sol de notre île, et qui, dans le but de sauver l'agriculture de la Corse, y défend l'entrée des blés étrangers;

De la loi qui créait deux nouveaux arrondissements, à Cervione et Vico, mais qui fut malheureusement rejetée par la chambre des pairs;

De la loi qui affranchit également de tous droits nos huiles, source principale de la richesse de notre département;

Et enfin de celle qui établit une entreprise de bateaux à vapeur, faisant le trajet de la Corse à Toulon, et qui a donné un premier élan à notre commerce, en diminuant les distances et multipliant les relations;

Attendu que, depuis 1830, c'est sur les instances de M. le maréchal Sebastiani que Mgr le duc d'Orléans a daigné visiter la Corse;

Qu'à ce voyage se rattachent les diverses lois qui affectent 14 millions pour l'ouverture de nos nouvelles routes, la réparation et le redressement des anciennes, et pour la construction des ports, phares et quais établis sur nos parages;

Que le résultat de ces lois bienfaisantes, que M. le Maréchal a efficacement sollicitées, est d'avoir déjà amélioré l'état matériel de notre pays, et de ne pouvoir manquer de rendre plus rapide, dans l'avenir, le perfectionnement de nos mœurs et le progrès de notre civilisation;

Qu'à ce voyage se rattache encore l'établissement du collège royal de Bastia, dont M. le maréchal a obtenu la prompte ouverture;

Que, grâce à la puissante médiation de M. le maréchal Sebastiani, des paquebots de l'État font aujourd'hui le service de la correspondance entre la Corse et Marseille;

Que c'est surtout à la faveur des démarches incessantes qu'il a faites auprès du gouvernement, que la ville de Bastia peut espérer d'être bientôt dotée d'un port répondant aux besoins de sa marine et de son commerce;

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

LE MAIRE DE LA VILLE DE BASTIA

Donne avis que le lundi 18 novembre prochain à midi précis, il sera procédé à l'Hôtel de Ville à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, de bœufs allumés, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives qui commenceront le 1^{er} janvier 1845, des immeubles ci-après désignés, appartenant à la Commune.

Bien dénommé le Pineto, dont la mise à prix est fixée par an, à 1,200 fr.

Place du nouveau marché, dont la mise à prix est fixée par an, à 1,400 fr.

On pourra prendre connaissance au secrétariat de la mairie du cahier des charges, clauses et conditions qui se rattachent aux dites adjudications.

Fait à Bastia, en l'Hôtel de Ville, le 21 octobre 1844.

LAZAROTTI.

AVIS.

Le public est prévenu que M. Amic, mécanicien habile, qui vient de terminer les travaux d'établissement de l'usine de la Rostonica, (scierie de marbres et porphyres) se chargerait volontiers, avant son départ pour le continent, d'exécuter toutes sortes de mécanismes relatifs à son art, comme moulins à huile, à farine, ressances, de nouvelle invention usités en Provence, et dont il est lui-même l'auteur.

S'adresser, pour avoir d'autres renseignements, à M. Illiani, à l'usine de la Rostonica à Corte.

CHEZ LES FRÈRES FABIANI A BASTIA.

CODE

SAISIE IMMOBILIÈRE

DE TOUTES LES VENTES JUDICIAIRES DES BIENS IMMEUBLES OU

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 2 JUIN 1841,

PAR CHAUVÉAU ALPHONSE,

Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse et Membre de la Légion d'Honneur.

Auteur de la Théorie du Collège, des Principes de Compétence administrative, du Commentaire du Tarif, etc., etc.

2 vol. in-8° : Prix 16 fr.

LE CHOCOLAT MENIER

comme tout produit avantageusement connu a excité la cupidité des contrefacteurs; sa forme particulière et ses enveloppes ont été copiées, et les Médailles dont il est revêtu ont été remplacées par des dessins auxquels on s'est efforcé de donner la même apparence. Les amateurs de cet excellent produit voudront bien exiger que le nom MENIER, soit sur les étiquettes et sur les tablettes. Dépôt dans toute la France.

Le bateau à vapeur la Letizia, de la Compagnie Valéry frères partira de Bastia pour Marseille Dimanche 3 novembre prochain à 8 heures du matin, il repartira de Marseille le 10 novembre à la même heure pour Bastia.

Pour frêt et passage s'adresser à Bastia au bureau des Gérants et à Marseille au bureau de M. F. Paron, Courtier, quai de Rive Neuve n° 5 et 6.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES

LIVOURNE, 25 courant, bat. à vapeur Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE, 25 id. bateau à vapeur Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti, passagers.

NAPLES, 26 id. balancette St-François, de 52 tx, c. Palombi, pâtés.

TOULON, 26 id. goélette de l'État Étoile, c. Jugan, lieutenant de vaisseau.

AFACCIO, 27 id. bateau à vapeur Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE, 28 id. bateau à vapeur Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti, passagers.

MARSEILLE, 28 id. bk-gtte Conception, de 60 tx, c. Eria, diverses.

CAGNANO, 28 id. gondole St-Pierre, de 6 tx, c. Franceschi, vin.

CAGNANO, 28 id. gondole St-Joseph, de 6 tx, c. Cervoni, vin.

CAGNANO, 28 id. gondole St-Clément, de 8 tx, c. Damiani, vin.

CAGNANO, 28 id. gondole St-Antoine, de 6 tx, c. Santelli, vin.

MARSEILLE, 28 id. bateau à vapeur Letizia, de 73 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 29 id. mistick Assomption, de 20 tx, c. Stretti, blé.

LIVOURNE, 29 id. mistick Assomption, de 20 tx, c. Thiers, blé.

LIVOURNE, 30 id. bateau à vapeur Letizia, de 73 tx, c. Lota, passagers.

LIVOURNE, 30 id. bateau à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti, passagers.

MARSEILLE, 30 id. paquebot Bastia, de 120 chev. c. Santi, dépêches et passagers.

LERICI, 31 id. bk-gtte Conception, de 40 tx, c. Marini, passagers.

GENÈS, 31 id. bœuf Jésus-Marie, de 18 tx, c. Figalo, diverses.

DÉPARTS

AFACCIO, 24 courant, bateau à vapeur Télégraphe, de 53 tx, c. Bertocci, passagers.

LIVOURNE, 26 id. bateau à vapeur Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti, passagers.

LIVOURNE, 26 id. bateau à vapeur Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, passagers.

MARSEILLE, 27 id. paquebot Napoléon, de 120 chev. c. Montaigne, dépêches et passagers.

A LA PLAGE, 28 id. bk-gtte Conception, de 60 tx, c. Belgodere, en lest.

A LA PLAGE, 28 id. bk-gtte Antoinette, de 51 tx, c. Laporta, en lest.

A LA PLAGE, 28 id. goélette St-Joseph, de 38 tx, c. Océ, en lest.

A LA PLAGE, 28 id. tartane Vierge des Carmes, de 45 tx, c. Marinetti, en lest.

LIVOURNE, 28 id. bateau à vapeur Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti, en lest.

LIVOURNE, 28 id. bateau à vapeur Maréchal Sebastiani, de 31 tx, c. Valzi, en lest.

LIVOURNE, 28 id. bateau à vapeur Letizia, de 73 tx, c. Lota.

CENTURI, 29 id. bombarde Grâce de Dieu, de 65 tx, c. Agostini, sel.

RIO, 29 id. bk Valéry Jean, de 120 tx, c. Sciancaluga, en lest.

MARSEILLE, 30 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Gnatella, huile, bois.

MARSEILLE, 30 id. bk-gtte St-Antoine, de 48 tx, c. Mécolin, diverses.

LIVOURNE, 30 id. bateau à vapeur Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Battisti.